

ALGÉRIE-GRÈCE-MAURITANIE
Le Président Tebboune reçoit les ministres des AE de la Grèce et de la Mauritanie

P. 24

ARMÉE
"Nécessité d'assurer une adaptation de la préparation au combat des Forces armées aux nouveaux défis sécuritaires"

P. 4

DIPLOMATIE
Le nouvel ambassadeur d'Algérie remet ses lettres de créances à la reine Elizabeth II

P. 24

ADOPTION DU PLAN D'ACTION DU GOUVERNEMENT A L'APN

Rétablir la confiance et les grands équilibres économiques

Après l'ultime intervention, jeudi, du premier ministre Abdelaziz Djerad qui a apporté des éléments de réponse aux multiples questionnements soulevés par les députés, une majorité s'est prononcée pour l'adoption du plan d'action du gouvernement. L'exécutif a promis de mettre à profit la prochaine réunion gouvernement-walis, qui se tiendra dans les prochains jours, pour dresser un échéancier précis de mise en œuvre avec une priorisation des actions. Djerad compte également sur ce rendez-vous pour lancer un « plan d'urgence pour pallier les inégalités en matière de développement local, notamment dans les régions du Sud, les zones montagneuses et rurales et les banlieues. »

P. 3
DKnews



OPEP-NON OPEP :

Réflexion en cours sur une réduction additionnelle de la production de février à juin 2020 (Arkab)

P. 5

ADRAR :

Le secteur de la Solidarité veille à l'accompagnement des victimes des explosions nucléaires dans le Sud

P. 4

HYDROCARBURES :

BP intéressée par la reprise de l'investissement en Algérie

P. 5

SANTÉ

SURDITÉ BRUTALE

Comment réagir

P. p 12-13

FOOTBALL

LIGUE 1 (18^e JOURNÉE)
MC ALGER-JS SAOURA :

Le «Doyen» en quête de renouveau

P. 21



THÉÂTRE

Hommage à Azzedine Medjoubi 25 ans après sa disparition

P. 17

MDN

LUTTE CONTRE LE TERRORISME

3 casemates et 8 bombes détruites à Aïn Defla et Tipasa

P. 24

SANTÉ

Ouverture d'une enquête sur le décès d'un enfant à l'hôpital Youcef Damerdji de Tiaret



Les services de la Direction de la santé et de la population de Tiaret ont ouvert dernièrement une enquête sur le décès d'un enfant à l'hôpital Youcef Damerdji du chef-lieu de wilaya, a-t-on indiqué mercredi dans un communiqué émanant de la cellule d'information des services de la wilaya dont une copie a été remise à l'APS.

La Direction de la santé et de la population a ouvert une enquête sur le décès d'un enfant à l'hôpital Youcef Damerdji du chef lieu de wilaya et les médecins enquêteurs ont interpellé toutes les parties dont les staffs médical et paramédical ayant pris en charge l'enfant.

Les parents seront informés ultérieurement des résultats de l'enquête et des mesures seront prises en cas de négligence confirmée", a-t-on souligné de même source.

Le directeur de la santé et de la population de la wilaya, Mokhtar Mokrane, a précisé que l'enfant est décédé fin janvier dernier au service de pédiatrie de l'hôpital Youcef Damerdji de Tiaret où il a été admis "pour des problèmes digestifs et que son état s'était détérioré".

Le père de l'enfant, a ajouté M. Mokrane, a déposé une plainte contre le personnel de l'hôpital pour "négligence" d'où l'ouverture d'une enquête sur sa mort.

▶ NAAMA

Reprise du trafic aérien à partir de l'aéroport de Mécheria le 4 mars prochain



Le trafic à partir de l'aéroport "Cheikh Bouamama" de Mécheria (Naama) reprendra le 4 mars prochain, a-t-on appris mercredi de la direction des transports de la wilaya.

Dans ce cadre, la compagnie "Air Algérie" a programmé à partir de mercredi 4 mars prochain les premiers vols d'Alger vers l'aéroport de Mécheria, après un arrêt de l'activité du transport aérien des voyageurs dans cette infrastructure d'une durée de 9 années, a-t-on indiqué, annonçant la programmation de trois dessertes par semaine les samedi, dimanche et mercredi reliant Alger à Mécheria en aller retour.

Le responsable d'exploitation à l'aéroport Mecheria, Rouisset Mohamed a fait savoir que le tarif du billet d'avion pour la ligne Alger-Mecheria est fixé à 3800 DA en aller simple et 7500 DA en aller et retour, soulignant que cette tarification a été soumise à des réductions opérées par la compagnie aérienne Air Algérie sur des vols intérieurs dans le cadre de l'encouragement et de l'animation du trafic aérien vers les régions du Sud du pays.

L'opération de vente des billets a été lancée ce mercredi au niveau de l'aéroport et dans les agences de tourisme et de voyage situées dans la wilaya, a-t-on indiqué.

La reprise du trafic aérien à partir de l'aéroport de Mecheria répond à la demande et contribuera à faciliter et à stimuler la dynamique économique et touristique dans la région, selon les services de la direction des transports.

ALGER

Échouage d'une tortue marine géante à Aïn Benian



Une tortue marine géante a été découverte morte jeudi matin sur la plage «Jeunesse» dans la commune de Aïn Benian (Alger-ouest), a-t-on appris auprès de la directrice de la pêche et de l'aquaculture de la Wilaya d'Alger.

Une tortue marine géante de l'espèce LUTH a été découverte morte jeudi matin au niveau de la plage «Jeunesse» à Aïn Benian et des agents de la Direction de wilaya et du Centre national de recherche et de développement de la pêche et de l'aquaculture (CNRDPA) de Bousmail se sont déplacés sur les lieux et constaté qu'il s'agit d'une tortue femelle de 150 kg/125 cm, a précisé Mme Zerrouki Rabéa.

L'animal ne présente aucune blessure visible, en attendant l'autopsie pour déterminer son âge et les causes de sa échouage, a-t-elle ajouté.

Soulignant que la tortue Luth, connue scientifiquement sous le nom «Dermochelys coriacea», est une espèce marine protégée et classée sur la liste des espèces «menacées d'extinction», Mme.

Zerrouki a déclaré «ce n'est pas la première fois que les services de la Pêche enregistre de tels cas au niveau des plages algéroises tant pour les tortues et les dauphins que pour d'autres espèces marines».

ENVIRONNEMENT

Campagne d'hygiène et de nettoyage samedi prochain à Blida (services de la wilaya)

BLIDA, 12 fév 2020(APS)- Une campagne d'hygiène et de nettoyage est prévue au lancement, samedi prochain, au profit de nombreux quartiers, places publiques et cours d'eau du chef lieu de wilaya de Blida, a-t-on appris, mercredi, auprès de la cellule de communication de la wilaya.

"Cette large campagne de volontariat, qui sera lancée, samedi à l'initiative des services de la wilaya, profitera dans une première étape à neuf sites du chef lieu de Blida, repartis entre des quartiers, des places publiques, des routes, des Oueds, et des structures sportives", a-t-on ajouté de même source.

Les quartiers concernés, également connus pour leur haute densité démographique, sont ceux de Djilali Bounaâma, Mustapha Ben Boulaid, Beb Dzair, Ben Cherchali, et Aboudi, outre les places publique du Premier novembre (ou place "Ettoute"), la place de la liberté, et la place "Ben Boulaid", est-il précisé.

Cette campagne d'hygiène, pour laquelle tous les moyens matériels ont été mobilisés, selon la même source, touchera, également, les quatre cours d'eau traversant la ville de Blida, à savoir les Oueds Sidi Lekbir, Beni Azza, Sidi Moussa et Chiffa.

Un appel a été lancé, à l'occasion, à tous les citoyens, acteurs et associations concernées, en vue de prendre part au succès de cette campagne d'hygiène et d'assurer sa pérennité, pour "permettre à la ville des roses de restituer son nom perdu", est-il souligné de même source.

ANP/ COMMUNICATION

Laghouat: visite guidée pour la presse à l'école des Cadets de la Nation



Une visite guidée en direction des représentants des organes de la presse nationale a été organisée jeudi à l'école des Cadets de la Nation "Chahid Gourine Mohamed", à Laghouat (4ème région militaire).

Cette institution pédagogique militaire a été dotée de tous les moyens et équipements nécessaires pour assurer une formation de base qualitative aux cadets dans le cycle d'enseignement moyen, a expliqué le commandant de l'école, le colonel Mokhtar Bentamra.

L'école accueille actuellement 800 cadets, issus de différentes régions du pays, encadrés par des enseignants jouissant d'une longue expérience dans l'éducation, suivant le même programme d'enseignement que les autres établissements scolaires, a indiqué l'officier supérieur.

Ouvert le 6 septembre 2015, cet établissement renferme des salles de cours, un amphithéâtre, des laboratoires de sciences, une bibliothèque dotée de plus de 2.000 titres, de structures d'hébergement et d'autres sportives, dont une piscine et des terrains de football, hand-ball et basketball, en sus d'installations récréatives et du bloc administratif et de l'infirmerie, a indiqué le chargé de l'information, le lieutenant Ahmed Belkadi.

Approché par l'APS, le cadet Ahmed Mokrane, 3ème année moyenne, s'est félicité des conditions socio-pédagogiques fournies au niveau de son école qui, dit-il, "fournit toutes les conditions d'une bonne formation de cadets imbus de patriotisme et aptes à porter le flambeau".

SOUK AHRAS

Le président de l'APC de Ouled Driss relevé de ses fonctions suite à son implication dans des affaires de corruption

Le président de l'Assemblée populaire communale (APC) de Ouled Driss (Souk Ahras) a été relevé de ses fonctions sur décision du wali, Lounès Bouzegza, en raison de son implication dans des affaires de corruption, a affirmé jeudi la responsable de la communication de la wilaya, Inel Laïb. Dans une déclaration à l'APS, la même source a indiqué que "le chef de l'exécutif local a pris la décision de mettre fin aux fonctions du président de l'APC de Ouled Driss eu égard aux poursuites judiciaires dont il fait l'objet, notamment pour dilapidation de deniers publics et abus de fonction".



La même responsable a souligné que cette décision est dictée par l'article 43 du code communal stipulant que "tout élu faisant l'objet de poursuites judiciaires pour un crime ou un délit en rapport avec les deniers publics, pour atteinte à l'honneur ou ayant fait l'objet de mesures judiciaires ne peut poursuivre valablement son mandat électif et est donc suspendu par arrêté du wali jusqu'à l'intervention du jugement définitif de la juridiction compétente", ajoutant qu' "en cas d'acquiescement, l'élu reprendra automatiquement et immédiatement ses fonctions".

Le plan d'action du gouvernement adopté

Le Plan d'action du gouvernement a été adopté jeudi à la majorité par les membres de l'Assemblée populaire nationale (APN) lors d'une séance plénière présidée par le président de l'Assemblée, Slimane Chenine, en présence du Premier ministre, Abdelaziz Djerad et des membres du gouvernement.

L'adoption du Plan d'action du gouvernement intervient conformément aux dispositions de l'article 94 de la Constitution. Les députés ont procédé au vote du Plan d'action après l'intervention de M. Djerad pour répondre à leurs interrogations, formulées ces trois derniers jours lors du débat autour du document.

L'échéancier de mise en œuvre objet de la prochaine rencontre gouvernement - walis

Le Premier ministre, Abdelaziz Djerad a affirmé jeudi que la réunion Walis-Gouvernement, décidée par le Président de la République pour les prochains jours, définira les priorités, traduira les mesures et fixera «avec précision» les délais d'exécution du Plan d'action du Gouvernement, y compris la mise en œuvre du plan d'urgence pour palier les inégalités en matière de développement local, notamment dans les régions du Sud, les zones montagneuses et rurales et les banlieues.

«Conscient de la spécificité, de la priorité et de la sensibilité du dossier du développement, le Gouvernement est disposé à œuvrer à la prise en charge de ces préoccupations dans le but de garantir un développement équitable au profit de toutes les régions du pays, sans exclusion ou marginalisation», a assuré M. Djerad à l'adresse des députés concernant les préoccupations exprimées lors des débats du Plan d'action. Ce volet, qui a été l'axe fondamental des interventions des députés, «constitue une priorité majeure pour le Gouvernement qui non seulement partage le même diagnostic mais également l'impératif de réunir toutes les conditions d'une vie décente aux citoyens où qu'ils se trouvent et quelque soit leur wilaya».

«La vérité amère est qu'il existe des zones d'ombre et d'exclusion comprises dans la capitale du pays», a-t-il déploré ajoutant que «l'Algérienne peut pas fonctionner à deux vitesses et notre peuple mérite une meilleure prise en charge où qu'il se trouve». Soulignant l'engagement du Gouvernement à poursuivre le programme d'infrastructures et d'équipements prévu dans les différentes régions du pays, «dans le cadre d'une nouvelle approche participative», le Premier ministre a fait état d'un travail en cours pour la révision de la nomenclature nationale des projets de développement, notamment ceux gelés, reportés ou pas entamés encore. Il a évoqué, en outre, la re-définition de l'ordre de priorité de réalisation de ces projets dans chaque wilaya en fonction des besoins réels, capacités disponibles, le dividende socio-économique suivant les spécificités de chaque région».

S'agissant du «nombre excessif» de départements ministériels relevé par certains députés, M. Djerad a rappelé que «le Gouvernement en place est composé de 28 départements ministériels seulement, ce qui est le même nombre de ministères dans les gouvernements précédents», sachant que l'élargissement de l'Exécutif à nombre de ministres délégués et secrétaires d'Etat qui relèvent administra-

tivement et financièrement de leurs tutelles, «n'entraîne pas une charge financière conséquente».

Cet élargissement, a-t-il précisé vise à assurer une prise en charge optimale des préoccupations des citoyens et «l'appui» à nombre de secteurs prometteurs à «ériger» en priorités nationales compte tenu de leur apport dans la dynamisation du développement économique.

En réponse aux préoccupations relatives à la réforme de l'appareil administratif, le Premier ministre a mis en avant la volonté du Gouvernement d'assainir l'administration des pratiques bureaucratiques usées à travers la mise en œuvre d'une panoplie de mesures pratiques détaillées dans le Plan d'action, affirmant que le renforcement de la gestion décentralisée était une préoccupation partagée par l'Exécutif, qui emploiera à l'amélioration de la performance dans tous les domaines, a-t-il dit.

Les Députés mettent en priorité la protection des deniers publics

La majorité des membres de l'Assemblée populaire nationale (APN) ont mis l'accent, mercredi, dans leurs interventions aux séances de débat général autour du projet de Plan d'action du Gouvernement, sur l'impératif de protéger les deniers publics contre toute forme de menace ou de détournement et de trouver les mécanismes idoines à même de concrétiser ce plan.

Les députés du Parti du Front de libération nationale (FLN) ont valorisé, dans ce sens, les acquis réalisés durant ces derniers mois, dont la poursuite en justice des auteurs de délits de corruption et de détournement de deniers publics, estimant que ces acquis demeurent insuffisants, d'où la nécessité de mettre en place de véritables mécanismes de contrôle.

La députée du parti FLN, Saïda Azzoug a proposé d'infliger une peine d'emprisonnement à perpétuité à l'encontre de tout individu dont l'implication dans des affaires de détournement de deniers publics est prouvée et de qualifier ce délit en crime de haute trahison, outre l'élaboration de rapports annuels par la Cour des comptes visant le contrôle des deniers publics.

De leur côté, les députés du Mouvement de la société pour la paix (MSP) ont insisté sur l'impérative révision du système éducatif, devenu un terrain d'expérimentation durant la dernière décennie.

Ils ont évoqué, en outre, le secteur de la santé qui souffre de plusieurs problèmes dont la mauvaise gestion. Les députés du Front El Moustaqbal et du Rassemblement national démocratique (RND), ont fustigé, quant à eux, l'absence de chiffres et l'imprécision des délais de mise en œuvre et des moyens de financement des projets dans le plan d'action du Gouvernement, présenté mardi dernier par le Premier ministre, Abdelaziz Djerad.

Evoquant le secteur de la Justice et l'impérative consécration de l'indépendance de la Justice et des médias, les députés ont insisté sur la nécessité d'ouvrir des chantiers de réformes politiques profondes

en adéquation avec les aspirations du peuple algérien. La séance de jeudi après-midi sera consacrée à la réponse du Premier ministre aux interrogations des députés.

Définir les sources de financement du plan d'action

Des membres de l'Assemblée populaire nationale (APN) ont appelé, mercredi, lors du débat du Plan d'action du Gouvernement, à l'impérative «définition des sources de financement» que le Gouvernement compte affecter à la réalisation des projets annoncés.

Le Plan d'action du Gouvernement ne fait mention d'aucune source de financement et d'aucun mécanisme de mise en œuvre et de suivi des projets, ont estimé des députés lors de la plénière consacrée au débat dudit projet de Plan d'action, présidée par Slimane Chenine, président de l'APN, en présence du Premier ministre, Abdelaziz Djerad, et des membres du Gouvernement.

Pour la députée Ouafia Bouregghda (Tajamouta Amel El Djazair), le Plan d'action du Gouvernement est «dépourvu de chiffres». «Bien qu'il admette l'existence d'un déficit budgétaire, le Gouvernement n'apporte aucune précision sur les moyens de résorber ce déficit ni sur les mécanismes permettant de remédier à la situation économique difficile que connaît le pays», a-t-elle estimé. Un avis partagé par le député Mohamed Abdelhadi (Indépendants) qui, tout en reconnaissant au Gouvernement sa «volonté sincère de changement», a souligné la nécessité d'étayer ledit Plan de chiffres et de fixer les échéances de mise en œuvre des projets qui le renferme.

Le parlementaire a également appelé à l'impérative définition des sources de financement des projets dans le Plan d'action. En effet, a-t-il dit, «le Gouvernement n'a pas précisé avec quelles ressources il compte financer ses projets, qui plus est dans un contexte de déficit budgétaire».

Il s'est, d'ailleurs, interrogé sur l'éventuel recours au financement non conventionnel, au financement extérieur ou au partenariat avec des étrangers selon la règle 49/51 pour la concrétisation des projets économiques programmés.

Abondant dans le même sens, le député Azzedine Toumi du parti du Front de libération nationale (FLN) a appelé le Gouvernement à «préciser les sources de financement des projets prévus», se demandant si l'option du financement non conventionnel était envisagée par le Gouvernement.

De son côté, Tigharsi El Houari du FLN, a indiqué que le projet de Plan d'action «manque de diagnostic de la situation économique actuelle et de coordination intersectorielle».

Pour étayer ses dires, M. Tigharsi a cité l'exemple du projet de réalisation d'un million d'unités de logement. «Un projet d'une telle envergure nécessite un financement important. Le Gouvernement n'a pas avancé l'origine des enveloppes devant être affectées à la réalisation de ce projet».

Pour sa part, le député, Seddik



Bakhouch du Parti national pour la solidarité et le développement (PNSD), a reproché «une absence totale de la finance islamique» dans le projet du Plan d'action, s'interrogeant sur l'avenir des projets de banques islamiques qui constituent une alternative pour le financement de l'économie nationale.

Zina Ikhlef du Rassemblement national démocratique (RND) a évoqué, quant à elle, «la question de la restitution des fonds détournés» qui n'a pas été évoquée selon elle par le Gouvernement, soulignant la nécessité de dévoiler les mécanismes devant être adoptés par l'Exécutif pour récupérer ces fonds. A son tour, Zoulikha Ouazdini de l'Union Nahda-Adala-Bina a exprimé les mêmes préoccupations que ses collègues, appelant le Gouvernement à éviter d'employer certains termes à l'image du «renouvellement», «le parachèvement» et «la continuité» des programmes économiques car, dit-elle, il faut opérer une rupture avec les résidus de l'ancien régime dans la nouvelle Algérie».

La séance de jeudi sera consacrée aux interventions des présidents des groupes parlementaires, aux réponses du Premier ministre aux questions soulevées par les députés et au vote du Plan d'action du gouvernement.

Plaidoyer pour l'encouragement des investissements et l'examen minutieux du système fiscal

Des députés de l'Assemblée populaire nationale (APN) ont mis en avant, mercredi, lors du débat du projet de Plan d'action du gouvernement, la nécessité de créer un climat favorable à l'investissement et d'examiner minutieusement les mesures relative à la fiscalité.

A ce titre, les députés ont plaidé pour une réforme économique qui prennent en considération la révision des lois régissant l'investissement, du régime des salaires et du système fiscal. Intervenant à cette occasion, la députée du Parti des travailleurs (PT), Nadia Laabidi a appelé à la définition des dispositions à même de drainer les investissements, solutionner le problème du marché parallèle de la devise et examiner les mécanismes efficaces à même de rendre disponible la devise dans les banques.

De son côté, la députée Halima Zidane a plaidé pour la réalisation d'études approfondies sur l'impôt sur le revenu global (IRG) et l'examen de la contribution de son annulation à l'amélioration du pouvoir d'achat des citoyens.

Pour sa part, la députée du Rassemblement national démocratique (RND), Imane Arada a indiqué que le Plan d'action du gouvernement devrait donner plus de détails sur les indicateurs et les modalités d'exécution, notamment

en ce qui concerne l'engagement du président de la République, Abdelmadjid Tebboune en faveur de l'annulation de l'IRG pour les revenus inférieurs à 30.000 DA.

De son côté, la députée du Front de libération nationale (FLN), Faïza Bouhama a affirmé la nécessité d'examiner l'opération de suppression de l'impôt sur le revenu, du fait qu'elle peut engendrer des disparités dans les salaires entre les différentes classifications des travailleurs et de son impact sur les équilibres financiers.

Mme Bouhama s'est interrogée de l'utilité de cette opération si elle ne parvient pas à améliorer le pouvoir d'achat et la possibilité de sa concrétisation sur le terrain, soulignant que la solution idoine consiste en la création d'une croissance économique et locale efficace.

Le député El Hadj Laaroussi du parti El Karama a indiqué qu'un plan d'action ambitieux doit tabler sur des chiffres, des indicateurs et des délais permettant d'assurer son suivi.

Quant au député du Mouvement de la société pour la paix (MSP), Laid Zouar, il a souligné l'importance de mettre en valeur la loi pour la récupération du foncier industriel en l'accordant aux véritables ayants-droits, outre le retour aux transactions bancaires islamiques et l'interdiction des intérêts usuraires.

Pour sa part, le député du FLN, Mohamed Messaoudja, a abordé la question de la restructuration économique et de l'adoption d'une politique moderne dans le domaine de l'industrie qui prenne en considération l'industrie mécanique et soit une locomotive qui répond aux besoins de l'investissement. Quant au député du Mouvement de la Société pour la Paix (MSP) Abdennour Khelifi, il a appelé le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, à la nécessité d'examiner le dossier des souscripteurs AADL 2 qui n'ont pas encore obtenu leurs logements et de revoir les conditions d'inscription aux listes des demandeurs du logement social.

Le même député a également appelé, en compagnie d'autres députés, à présenter un bilan sur les logements sociaux vacants et à mettre en œuvre des mesures qui permettent aux citoyens d'en bénéficier. Dans l'ensemble, les députés ont également abordé, dans le volet économique, des questions relatives à la révision du Code du commerce, notamment en ce qui a trait au registre de commerce, à la révision de l'organisation des zones industrielles, l'obligation faite aux investisseurs quant au délai de réalisation pendant la construction de leurs usines, l'encouragement de l'agriculture saharienne et des montagnes, ainsi que la dynamisation du rôle des autorités locales en la matière.

VISITE DE LA 6^E RÉGION MILITAIRE PAR LE GÉNÉRAL-MAJOR PAR INTÉRIM, SAÏD CHANEGRICHA

Nécessité d'assurer une adaptation de la préparation au combat des Forces armées aux nouveaux défis sécuritaires

Le général-major, Saïd Chanegriha, chef d'état-major de l'Armée nationale populaire (ANP) par intérim, a souligné, jeudi à In-Guezzam, la nécessité d'assurer une adaptation optimale de la préparation au combat des Forces armées à l'ensemble des nouveaux défis sécuritaires rencontrés le long de nos frontières, notamment Sud.

À l'occasion de sa visite en 6^e Région Militaire, le Général-Major par Intérim, Saïd Chanegriha, a supervisé, le 13 février 2020, l'exécution d'un exercice tactique avec munitions réelles "Hoggar-2020", au niveau du champ de tirs et de manœuvres à Hassi-Tiririne, relevant du Secteur Opérationnel d'In Guezzam, et ce, dans le cadre de l'exécution du programme de préparation au combat pour l'année 2019/2020, indique un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN).

"Le développement effectif et l'amélioration réelle du niveau atteint aujourd'hui par nos Forces Armées, dans toutes leurs composantes, nécessitent que soit accordée une importance majeure à la préparation rigoureuse et efficiente des exercices de différents niveaux et plans, et que la préparation au combat soit menée vers une nouvelle phase, devant revêtir davantage de professionnalisme, en termes de planification et de précision de l'exécution", a affirmé le Général-Major dans une rencontre avec les personnels des unités ayant exécuté l'exercice tactique "Hoggar-2020".

Après avoir félicité les "grands efforts fournis" par les personnels des unités ayant exécuté cet exercice, "parfaitement réussi", le général-major, Saïd Chanegriha a relevé que l'objectif "étant d'assurer une adaptation optimale à l'ensemble des nouveaux défis sécuritaires rencontrés le long de nos frontières, notamment Sud, et ce, -- a-t-il précisé -- dans le cadre de la stratégie claire et voyante adoptée par le Haut Commandement de

l'Armée Nationale Populaire, sous la conduite du Président de la République, Chef Suprême des Forces Armées, Ministre de la Défense nationale, et à la faveur de ses orientations".

Pour lui, cette stratégie "a donné ses fruits sur le terrain, à travers les résultats positifs sans cesse enregistrés par nos unités déployées sur l'ensemble du territoire national, grâce aux efforts laborieux et persévérants de nos vaillants hommes qui ont fait preuve de capacités et d'aptitudes élevées, en termes de maîtrise des équipements modernes et des technologies de pointe, en dotation, afin de réunir tous les facteurs de sécurité et de stabilité dans notre pays".

L'exercice a été exécuté par les unités organiques du Secteur Opérationnel d'In Guezzam, appuyées par des unités relevant des Forces Aériennes, des avions de transport et de ravitaillement en carburants, des avions de chasse, des hélicoptères d'appui-feu et des drones.

Avant cela, le chef d'état-major de l'ANP par intérim avait suivi un exposé présenté par le Commandant de la Région, portant sur l'idée générale de l'exercice et sur les étapes de son exécution et ce à l'issue de la cérémonie d'accueil au niveau du champ de tirs et de manœuvres à Hassi-Tiririne, et en compagnie du Général-Major Mohamed Adjroud Commandant de la 6^e Région Militaire.

Cet exercice vise la "consolidation des aptitudes au combat et de coopération entre les différents états-majors, en sus de l'entraînement des commandements et des états-majors à la préparation, à la planification et à la conduite des opérations face aux éventuelles menaces.

Le Général-Major, Chef d'Etat-Major de l'ANP, a ensuite suivi de près le déroulement des actions de combat exécutées par les unités engagées.

L'ensemble de ces actions de combat ont été marquées, a-t-on indiqué, dans toutes leurs étapes, par un "haut degré de professionnalisme et un excellent niveau tactique et opérationnel, ce qui dénote les grandes capacités combattives des équipages et des commandants et ce, à tous les niveaux, notamment en termes d'exploitation optimale du terrain et de la parfaite coordination entre les unités participantes". L'exercice reflète également les aptitudes "élevées des cadres en matière de montage et de conduite des différentes actions de combat, et des personnels en termes de maîtrise de l'emploi des différents systèmes d'armes et équipements mis à disposition, ce qui a contribué à la réalisation de résultats très satisfaisants, traduits par la précision des tirs par les différentes armes", a relevé le communiqué du MDN. Selon la même source, cet exercice a été ponctué par une opération de hélicoptère d'un détachement de Troupes Spéciales, qui avait pour mission la destruction des colonnes arrière ennemies, sous la protection d'avions de chasse, en plus d'une opération de parachutage de divers systèmes chargés de munitions, de provisions et d'équipements médicaux destinés au soutien des



forces armées. Dans le même sillage, des avions de chasse ont été ravitaillés en carburant en vol par un avion ravitailleur, sous la protection de deux avions de combat, une opération délicate qui a été couronnée par un "franc succès", qui reflète les capacités et le professionnalisme "élevé" de nos Forces Aériennes.

Le Général-Major a procédé, ensuite, à l'inspection de l'hôpital de campagne qui a été déployé à l'occasion de l'exécution de cet exercice tactique et qui dispose de tous les services médicaux nécessaires dont ceux dédiés aux interventions chirurgicales.

Il a ensuite inspecté les unités du Secteur Opérationnel d'In Guezzam et les formations ayant pris part à cet exercice, ajoute le communiqué.

ATTENTAT DE TIMIAOUINE : Chanegriha décerne la Médaille de bravoure au Chahid Benadda Brahim

Le Général-major Saïd Chanegriha, Chef d'Etat-major de l'Armée nationale populaire (ANP) par intérim a décerné la Médaille de Bravoure au vaillant Chahid Benadda Brahim, «en guise de reconnaissance et de gratitude de la part du Commandement de l'ANP aux sacrifices du Chahid pour sa Patrie, l'Algérie».

Cet hommage a été rendu jeudi par le Général-major au 2^e jour de sa visite à la 6^e Région militaire.

Il a souligné, lors d'une allocution prononcée lors de cette visite, son soutien aux personnels du détachement de Timiaouine, «suite au lâche attentat terroriste ayant ciblé ce détachement, au début de cette semaine, faisant tomber au champ d'honneur le Chahid Djoundi Contractuel Benadda Brahim qui a su, avec bravoure et vigilance, mettre en échec cette tentative désespérée et sauver ses camarades et son unité», réitérant, à cette occasion, ses condoléances à la famille et aux proches du Chahid.

Pour rappel, un détachement de l'ANP avait été la cible d'un kamikaze à bord d'un véhicule tout terrain piégé, le 9 février 2020, dans la zone frontalière de Timiaouine à Bordj Badji Mokhtar. Le militaire chargé du contrôle de l'accès est parvenu à mettre en échec la tentative d'entrée en force du véhicule suspect. Cependant, le kamikaze a fait exploser son véhicule causant le décès du militaire en faction.

La riposte des Forces de l'ANP aux terroristes sera «puissante et intransigeante» (Chanegriha)

La riposte des Forces de l'Armée nationale populaire (ANP) aux terroristes, dans leurs tentatives «lâches et désespérées», sera «puissante et intransigeante», suite au «lâche attentat» terroriste ayant ciblé un détachement de Timiaouine, au début de cette semaine, a affirmé le Général-major Saïd Chanegriha, Chef d'Etat-major de l'ANP par intérim, jeudi au 2^e jour de sa visite à la 6^e Région militaire.

Après la cérémonie d'accueil, et en compagnie du Général-major Mohamed Adjroud, Commandant de la 6^e Région militaire, le Général-major Saïd Chanegriha a tenu une rencontre avec les personnels du détachement de Timiaouine où il a prononcé une allocution dans laquelle il a souligné «l'importance de sa rencontre avec eux et de son total soutien, notamment suite au lâche attentat terroriste ayant ciblé ce détachement, au début de cette semaine, faisant tomber au champ d'honneur le Chahid Djoundi Contractuel Benadda Brahim qui a su, avec bravoure et vigilance, mettre en échec cette tentative désespérée, et sauver ses camarades et son unité». A cette occasion, le Général-major a réitéré ses condoléances à la famille et aux proches du Chahid, indique vendredi un communiqué

du ministère de la Défense nationale. «De là où je me tiens aujourd'hui, depuis l'extrême frontière Sud de notre pays, précisément de Timiaouine, je dis à ces terroristes et à leurs acolytes, ainsi qu'à tous ceux qui les soutiennent, que leur tentative lâche et désespérée a été avortée grâce au courage, à la bravoure et à la vigilance des éléments de nos Forces armées, à l'exemple du vaillant Chahid Benadda Brahim», a-t-il souligné lors d'une rencontre avec les personnels du détachement de Timiaouine.

«Sachez bien qu'au sein de l'ANP, nous vous traquerons pour toujours, et notre riposte sera plus impitoyable, car nous sommes les maîtres de cette terre d'où nous sommes nés, et nous sommes les maîtres du terrain, nous savons saisir le moment et l'endroit pour vous faire payer vos crimes abjects, et notre riposte sera puissante et intransigeante avec la force des armes et avec le pouvoir de la loi, jusqu'à votre totale et définitive éradication de cette noble terre, qui sera assainie de votre souillure et de vos crimes», a-t-il ajouté.

«J'ai tenu, à l'occasion de cette visite que j'effectue en 6^e Région militaire à vous rencontrer et vous soutenir, notamment suite au lâche attentat terroriste ayant ciblé, au dé-

but de cette semaine, le 6^e Bataillon d'infanterie motorisée Autonome, faisant tombé au champ d'honneur le Chahid Djoundi Contractuel Benadda Brahim qui a su, avec bravoure et vigilance, mettre en échec cette tentative criminelle désespérée et sauver ses camarades, son détachement et son unité. J'adresse encore une fois, à la famille et aux proches de ce héros qui a suivi les pas de nos vaillants aïeux Chouhada de notre Glorieuse Révolution de Libération, en mon nom propre, en votre nom et au nom de l'ensemble des personnels de l'Armée Nationale Populaire, nos vives et sincères condoléances, priant Allah Le Tout-Puissant de bénir son âme pure, de l'accueillir dans son vaste Paradis, de le réunir avec les Prophètes et les Messagers dans son Paradis éternel, et de nous armer de foi et de patience en cette dure épreuve», a-t-il précisé. Le Général-major a également transmis «tout le soutien et la compassion de Monsieur le président de la République, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale en cette circonstance particulièrement déterminante». «Oui, nous sommes fiers de cet acte héroïque de nos hommes, et appelons l'ensemble à en prendre exemple, comme nous valorisons

les résultats positifs que les unités de l'Armée nationale populaire n'ont cessé de réaliser dans le domaine de la lutte antiterroriste et contre la criminalité organisée, ayant contribué à maîtriser totalement la situation sécuritaire dans notre pays». Saluant cet acte d'héroïsme, il a appelé «l'ensemble d'en prendre exemple», comme il a valorisé les résultats «positifs» que les unités de l'ANP «n'ont cessé de réaliser dans le domaine de la lutte antiterroriste et contre la criminalité organisée, soulignant que l'Armée nationale populaire «traquera pour toujours ces hordes errantes jusqu'à leur totale éradication de la noble terre d'Algérie». Le Général-major a annoncé, devant les cadres et les éléments, sa décision de décerner la Médaille de Bravoure au vaillant Chahid Benadda Brahim, «en guise de reconnaissance et de gratitude de la part du Commandement de l'Armée nationale populaire aux sacrifices du Chahid pour sa Patrie l'Algérie». Après avoir supervisé l'exécution d'un exercice tactique avec munitions réelles, le Général-major Saïd Chanegriha a poursuivi sa visite à la 6^e Région militaire en se rendant au Secteur opérationnel Bordj Badji Mokhtar où il a inspecté quelques unités relevant de ce Secteur.

ADRAR :

Le secteur de la Solidarité veille à l'accompagnement des victimes des explosions nucléaires dans le Sud

La ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme, Kaoutar Krikou, a affirmé, jeudi à Reggane (150 km au sud d'Adrar) que le secteur veille à l'accompagnement, dans différents domaines, des victimes des explosions nucléaires effectuées par la France coloniale dans le Sud algérien. S'exprimant dans le cadre de la commémoration du 60^e anniversaire des explosions nucléaires françaises à Reggane, la ministre a indiqué qu'un intérêt particulier est accordé par le secteur de la Solidarité aux personnes aux besoins spécifiques, victimes de ces

explosions, à travers le soutien par des allocations financières et la couverture sociale. Un recensement global est entrepris concernant les victimes de ces explosions nucléaires à travers le territoire national, a-t-elle révélé à ce sujet. Concernant l'indemnité de solidarité destinée aux personnes aux besoins spécifiques, dont les victimes des explosions nucléaires, Mme Krikou a fait part d'instructions données aux commissions de wilayas spécialisées pour revoir les enquêtes sur les taux d'infirmité de ces victimes, de sorte à augmenter la pension qui leur est destinée à 10.000 DA, s'ils répondent aux

critères énoncés dans le décret afférent, en plus de leur soutien en différentes aides humanitaires. Pour ce qui est des projets du secteur destinés aux catégories vulnérables, la wilaya d'Adrar a bénéficié d'un quota de 850 projets dans le cadre du dispositif du micro-crédit, auxquels s'ajouteront 50 autres notamment dans le domaine agricole et destinés aux couches nécessiteuses dans la commune de Reggane, en plus de six (6) dans le cadre des activités d'intérêt général, des aides financières et de 50 postes dans le cadre de l'indemnité forfaitaire de solidarité, a-t-elle ajouté. La ministre a révélé, à cet

égard, que son département ministériel œuvrait, en collaboration avec les autorités locales, au soutien des catégories vulnérables et des personnes aux besoins spécifiques, pour leur permettre de contribuer à l'action de développement. Le ministère de tutelle s'attèle à un recensement global de cette catégorie vulnérable, en coordination avec les collectivités locales pour assurer l'arrivée des aides à leurs véritables bénéficiaires, a-t-elle encore confié. Mme Krikou a donné, à cette occasion, et en compagnie du ministre des Moudjahidine et Ayants-droits, Tayeb Zi-

touni, le départ d'une caravane de solidarité ciblant les catégories nécessiteuses à Reggane.

La ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme a visité, par ailleurs, une exposition organisée à la bibliothèque publique sur les activités des micro-entreprises ayant bénéficié de l'appui et de l'accompagnement des différents dispositifs du secteur. Elle clôturera sa visite par l'inspection de l'école pour enfants handicapés visuels au chef lieu de la wilaya, qui sera baptisée du nom du Chahid Benadda Derbal Beoudjemaa.

OPEP-NON OPEP: Réflexion en cours sur une réduction additionnelle de la production de février à juin 2020

Le ministre de l'Énergie et président de la Conférence de l'Opep, M. Mohamed Arkab a fait état jeudi à Alger d'une réflexion profonde en cours sur une réduction additionnelle de la production du pétrole par les pays "Opep+" pour la période allant de février à juin prochain pour garantir l'équilibre du marché et soutenir les prix.

"Une réflexion est en cours concernant une réduction additionnelle, de février à juin 2020, de la production du pétrole par les Etats membres de l'Opep et Non-Opep, signataires de l'accord de coopération", a déclaré M. Arkab à la presse en marge de la Conférence nationale de renouvellement de la Fédération nationale des travailleurs des industries électriques et gazières (FNTIEG). "Le volume des réductions n'est pas encore déterminé. Les consultations se poursuivent toujours avec tous les pays (Opep et Non-Opep) et le volume des réductions additionnelles sera déterminé selon les capacités de chaque Etat", a-t-il expliqué.

"Les discussions sont en cours de façon quasi-quotidienne" avec les ministres de l'Énergie des pays membres de l'Opep et les pays non-Opep, en vue d'atteindre l'objectif visant l'équilibre du marché du pétrole", a-t-il souligné.

Evoquant le rapport élaboré par l'Opep-non Opep sur les répercussions de l'épidémie de Co-

ronavirus sur les prix et la demande, M. Arkab a rappelé les principaux points convenus à l'issue de cette réunion, citant la prolongation de l'accord actuel de réduction de la production jusqu'à fin 2020, consistant en l'accroissement des baisses de production du pétrole d'au moins 500.000 barils par jour, soit une baisse totale de production qui passe de 1,2 millions barils/jour à 1,7 millions barils/jour.

Dans ce contexte, le ministre de l'Énergie a expliqué que la décision de la réduction additionnelle de la production pétrolière des pays de l'Opep, était programmée pour examen lors des réunions, en mars, de l'organisation et de ses partenaires, mais il a été décidé d'une deuxième réduction de la production pour la période allant de février à juin prochain, afin de réaliser l'équilibre du marché.

Il est clair que la demande mondiale et les courbes des prix avaient été impactées par la propagation du Coronavirus, a-t-il

soutenu.

Parmi les répercussions de cette épidémie, M. Arkab a cité une récession dans l'utilisation de l'énergie notamment dans le domaine des transports en Chine qui a vu l'apparition du virus, ajoutant que ce pays ami (la Chine) déploie actuellement des efforts considérables pour juguler l'épidémie, et l'Opep suit de très près les développements de la situation.

"Les pays de l'Opep et non-Opep ont examiné tous les scénarios possibles sur le marché de la demande et des prix, et il est évident qu'un prix équilibré du baril du pétrole sert davantage le producteur et le consommateur afin que les pays producteurs poursuivent leurs investissements nécessitant d'importants capi-



taux". "Ces investissements sont importants pour être dans la capacité de suivre la cadence de la demande sur le pétrole (...), car sans ces investissements, un déséquilibre peut surgir. Ainsi, il est nécessaire d'œuvrer à trouver un équilibre sur le marché et chercher un prix adéquat pour les producteurs et les consommateurs", a estimé M. Arkab.

"La baisse enregistrée dans les prix du pétrole actuellement est logique, au regard du recul de la demande et de l'abondance de l'offre", a-t-il poursuivi.

HYDROCARBURES : BP intéressée par la reprise de l'investissement en Algérie

Le ministre de l'Énergie, Mohamed Arkab, a indiqué, mercredi à Alger, que la Compagnie pétrolière britannique British Petroleum (BP) avait fait part, dans un courrier officiel au ministère de l'Énergie de "son intérêt pour la reprise de l'investissement dans le secteur des hydrocarbures en Algérie".

"Il y a quelques jours, BP a fait état au ministère de l'Énergie, à travers un courrier of-

ficiel, de son intérêt pour la reprise de l'investissement dans les hydrocarbures en Algérie", a déclaré M. Arkab à l'APS en marge de la plénière de l'Assemblée populaire nationale (APN) consacrée au débat du Plan d'action du Gouvernement. "La Compagnie britannique est intéressée par la reprise de l'investissement dans le cadre de la nouvelle Loi sur les hydrocarbures et s'est dite disposée à étendre

ses investissements en Algérie", a-t-il précisé.

Le ministre de l'Énergie a fait savoir, d'autre part, que "BP n'a fait aucune demande de cession de ses parts dans le champs de Tiguentourine à In Amenas" (wilaya d'Ilizi, Sud-Est du pays). Des médias avaient relayé, la semaine passée, une information faisant état de l'intention de la compagnie pétrolière de céder ses parts dans le champs de Tiguentourine.

INDUSTRIE DE L'IMPRESSION : Les éditeurs veulent des partenaires étrangers plus impliqués

La marché algérien de l'édition doit s'appuyer sur des partenariats efficaces et porteurs de développement technologiques avec des leaders internationaux de l'impression, pour faire face aux mutations industrielles dans ce domaine, a estimé jeudi à Alger, le vice-président de l'Organisation nationale des éditeurs (Onel), Abdelhalim Salhi.

"Le marché local algérien est très prometteur pour l'industrie des arts graphiques compte tenu de ses potentialités. Pour s'y positionner avantageusement, il s'agit d'adopter une approche de partenaire impliqué, plutôt que celle de fournisseur occasionnel", a déclaré M. Salhi lors du Sommet de l'industrie de l'impression 2020. Pour lui, la relation des acteurs locaux avec leurs fournisseurs étrangers représente l'un des maillons faibles dans le secteur de l'impression en Algérie.

"Les fournisseurs d'équipement doivent s'impliquer d'une manière franche dans la formation des personnels chargés de l'exploitation, notamment les matériels de hautes technologies.

Ils doivent assurer leur présence en Algérie pour représenter leurs grandes marques", a-t-il avancé. Dans ce sens, M. Salhi a souligné que l'émergence de nou-

velles technologies d'impression nécessitent le renouvellement des équipements du parc national, au vu notamment de la flexibilité qu'elle offre en matière de nombre de tirage, d'augmentation de productivité, de connectivité et d'intégration de clients. "Ces mutations annoncent une sélection naturelle+ menaçant d'extinction ceux qui ne s'adaptent pas", a-t-il noté. Evoquant les potentialités du marché de l'impression local, le vice-président de l'Onel a expliqué que les restrictions sur l'importation des produits finis, l'encouragement de la production nationale, la mutation générale vers les tirages réduits et ultra réduits pour le livre non scolaire, constituaient des facteurs qui permettent d'améliorer l'attractivité de l'Algérie pour les partenaires étrangers potentiels. S'ajoute à cela, l'ouverture du marché du livre scolaire sur le secteur privé, un marché à fort potentiel avec 9,2 millions d'élèves, 1,8 millions d'étudiants universitaires et plus de 800.000 stagiaires en formation professionnelle, ajoute M. Salhi.

L'Algérie 1er consommateur d'équipements d'impression en Afrique

Selon les données présentées lors du sommet, l'Algérie est le

troisième pays consommateur d'équipements d'impression en Afrique avec des importations qui avoisinent les 116,13 millions de dollars en 2019, contre 122,64 millions de dollars en 2018.

La Chine est le plus gros fournisseur d'équipements d'imprimerie sur le marché national avec 35 millions de dollars suivi du Vietnam, de l'Allemagne et de l'Italie.

Concernant les matières premières et consommables, l'Algérie a importé en 2017 près de 725 millions de dollars de papier et carton, 73,85 millions de dollars d'encres d'imprimerie et 57,51 millions de dollars de produits d'édition de presse.

Sur le marché local activer 3.701 entreprises d'imprimerie industrielle, 515 entreprises de sérigraphie, 2.163 entreprises d'importation d'équipements, fournitures d'imprimerie et de sérigraphie, 2.045 entreprises d'importation de papiers et dérivés du papier et 547 entreprises de commerce de gros d'équipements, fournitures d'imprimerie et de sérigraphie, d'après les chiffres du CNRC arrêtés fin septembre 2019.

Ces activités sont concentrées principalement à Alger qui représente 37% du nombre global

des imprimeurs, 23% de sérigraphes, 47% d'importateurs d'équipements, 22% de grossistes d'équipements, et 45% d'importateur de papier.

Organisé par la Société allemande des industries du papier et de l'impression "Print Promotion" en collaboration avec Messe Dusseldorf et l'AHK Algérie, le sommet de l'industrie de l'impression a été marqué par la présence de plusieurs chefs d'entreprises allemandes spécialisés dans le domaine de l'impression, afin de présenter leurs nouvelles solutions.

"Des nouvelles machines ont été conçues pour répondre aux demandes des clients, avec un processus pratique de commandes en ligne, une qualité supérieure, de faible coût et un délai de production réduit", souligne le directeur de la VDMA Print promotion, Markus Heering.

Selon lui, l'impression d'emballages est le segment qui connaît la croissance la plus rapide. Le chiffre d'affaires mondial dans ce segment est passé de 231 milliards de dollars en 2011 à 244 milliards en 2016 et devrait atteindre 286 mds usd en 2020, selon les organisateurs.

ENERGIES RENOUVELABLES: Signature en avril d'un mémoire d'entente entre Sonelgaz et Desertec

Le ministre de l'Énergie, Mohamed Arkab, a annoncé, jeudi à Alger, la signature, avril prochain, d'un mémorandum d'entente entre le Groupe Sonelgaz et l'initiative Dii Desert Energy (Desertec).

Répondant à une question de l'APS sur la coopération avec l'initiative Desertec dans le domaine des énergies renouvelables, en marge de la Conférence nationale de la Fédération nationale des travailleurs des industries électriques et gazières (FNTIEG), M. Arkab a annoncé "la signature, avril prochain, d'un mémorandum d'entente entre le Groupe public Sonelgaz et le groupe Dii Desert Energy (Desertec), englobant les domaines technique et de formation".

La coopération entre le groupe Sonelgaz et Desertec intervient au moment où le Gouvernement affirme, dans son plan d'action, pour la mise en œuvre du programme du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, que la priorité sera accordée aux énergies renouvelables à travers l'élaboration d'un programme pour la production de 15.000 mégawatts d'électricité à l'horizon 2030.

Le P-dg du groupe Sonelgaz, Chaher Boulakhras avait réaffirmé la volonté d'intégrer de nouveau, l'initiative du consortium international Dii Desert Energie portant sur le développement des énergies renouvelables.

Le Groupe Sonelgaz a été chargé de réaliser les programmes de développement des énergies renouvelables au vu de l'importance du gisement solaire de l'Algérie et de sa grande superficie, a-t-il précisé.

"Notre coopération avec Dii Desert Energie est très importante parce que nous avons arrêté des objectifs ambitieux et prometteurs en matière d'énergies renouvelables", a-t-il avancé.

Pour rappel, une délégation du secteur de l'énergie, composée des responsables de la CREG, Sonelgaz, et du Commissariat aux énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique avait participé récemment au 10ème forum arabo-allemand de l'énergie à Berlin (Allemagne).

Le ministère de l'Énergie avait indiqué que l'Algérie était intéressée par la coopération avec le consortium allemand Dii Desert Energy (Desertec) afin de renforcer les capacités de production d'énergie d'origine renouvelables et mieux les intégrer dans le système électrique algérien.

En 2009, un groupe de grandes entreprises allemandes, unies dans Dii Desert Energy (alors connue sous le nom de "Desertec Industry Initiative", a lancé l'idée sur la mise en œuvre de projets solaires et éoliens dans les déserts d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient (MENA).

BREXIT

Les eurodéputés décident la fermeté dans les négociations avec Londres

Les élus européens ont décidé mercredi d'être plus exigeants et ferme dans les négociations avec le Royaume-Uni, approuvant ainsi les grandes lignes du mandat publié récemment par la Commission européenne.

La résolution non-contraignante sur les relations futures entre Londres et le bloc européen a été approuvée par 579 voix pour et 24 contre.

Comme Bruxelles, les élus européens réclament "des conditions de concurrence équitables" entre l'UE et le Royaume-Uni "dans les domaines environnemental et social ainsi qu'en matière d'emploi, de fiscalité et d'aides d'Etat".

Mais "les normes de l'UE" dans ces domaines doivent être préservées "afin d'éviter tout nivellement par le bas, en vue d'une harmonisation dynamique", c'est-à-dire qui évolue dans le temps, écrivent-ils, allant plus loin que le mandat initial de la Commission.

Londres veut une coopération amicale

Dans ce contexte, le porte-parole du Premier ministre britannique Boris Johnson, a souligné que "le peuple britannique a voté pour l'indépendance et le contrôle de nos règles et de nos lois, nous n'accepterons donc en aucune façon l'alignement sur les règles de l'UE".

"Nous voulons une relation avec l'UE qui soit fondée sur une coopération amicale entre égaux souverains et centrée sur le libre-échange.

Nous ne demandons pas un accord spécial sur mesure ou unique, mais un accord comme celui que l'UE a déjà conclu avec d'autres pays amis comme le Canada", a-t-il rappelé.

La résolution du Parlement n'a pas de valeur contraignante, mais les eurodéputés rappellent qu'ils auront le dernier mot sur l'accord qui doit être négocié cette année entre Bruxelles et Londres en raison du Brexit.

Le mandat de négociation de la Commission doit être approuvé le 25 février par les Etats membres.

Les pourparlers devraient commencer début mars.

Mardi le négociateur en chef de l'UE sur le Brexit, Michel Barnier, a mis en garde Londres contre toute "illusion" sur la place des services financiers dans la future relation entre le Royaume-Uni et le continent, que les deux parties vont négocier cette année.

"Je voudrais (...) dire clairement à certains responsables britanniques qu'il ne doit pas y avoir d'illusion sur cette question: il n'y aura pas d'équivalence générale, globale ou permanente sur les services financiers", a affirmé M. Barnier à Strasbourg devant les eurodéputés. M. Barnier adresse ainsi une réponse directe au ministre britannique des Finances, Sajid Javid, qui a affirmé mardi matin son intention de bâtir une "relation durable" avec l'UE en matière de services financiers, secteur crucial pour Londres.

Le Royaume-Uni, qui a quitté l'UE le 31 janvier, est entré dans une période de transition jusqu'au 31 décembre, pendant laquelle il continuera d'appliquer les normes européennes.

MARCHÉS - CHANGES

L'euro au plus bas face au dollar en près de trois ans

L'euro est tombé à son plus bas niveau face au dollar en près de trois ans mercredi, plombé par des inquiétudes grandissantes sur la santé de l'économie européenne avec une attention particulière portée à l'Allemagne.

Vers 20H00 GMT (21H00 à Alger), la monnaie unique européenne était en baisse de 0,45% face au billet vert, à 1,0867 dollar, un niveau plus vu depuis mai 2017.

Selon des données publiées mercredi par Eurostat, la production industrielle a reculé de 2,1% en décembre 2019 au sein des pays de l'UE.

La semaine dernière, la France (-2,8%), l'Allemagne (-3,5%) et d'autres

OPEP/ ÉNERGIE

L'Opep prévoit un fort impact du coronavirus sur la demande mondiale de pétrole

L'Opep a revu à la baisse de 19% mercredi sa prévision de croissance de la demande mondiale de pétrole brut pour cette année à cause de l'épidémie du nouveau coronavirus et de son impact sur la Chine.

"L'impact de l'épidémie de coronavirus sur l'économie chinoise a ajouté des incertitudes concernant la croissance économique globale en 2020 et par extension sur la croissance mondiale de la demande de pétrole en 2020", indique l'Organisation des pays producteurs de pétrole (Opep) dans son rapport mensuel.

Elle prévoit désormais une croissance de la demande de 990.000 de barils par jour cette année, prévision fortement revue à la baisse de 230.000 b/j par rapport aux précédentes estimations du mois dernier.

En Chine, "les carburants pour le transport, notamment l'aviation, devraient être touchés au premier semestre 2020", note l'Opep.

L'impact a été exacerbé par la coïncidence de l'épidémie avec la période du Nouvel An chinois, durant lequel les Chinois se déplacent habituellement pour retrouver leur famille ou voyager à l'étranger.

Les carburants avaient justement représenté une composante majeure de la croissance de la demande chinoise ces dernières années, remarque l'Opep.

L'Opep et ses partenaires, dont la Russie, sont actuellement engagés dans une réduction volontaire de leur production afin de soutenir les cours. Mais ils pourraient décider de



nouvelles réductions additionnelles face au coronavirus. En janvier, les pays de l'Opep ont réduit leur production de 509.000 barils par jour.

Léger recul du panier de l'Opep à 54,16 dollars

Par ailleurs, le prix du panier de l'Opep s'est établi mardi à 54,16 dollars le baril, contre 54,17 dollars la veille, enregistrant une baisse négligeable de 0,1 cent, selon les données de l'Organisation publiées mercredi sur

son site web. Introduit en 2005, le panier de référence de pétrole brut de l'Opep comprend actuellement le Sahara Blend (Algérie), Girassol (Angola), Djen (Congo), Oriente (Equateur), Zafiro (Guinée Equatoriale), Rabi Light (Gabon), Iran Heavy (Iran), Basra Light (Irak), Kuwait Export (Koweït), Es-Sider (Libye), Bonny Light (Nigéria), Arab Light (Arabie saoudite), Murban (Emirats arabes unis) et Mery (Venezuela).

FMI

La patronne du FMI toujours prudente sur l'impact économique du coronavirus

L'impact de l'épidémie du nouveau coronavirus sur l'économie mondiale est difficile à prévoir en raison de la place de la Chine, deuxième puissance économique, a souligné mercredi la directrice générale du Fonds monétaire international. "Il est trop tôt pour dire" quel sera l'impact sur la croissance mondiale, a déclaré Kristalina Georgieva sur la chaîne CNBC. Elle a souligné que le scénario le plus probable était une forte baisse des activités économiques en Chine, suivie d'une reprise rapide et d'un impact mondial, in fine, relativement contenu. "C'est ce qu'il s'est passé durant la précédente épidémie" du Sras (syn-

drome respiratoire aigu sévère) en 2002/2003.

Dans un tel scénario, l'impact sur l'économie mondiale peut également être contenu.

Pour autant, la patronne du FMI a tempéré ses propos soulignant que le nouveau virus et le contexte dans lequel il sévit étaient différents. "La Chine était différente", en d'autres termes elle avait un poids moins important dans l'économie mondiale. "Le monde était différent", a-t-elle poursuivi, ajoutant que le nouveau virus "affecte clairement plus durement" l'activité à un moment où "l'économie mondiale est quelque peu moins forte". S'agissant de la seule écono-

mie américaine, elle a noté qu'elle était "très solide". "Mais encore une fois, nous devons attendre de voir" l'ampleur de la reprise suivant l'épidémie du nouveau coronavirus, a-t-elle insisté. Sur une note positive, elle a souligné les capacités de la Chine à mobiliser des liquidités, à stimuler son économie, ce qui pourrait atténuer les effets du virus.

De son côté, interrogé devant le Sénat, le secrétaire américain au Trésor, Steven Mnuchin, a estimé que les répercussions économiques du coronavirus ne se feront pas ressentir au-delà de cette année aux Etats-Unis.

"Il n'y a aucun doute que cela a un impact significatif

en Chine", a-t-il ajouté.

"Dans quelle mesure le virus se propage (...) nous avons besoin de trois à quatre semaines de données supplémentaires pour pouvoir extrapoler (les répercussions) de manière plus précise".

L'Organisation mondiale de la santé a estimé mercredi qu'il était "beaucoup trop tôt" pour prédire une fin de l'épidémie, douchant l'optimisme du président chinois Xi Jinping qui s'était félicité plus tôt de "l'évolution positive" de la crise.

Le dirigeant chinois avait noté que le nombre de nouveaux cas avait diminué depuis trois jours, malgré un bilan qui dépasse désormais les 1.100 morts.

Etats membres de la zone euro avaient déjà fait part d'un net recul de leur production industrielle en décembre sur un mois.

Pour Joe Manimbo de Western Union, ces chiffres ne sont pas de nature "à inspirer la confiance avant le rapport de vendredi sur la croissance (de la zone euro, ndr) au quatrième trimestre." Selon le consensus des analystes, la croissance de la zone euro devrait s'établir à 0,1%.

En Allemagne, où les chiffres du PIB au dernier trimestre 2019 seront aussi publiés vendredi, les prédictions sont encore moins optimistes.

"On s'attend à une stagnation, voire à une contraction avec une économie

allemande vacillante", commente Mazen Issa de TD Securities.

Au deuxième trimestre 2019, le PIB allemand avait reculé de 0,1% avant de légèrement rebondir au trimestre suivant.

L'euro a perdu environ 3% face à la devise américaine depuis le début de l'année, alors que les acteurs du marché semblent de plus en plus craindre une récession sur le continent européen.

Au niveau politique, l'incertitude en Allemagne retient également l'attention des acteurs du marché.

Annegret Kramp-Karrenbauer, la dauphine désignée d'Angela Merkel, a renoncé à succéder à la chancelière et

annoncé lundi abandonner la présidence du parti conservateur.

Face à la faiblesse de l'euro, la Banque centrale européenne (BCE) pourrait être poussée à agir afin de stimuler la croissance.

Pour autant, la plupart des investisseurs ne s'attendent pas, du moins à court terme, à une baisse des taux d'intérêt dans la zone euro, ces derniers étant déjà négatifs (-0,50%).

Selon des données compilées par l'agence Bloomberg, 92% des acteurs du marché estiment que la BCE va maintenir ses taux inchangés lors de sa prochaine réunion de politique monétaire en mars.

KHENCHELA

160 foyers raccordés au réseau électrique à Ain Touila

Pas moins de 160 foyers de la cité El Ahlam de la commune de Ain Touila (33 km à l'Est de Khenchela) ont été raccordés jeudi au réseau électrique.

L'opération exécutée dans un délai de trois mois concerne la pose de 2,6 km de câbles et l'installation de 3 transformateurs pour un montant de plus de 16 millions DA, a indiqué le directeur de l'énergie, Abdelhamid Maâfa, lors de la mise en service de ce réseau en présence du wali, Ali Bouzidi.

Le projet d'aménagement des routes et des trottoirs de la coopérative El Ahlam pour un montant de 65 millions DA a été également inspecté par le wali. Dans la commune de M'toussa, le wali a également suivi un exposé sur les projets de construction d'un lycée et une polyclinique mobilisant respectivement 319 millions DA et 130 millions DA.

Réalisée pour plus de 10 millions DA, une cantine servant 200 plats par jour a été également inaugurée à M'toussa par le wali à l'école primaire Merabet Chadli.

SOUK AHRAS

Distribution de plus de 3 800 logements publics locatifs avant fin mars prochain

Au total 3 827 logements de type publics locatifs seront distribués à leurs bénéficiaires «avant fin mars prochain», à travers plusieurs communes de la wilaya de Souk Ahras, a-t-on appris jeudi du wali, Lounes Bouzegza.

S'exprimant en marge d'une réunion du conseil de l'exécutif local, consacré au dossier du logement, ce responsable a indiqué à l'APS que cet «important» quota sera réparti sur le chef-lieu de wilaya (1 978 unités) et sur les communes de M'daourouch (790), Sédra (500) Bir Bouhouche (100), Taoura (95), Henanacha (90), Oum Laâdaïm (56), Ouled Idriss (46), Ain Soltane (22) et 50 unités pour chacune des communes de Ouilane, Ain Zana, Safel et El Ouiden.

Lors de cette réunion à laquelle ont pris part les représentants des administrations concernées, M. Bouzegza a insisté sur la réalisation, parallèlement à ces logements, d'infrastructures publiques (écoles, salles de soins, siège de sûreté) et d'aires de jeux et de loisirs pour enfants.

Le wali a également souligné que l'Etat a mobilisé un budget considérable pour permettre aux citoyens de s'établir dans leurs régions d'origine à travers la mise en place de la formule de l'habitat rural, indiquant à cet effet, que plus de 3 000 logements ruraux attendent d'être réalisés dans la wilaya de Souk Ahras. Il a également été signalé au cours de cette réunion que la wilaya de Souk Ahras a bénéficié de 5 320 logements de type location-vente (AADL) parmi lesquels 1 200 sont en cours de réalisation à la cité Berral Salah et 1 500 autres au niveau du plan d'occupation du sol n°9 (POS n°9) de Souk Ahras, en plus de 500 autres à M'daourouch.

TINDOUF

Attribution de plus de 1.400 logements sociaux avant le mois de Ramadhan

Au moins 1.402 logements sociaux locatifs vont être attribués à leurs bénéficiaires avant le mois de Ramadhan prochain dans la wilaya de Tindouf, a-t-on appris jeudi des services de la wilaya. Dans un point de presse en marge de l'inspection de certains chantiers en cours, le wali de Tindouf, Youcef Mahiout, a indiqué que l'opération de tirage au sort pour la remise des clés aux bénéficiaires, dont les listes nominatives ont été rendues publiques en décembre dernier, sera organisée à la fin du mois de février en cours. Le wali a expliqué le retard accusé dans la distribution de ces logements par la lenteur des travaux de réalisation des voies et réseaux divers (VRD), les aménagements extérieurs et les espaces verts, pour la réunion des conditions d'une vie décente. Selon le même responsable, les travaux d'aménagement de ces logements, confiés à divers secteurs concernés, tirent à leur fin pour être livrés dans les prochains jours. Le wali de Tindouf a instruit les responsables lo-



caux afin d'hâter le rythme des travaux pour la livraison de ces logements dans les meilleurs délais. Des suggestions seront soulevées aux autorités centrales pour l'adaptation, à la demande de la population locale, du mode architectural et urbanistique des projets d'habitat aux spécificités de la région aux conditions climatiques et naturelles spécifiques, a assuré M. Mahiout.

ENERGIE/GAZ

Batna : mise en service du réseau de gaz naturel au profit de 800 foyers dans la commune de Ouled Si Slimane

Au moins 800 foyers du village Kouchbi dans la commune de Oued Si Slimane (environ 90 km de Batna) viennent de bénéficier du gaz naturel dont la mise en service du réseau a été effectuée jeudi.

Cette opération a nécessité un investissement de 210 millions DA alloués dans le cadre de la Caisse de solidarité et de garantie des collectivités locales, dont 132,67 millions pour la réalisation du réseau de transport du gaz naturel, selon les explications fournies sur place au wali, Toufik Mezhoud, rappelant que l'alimentation en gaz naturel constituait la revendication principale des habitants de cette région réputée pour ses hivers rudes.

En réponse aux préoccupations exprimées par les habitants de cette région relatives notamment au renforcement de l'alimentation en eau potable et l'irrigation, le chef de l'exécutif local a assuré que «toutes les préoccupations seront prise en charge et étudiées au cas par cas selon les priorités», mettant l'accent sur «l'importance du dialogue dans la résolu-



tion des problèmes et la relance du développement local». Le taux de raccordement au réseau de gaz naturel dans la wilaya de Batna est estimé

actuellement à 85%, selon les services de la direction locale de l'énergie, qui ont fait part de la concrétisation d'autres projets, courant 2020.

MASCARA

Lancement prochain des travaux de réalisation de 28 opérations classées «urgentes»

Les travaux de réalisation de 28 opérations classées «urgentes» dans le secteur des ressources en eau seront lancés prochainement dans la wilaya de Mascara, a annoncé jeudi le wali Abdelkhalek Sayouda lors du conseil de l'exécutif consacré au dossier de l'environnement.

M. Sayouda a fait part devant les présidents d'APC du lancement de 28 opérations jugées prioritaires et urgentes

touchant l'approvisionnement en eau potable et l'assainissement.

Ces actions sont financées par la Caisse de garantie et de solidarité des collectivités locales. Le wali de Mascara a également fait état du lancement d'une étude inhérente au transfert d'une partie des missions de l'entreprise de collecte des déchets ménagers aux communes et de la révision de la mission de l'entre-

prise publique de collecte des déchets, compte tenu des nombreux points noirs dont souffrent certaines communes de la wilaya.

En effet nombre de communes de la wilaya de Mascara souffrent du problème de collecte des ordures ménagères, ce qui nécessite, chaque fin de semaine, «des opérations de rattrapage comme solution urgente pour éliminer les points noirs», a-t-on expliqué.

Par ailleurs, le chef de l'exécutif de la wilaya a insisté sur le lancement des travaux de réfection de quelques écoles primaires à travers des opérations financées par la Caisse de garantie et de solidarité des collectivités locales en prévision de la prochaine rentrée scolaire, ainsi que l'ouverture de toutes les cantines fermées et la fourniture du transport scolaire et du chauffage.

TÉBESSA

Mise en exploitation du barrage de Ouldjet Mellegue avant la fin du premier semestre

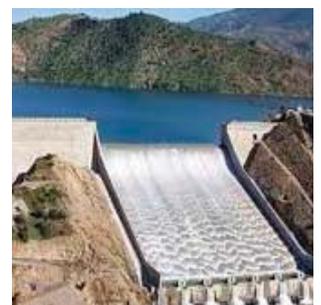
La mise en exploitation du barrage de Ouldjet Mellegue (wilaya de Tébessa) permettant d'approvisionner les habitants des communes du nord de la wilaya est prévue avant la fin du premier semestre 2020, a indiqué jeudi le directeur des ressources en eau, Zaki Bencheikh El Hocine. «Les habitants des communes

de Ouenza, Aouinet, Boukhadra, Bir El Dhab, Morsott et El-Meridj seront approvisionnés avant la fin du mois de juin prochain en eau potable à partir de ce barrage qui renferme actuellement 140 millions de m³ d'eau», a précisé le même responsable lors d'une conférence de presse tenue à la maison de la presse Malek Benabi.

«Les travaux de réalisation d'un réseau de distribution d'eau sur une longueur de 18 km à partir du barrage sont presque achevés», a ajouté le même responsable, soulignant que l'installation de la station monobloc de traitement des eaux a atteint 80% d'avancement. La mise en service de ce nouvel ouvrage hydraulique, dont la capacité de stockage est estimée à environ de 160 millions m³, permettra de fournir de l'eau potable aux habitants des communes du nord à court terme, avant d'étendre les travaux pour atteindre les communes de Chréa et Bir Mokadem à moyen terme.

De plus, la station d'épuration des eaux usées implantée dans la zone de Ain Zerrouk sera mise en service au cours de l'année 2020, a fait savoir le directeur des ressources en eau, qui a confirmé l'achèvement de tous les travaux de réalisation et d'aménagement, dans l'attente du raccordement aux réseaux d'assainissement des communes de Tébessa, Hammamet, Bekkaria et Boulhaf Dir, avant l'extension du projet pour inclure d'autres communes.

Cette station, première du genre dans



la wilaya de Tébessa, permettra de traiter 48.000 m³ d'eaux usées par jour, a souligné le même responsable, relevant que l'eau obtenue après le filtrage sera consacrée à l'irrigation en raison du caractère agropastoral de cette wilaya. Concernant la commune de Chréa qui souffre d'un grand déficit en matière d'approvisionnement en eau potable, le même responsable a précisé que plusieurs projets sont en cours de réalisation dans le but d'améliorer l'alimentation en eau de ses habitants.

Un projet urgent a été mis en place pour cette commune, dont la réalisation de 2 stations de pompage d'une capacité de 60 litres par seconde, 2 puits profonds, ainsi que la relance de l'étude technique du projet de réalisation du barrage de Ain Babouche, a conclu M. Bencheikh.

SÛRETÉ NATIONALE

Sortie des 27^e et 11^e promotions de lieutenants hommes et femmes

Deux promotions de lieutenants, la 27^e hommes et la 11^e femmes, sont sorties jeudi de l'École supérieure de police «Ali Tounsi» à Alger, après une formation théorique et appliquée de 24 mois.

La cérémonie de sortie des deux promotions constituées de 488 élèves (419 hommes et 69 femmes) a été présidée par le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Kamel Beldjoud, en compagnie du Directeur général de la Sûreté nationale, Ounissi Khelifa, en présence de cadres supérieurs de différents secteurs concernés, de personnalités nationales et de représentants de l'institution militaire.

Après le passage en revue des deux promotions par le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire en compagnie du DGSN, le directeur de l'École supérieure de police, le contrôleur de police Ali Ferrag a mis en avant, dans une allocution, le niveau de formation «intensif et de base» qu'ont reçus les diplômés, sur une durée de 24 mois, sous la supervision d'experts et de cadres dans les différents domaines de connaissances juridiques, professionnelles et techniques.

La formation était constituée en outre de sessions de stage pratique, de visites d'information et autres sur le terrain au sein des différents services techniques et opérationnels de la SN, en sus des programmes en préparation physique et techniques d'arts martiaux aux fins de leur disponibilité constante lors de l'exercice de leur devoir professionnel sur le terrain.

Le directeur de l'École a saisi cette occasion pour exprimer «sa sincère reconnaissance» au ministère de la Défense nationale qui a pris en charge la



formation de 130 élèves des deux promotions sortantes, une formation militaire spécialisée de haut niveau à l'Académie militaire de ChercHELL «Hourari Boumediene» (Tipasa) qui, a-t-il dit, «renforcera les capacités et compétences des éléments de la Sûreté nationale». En conclusion, M. Ferrag a exhorté les officiers promus à la fidélité à la patrie et à la concrétisation sur le terrain des connaissances acquises en faisant prévaloir la conscience dans leurs missions au service de la protection du citoyen et de ses biens, et ce dans le cadre des lois de la République, des principes des droits de l'homme et de l'Etat de droit. L'École supérieure de police a formé, depuis

1969, 20.914 officiers de police, dont 429 issus des pays frères et amis.

Après la prestation de serment par les deux promotions, baptisées du nom du Chahid du devoir national le Commissaire de police Hassan Chikhaoui, il a été procédé à la remise des grades ainsi que des attestations aux majors de promotions et l'échange du drapeau entre promotions sortante et suivante. Des exhibitions de self défense et de combat ont été exécutées lors de cette cérémonie, reflétant ainsi la capacité des élèves promus à accomplir, en tout professionnalisme, leurs missions dans toutes les circonstances afin d'assurer la sûreté publique et la sécurité des citoyens et de leurs biens.

CRIME ORGANISÉ

Plus de 300 personnes impliquées en 2019

Plus de 300 personnes ont été arrêtées en 2019 à Blida pour leur implication dans des affaires de criminalité organisée, a-t-on appris auprès du commandant du groupement territorial de la gendarmerie nationale de la wilaya.

Les services de la police judiciaire de la wilaya ont traité 231 affaires relatives au crime organisé, ayant impliqué 339 personnes, dont 141 ont été placées en détention préventive, a indiqué le capitaine Rezzoug Chenkhlooui.

Sur ce total d'affaires traitées, 187 sont liées au trafic de drogues et de psychotropes, contre 19 affaires relatives à l'émigration clandestine, 11 affaires de falsification de documents de véhicules, et six affaires de falsification de monnaie, a-t-il détaillé.

Le responsable a, par la même, signalé la restitution par les services de la gendarmerie nationale, de dix véhicules touristiques, six camions, et 11 motos sur un total de 65 véhicules (entre camions, véhicules légers et utilitaires) et 71 motos déclarés volés en 2019, a-t-il fait savoir.

La même période a enregistré le traitement de 133 affaires relatives à des vols de véhicules, ayant abouti à l'arrestation de 16 individus, dont 10 ont été placés en détention, préventive, a ajouté le capitaine Rezzoug Chenkhlooui.

Par ailleurs, 235 personnes ont été placées en détention préventive pour leur implication dans des affaires de droit commun, ayant donné lieu au traitement de 2.288 affaires, dont un taux de 56% liés à des crimes contre des biens, 33% contre des personnes, 4% contre la famille et les bonnes mœurs, et 3 % contre l'ordre public.

ORAN

Démolition de 15 constructions illicites à Oran

Quinze constructions nouvellement édifiées de manière illicite au détriment des trottoirs ont été démolies à travers la commune d'Oran, a-t-on appris jeudi des services de la wilaya.

Les services communaux d'Oran, ont entamé, mercredi en compagnie de la police de l'urbanisme, l'opération de démolition de cinq villas d'un et 2 niveaux et d'une surface de 250 mètres carrés à Hai Fallaoucene (ex El Barki) dans le cadre de la résorption de l'habitat précaire et indécemment, a-t-on indiqué, soulignant que les propriétaires de ces habitations ne possèdent pas de permis et de documents administratifs.

L'opération a également touché la démolition de 10 extensions illicites au détriment des trottoirs destinés aux piétons au niveau de Hai El Othmania (ex Maraval).

Toutes les procédures judiciaires et les mesures répressives seront prises contre ceux qui sont derrière la prolifération de ce phénomène, a-t-on souligné.

Cette opération se poursuivra pour toucher d'autres points à différentes délégations, a-t-on fait savoir, rappelant que 13 constructions et extensions illicites ont été démolies au début du mois de février courant à travers la commune d'Oran.

TAMANRASSET

Plus de 500 affaires de contrebande traitées l'année dernière (GN)

Pas moins de 503 affaires de contrebande ont été traitées l'année dernière par les services de la Gendarmerie nationale (GN) dans le cadre de la lutte contre ce phénomène et de la protection de l'économie nationale, a-t-on appris jeudi de ce corps sécuritaire.

Ces opérations de lutte ont été couronnées par la saisie de 186 véhicules utilisées dans le trafic, de 42.171 litres de carburants, 413 tonnes de divers produits

alimentaires, 14.375 litres d'huile de table et 500 cartouches de cigarettes, a-t-on signalé. Les mêmes services ont traité, durant la même période, 46 affaires de trafic de drogue s'étant soldées par la saisie de 13 kg de kif traité, 13,5 kg de drogues de type "Bangor" et 41.500 comprimés de psychotropes, a détaillé le chef du bureau de la communication et de l'orientation du 6ème commandement régional de la GN, le com-

mandant Bechar El-Hadi. S'agissant des accidents de circulation, il est fait état de 114 accidents survenus l'an dernier et ayant fait 52 morts et 225 blessés, soit en baisse par rapport à l'année 2018 où avaient été enregistrés 126 accidents (75 morts et 318 blessés).

Ces accidents sont imputés principalement au facteur humain, dont l'excès de vitesse, les dépassements dangereux et le non-respect du code de la route.

Le bilan annuel de la GN de Tamanrasset a relevé aussi une baisse sensible des affaires criminelles, soit 96 enregistrées en 2019 contre 146 affaires l'année l'ayant précédée.

Au total, ce sont 1.513 affaires diverses qui ont traitées l'année dernière par les services de la gendarmerie nationale, impliquant 10.450 individus, dont 2.251 ont été écroués pour crimes d'atteinte aux personnes et aux biens.

AIN DEFLA

L'escroqueuse des écolières à Khemis Miliana mise hors d'état de nuire

Les services de sécurité de Khemis Miliana (Ain Defla) ont arrêté dernièrement une femme de 35 ans qui escroquait ses victimes parmi les écolières du cycle primaire, leur subtilisant leurs objets de valeur, a-t-on appris jeudi de la cellule de communication de Sûreté de wilaya.

L'affaire a commencé le mois dernier après que les services de police de Khemis Miliana eurent reçu des plaintes de parents de cinq filles scolarisées (âgées entre 5 et 11 ans) au niveau des

écoles primaires des quartiers de Derdara, Souamâa et oued errayhane de la ville, qui se sont vu subtiliser leurs objets de valeur, dont des bijoux (boucles d'oreilles), a-t-on détaillé, faisant état de l'élaboration d'un plan minutieux visant la neutralisation de l'auteur de ces actes. Suite aux investigations, les enquêteurs de la sûreté de Daira de Khemis Miliana, appuyés par leurs collègues des sûretés urbaines y afférentes, ont réussi à identifier l'auteur de ces vols. Il s'agit d'une femme de 35 ans de

Khemis Miliana mais sans domicile fixe, laquelle optait pour ce stratagème pour tromper la vigilance des services de sécurité, a-t-on souligné.

Présenté lundi dernier au procureur de la république près le tribunal de Khemis Miliana en présence des victimes et de leurs parents, la mise en cause a, par la suite, comparu devant le juge de la même juridiction, ce dernier la condamnant à cinq ans de prison ferme assortie d'une amende, a-t-on conclu.

SÛRETÉ NATIONALE DE MÉDÉA

Démantèlement d'un réseau criminel spécialisé dans le trafic de psychotropes

Les services de la police judiciaire d'El Berrouaghia (Médéa) ont démantelé un réseau criminel dangereux composé de 14 suspects qui s'adonnaient au trafic de comprimés psychotropes en milieu juvénile dans la ville d'El Berrouaghia, indique jeudi un communiqué de la Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN). L'opération est intervenue suite à des informations parvenues aux éléments de la police, faisant état d'individus qui s'adonnaient au trafic de comprimés psychotropes en milieu juvénile dans la ville d'El Berrouaghia, en utilisant des ordonnances médicales falsifiées. Après une enquête approfondie, les 14 membres du réseau criminel dont l'âge varie entre 24 et 59

ans, ont été arrêtés dont un médecin et un pharmacien avec la saisie d'une quantité de comprimés psychotropes et d'un montant estimé à 171 millions de centimes issu de la revente illicite des psychotropes.

Des dossiers judiciaires ont été constitués à l'encontre des membres du réseau qui ont été présentés devant le procureur de la République près le tribunal d'El Berrouaghia, lequel a ordonné le placement de 11 mis en cause en détention à l'établissement pénitentiaire d'El Berrouaghia pour détention de psychotropes destinés à la revente, en utilisant des ordonnances médicales falsifiées et pour faux et usage de faux.

MÉDITERRANÉE 160 migrants secourus débarquent en Sicile (ONG)

Quelque 160 migrants secourus le week-end dernier en Méditerranée centrale au cours de deux opérations de sauvetage par le navire espagnol Aita Mari devaient débarquer jeudi dans le port sicilien de Messine, a annoncé l'ONG espagnole Maydayterraneo.

Ce nouveau débarquement est prévu au lendemain du renvoi en justice de l'ex-ministre de l'Intérieur Matteo Salvini et chef de l'extrême-droite italienne pour avoir bloqué un navire avec plus d'une centaine de migrants au large de la Sicile, l'été dernier.

«Nous avons atteint Messine. Les autorités sont venues à bord pour vérifier l'état de santé général et une fois que cela aura été fait, toutes les personnes à bord seront débarquées», écrit l'ONG sur Twitter.

Dimanche, l'Aita Mari avait pris à son bord quelque 90 migrants en détresse, dont 16 femmes, trois enceintes, et 24 mineurs avant de porter assistance, quelques heures plus tard, à un autre groupe de rescapés d'une soixantaine de personnes.

Par ailleurs, une embarcation à la dérive depuis mercredi à environ 35 milles nautiques (63 km) au large de l'île italienne de Lampedusa, avec 60 migrants à son bord, était secourue jeudi matin par la marine maltaise, selon la plateforme Alarm Phone.

Le réseau d'assistance téléphonique précise, sur Twitter, que l'opération de sauvetage «a commencé 18 heures après son signalement et la demande d'intervention, retard dra-



matique qui aurait pu coûter des vies humaines». «Pourquoi le Centre de coordination maltais a-t-il retardé le sauvetage aussi longtemps sachant que le bateau était en danger dans la zone de recherche et de secours (SAR) de Malte ? Pourquoi l'Italie n'est-elle pas intervenue ? Attendaient-ils que les garde-côtes libyens interviennent et ramènent ces gens dans une zone de guerre», s'interroge Alarm Phone.

Depuis l'été 2018, succédant à l'Italie qui assurait auparavant ce rôle,

les garde-côtes libyens sont chargés par l'Europe de coordonner les sauvetages dans une vaste «zone de recherche et de secours» dépassant leurs eaux territoriales.

En 2019, l'Organisation internationale des migrations (OIM) a recensé 1.283 décès connus en Méditerranée, la route centrale entre l'Afrique du Nord et l'Italie étant la plus mortelle.

Au moins 19.164 migrants auraient péri dans les flots ces cinq dernières années.

LIBYE - MIGRATIONS Le HCR va fermer «la semaine prochaine» un centre pour réfugiés en Libye

Le Haut Commissariat de l'ONU pour les réfugiés (HCR) pense fermer «la semaine prochaine» un centre pour migrants et réfugiés à Tripoli, capitale libyenne, a annoncé vendredi une responsable du HCR en Libye.

L'organe onusien avait décidé fin janvier de suspendre ses opérations dans ce centre de rassemblement et de départ (GDF) dans la capitale de la Libye livrée au chaos depuis la chute de l'ancien régime de Muammar el Guedhafi en 2011.

Le HCR évacue les personnes les plus vulnérables de ce site et il ne restait vendredi plus que 119 personnes dans le centre «dont on anticipe qu'il fermera la semaine prochaine», a indiqué la responsable du HCR, Caroline Gluck.

Les migrants et réfugiés en attente d'évacuation vers l'étranger qui y sont hébergés se voient proposer une aide financière de 450 à 1.100 dinars libyens (293 à 718 euros) selon leur situation familiale dans le cadre d'une sortie du site, près duquel un bombardement aérien a tué au moins 53 migrants en juillet 2019.

Toutefois, «nous avons toujours espoir de pouvoir ouvrir à terme», souligne Caroline Gluck: «Rouvrira-t-il comme un centre de transit ? Ou peut-on ouvrir un centre de jour avec plusieurs agences onusiennes qui y opéreraient avec des services médicaux, alimentaires...? Tout dépendra de la capacité à conserver la nature civile de la structure», prévient-elle.

PÉROU Le bilan de l'explosion d'un camion en janvier monte à 30 morts

Le bilan de l'explosion le 23 janvier à Lima d'un camion transportant du gaz est monté à 30 morts, a annoncé le ministère péruvien de la Santé. Un précédent bilan la semaine dernière faisait état de 23 morts. Une cinquantaine de personnes avaient été grièvement brûlées lors de l'accident. «Nous allons nous rendre dans tous les hôpitaux où se trouvent les blessés», a déclaré jeudi le ministre de la Défense, Walter Martos, qui coordonne l'aide aux victimes de la déflagration. Plus d'une dizaine de blessés sont encore hospitalisés à Lima.

L'explosion s'était produite à la suite d'une fuite de gaz provoquée par le décrochage d'un tuyau du camion transportant 10.000 litres de combustible, passé sur un dos d'âne.

Le feu s'était propagé très rapidement et avait détruit 15 habitations.

Le conducteur du camion, Luis Guzman, 74 ans, avait été annoncé dans un premier temps comme décédé dans l'accident.

Mais il a finalement survécu à l'accident et a été inculpé pour homicide involontaire.

CLIMAT L'Antarctique a enregistré une température record de plus de 20°C

L'Antarctique a enregistré en février un record de température de plus de 20,75 degrés, franchissant pour la première fois la barre des 20°C, a annoncé jeudi un scientifique.

«Ce record a été enregistré le 9 février sur l'île Seymour, connue aussi sous le nom de Marambio, a expliqué le chercheur brésilien Carlos Schaefer, soulignant toutefois que ces données «ne sont pas valables en tant que tendance d'un changement climatique».

«C'est juste un signe que quelque chose de différent se passe dans cette région», a-t-il déclaré au cours d'un échange sur Whatsapp.

APS

KABOUL Un robot-serveuse pour alléger le lourd quotidien des Afghans

La toute première serveuse robot d'Afghanistan présente une assiette de frites fumantes à une table interloquée de Kaboul. «Merci beaucoup», dit-elle en dari, l'une des deux langues principales de ce pays abîmé aux atrocités et dont la machine égale un peu le quotidien. Le robot humanoïde blanc à la tête profilée et aux bras articulés, qui mesure 1 mètre 50 et semble porter une jupe ample, se prénomme «Timea». Importé du Japon, il a attiré les curieux depuis son entrée en fonction le mois dernier, se réjouit le directeur du restaurant, Mohammad Rafi Shirzad. «Il est intéressant pour beaucoup de gens ici de voir un robot dans la vie

réelle», affirme-t-il. «Parfois, les enfants sautent de joie et de surprise quand ils (le) voient leur apporter de la nourriture.» Après quatre décennies de guerre qui ont laissé une grande partie des infrastructures de l'Afghanistan en ruines, la vue d'une serveuse à piles a apporté un peu de légèreté à Kaboul. Ahmad Zaki, 9 ans, a voulu constater de visu l'existence de la machine. «J'ai vu le robot à la télévision et j'ai demandé à mon père de m'emmener dans ce restaurant», raconte le garçon. Son père Ahmad Yusuf affirme avoir été amusé d'entendre parler cette serveuse résolument baroque. «C'est très intéressant et excitant de voir en personne un vrai

robot en action», remarque-t-il. «Timea» est assez simple en termes de capacités.

Il livre des assiettes aux tables, que les convives prennent ensuite sur un plateau, et est programmé pour éviter les obstacles sur son chemin.

Le robot peut dire des phrases basiques, comme «Joyeux anniversaire».

Les clients peuvent passer des commandes via un écran tactile placé sur son ventre. Mais il n'a pas que des amis. Certains Afghans voient en son existence une menace pour l'emploi dans un pays au niveau de chômage dramatique, proche de 40%.

«C'est ridiculement mauvais», a écrit Kashif

Abobaker, utilisateur de Facebook.

«Ils emploient un robot alors qu'il y a des dizaines de milliers de jeunes qui cherchent désespérément un emploi.» Des accusations contestées par M. Shirzad, le patron du restaurant, qui affirme que le robot apporte une nouvelle technologie en Afghanistan et peut conduire à plus d'emplois. «Nous avons engagé trois experts pour s'occuper» de Timea, observe-t-il. Le robot en ce sens peut selon lui «inciter une jeune génération afghane à apprendre l'intelligence artificielle».

Et de lancer: «il s'agit de créer, et non de prendre, des emplois en Afghanistan».

BANGLADESH 9 suspects arrêtés à la suite du naufrage d'un bateau de Rohingyas

Neuf hommes soupçonnés de trafic d'êtres humains ont été arrêtés à la suite du naufrage mardi d'un bateau de réfugiés rohingyas qui a fait au moins 15 morts, a indiqué jeudi la police du Bangladesh.

Soixante-treize personnes ont été secourues et des dizaines sont toujours portées disparues, selon la même source.

Les 138 passagers, principalement des femmes et des enfants, étaient montés à bord d'une embarcation de pêche longue d'à peine 13 mètres dans l'espoir de gagner la Malaisie par le golfe du Bengale, un voyage de 2.000 kilomètres. Le naufrage a eu lieu à proximité de l'île bangladaise de



Saint-Martin, proche des côtes du district de Cox's Bazar (sud-est) où près

d'un million de réfugiés rohingyas, minorité musulmane persécutée en Birmanie voisine, vivent dans une misère noire dans des camps.

Les neuf suspects ont été arrêtés mercredi et jeudi lors d'opérations de police dans le district de Cox's Bazar.

La police a précisé qu'elle était à la recherche de 19 suspects au total, dont 18 Bangladais.

Les neuf hommes devraient être inculpés de complicité de meurtre, a indiqué un porte-parole de la police.

Selon la police, 713 Rohingyas ont été secourus depuis deux ans et demi alors qu'ils tentaient de prendre la mer pour gagner des pays voisins, en premier lieu la Malaisie.

CONGRÈS DE CHIRURGIE ORL Programmation d'une trentaine d'opérations délicates

Une trentaine d'interventions chirurgicales délicates seront effectuées dans le cadre du Congrès international de chirurgie ORL et de base de crâne, dont les activités ont débuté jeudi à El-Oued.

Ces interventions, utilisant des techniques modernes très avancées, concernent quatre types de maladies ORL, le neurinome de l'acoustique, l'otite moyenne ouverte, l'otospongiose, la poche de rétraction, en plus de la pose d'implants cochléaires, a fait savoir le président de ce Congrès international, Pr. Mohamed Tahar Mansouri (spécialiste en chirurgie-ORL). Ces interventions délicates seront menées par un staff médical et paramédical qualifié, comprenant des compétences de sept (7) pays étrangers (Allemagne, Jordanie, Liban, Maroc, Egypte, France et Tunisie) aux côtés de compétences algériennes relevant d'une dizaine d'établissements hospitaliers universitaires et de quatre (4) hôpitaux militaires. Les moyens humains et matériels nécessaires ont été mobilisés au niveau du Centre anticancéreux (CAC) d'El-Oued où ont été équipés trois (3) blocs opératoires pour les besoins de ces opérations. Durant les trois jours prévus pour le déroulement de ces opérations chirurgicales, plus de 550 praticiens spécialistes en ORL vont bénéficier d'explications pratiques, à travers un support audiovisuel depuis le bloc opératoire, sur les techniques modernes utilisés dans ce type d'interventions, en plus de conférences et d'ateliers médicaux sur des questions en rapport direct avec le thème du Congrès. Toujours dans le cadre du congrès, ont débuté aussi au CAC les travaux d'un séminaire de formation sur les soins «l'activité en réseau au service des porteurs d'implants cochléaires», avec la participation de 150 psycho-orthophonistes et des spécialistes en diction, et traitant de thèmes liés à l'action collective et l'accompagnement par des orthophonistes des poseurs d'implants cochléaires aux enfants scolarisés et à la recherche de voies de leur insertion en milieu familial et scolaire pour conférer plus d'efficacité à l'opération.

Des sessions de formation ont débuté également au niveau de la Maison de la Culture d'El-Oued au profit de 300 praticiens généralistes sur trois axes médicaux, à savoir les maladies ORL, la pédiatrie et les allergies, qui constituent un aspect déterminant lors de la consultation du malade dans les établissements hospitaliers publics et de proximité, notamment au niveau des urgences.

Un millier de praticiens sont attendus aux travaux du deuxième Congrès international de chirurgie ORL et de base de crâne, prévu du 13 au 15 février courant à El-Oued.

Ce Congrès international, dont les activités sont réparties entre le Centre anticancéreux, la Maison de la Culture Mohamed Lamouidi et la salle de conférences du complexe touristique «Gazelle d'Or» à El-Oued, est organisé par l'association l'Alliance médicale d'El-Oued, avec le concours de l'association médicale «Tedj» et l'association «Amel» de pose d'implants cochléaires.

CPMC D'ALGER

Près de 117.000 consultations et de 19.000 traitements en radiothérapie en 2019

Près de 117.000 consultations spécialisées et plus de 19.000 traitements de radiothérapie ont été réalisés en 2019, au niveau du Centre Pierre et Marie Curie (CPMC) d'Alger, a-t-on appris auprès de son Coordinateur des activités de santé, M. Nouredine Bitata. Plus de 4000 actes opératoires et près de 44.000 analyses d'anapath y ont également été effectués, affirme la même source.

Sur les 116.799 personnes consultées tout au long de l'année écoulée, 11.669 ont été passées par le service de chirurgie A qui réunit diverses spécialités, à savoir la chirurgie oncologique, le foie, l'estomac, la gynécologie, etc, a précisé M. Bitata à l'APS, notant que c'est le service de chirurgie B, dédié à la sénologie (sein) qui a accueilli le plus grand nombre de patientes (16.298), avant de souligner la tendance "hausserie" de l'ensemble de ces actes médicaux, durant ces dernières années.

7389 autres patients ont été consultés en oncologie médicale (chimiothérapie), 21.220 autres en hématologie, en sus de 6372 consultations pour des greffes de la moelle osseuse (GMO) ainsi que 41.646 autres en endocrinologie, a ajouté le même responsable, rappelant que ces dernières s'effectuent en externe, au niveau de la structure relevant du CPMC et sise dans la commune de Mohamed Belouizdad (ex-Belcourt).

Par ailleurs, 5990 patients ont été

consultés en anesthésie post-opératoire, alors que 6215 autres ont été pris en charge au niveau du service de Chirurgie C, également en externe (Clinique ex-rue Debussy), toutes spécialités confondues.

S'agissant des interventions chirurgicales, au nombre de 4134, poursuit M. Bitata, 1837 ont été réalisées au service de chirurgie B, doté de 35 lits, 1790 autres en chirurgie A (68 lits) et 507 autres en chirurgie C (71 lits) alors que 382 malades ont été suivis dans le service dédié à la prise en charge de la douleur, informe le représentant du CPMC. En outre, pas moins de 777.508 examens de biochimie (tous types confondus) y ont été réalisés, 226.634 autres en hématologie, 11.476 autres en bactériologie, 47.044 en immuno-sérologie (hépatites) et enfin 56.389 autres en hormonologie, a-t-il encore fait savoir, soulignant le nombre "important" d'examen réalisés en anapath (anatomie-pathologie) lequel s'est élevé à 43.910. "Il ne faut pas oublier qu'avec la radiothérapie, les examens d'anapath sont essentiels dans le processus de prise en charge du cancer", a observé le Coordinateur.

Outre 19.315 examens de radiothérapie recensés en 2019 sur toutes les pathologies oncologiques, le CPMC a également effectué un total de 4000 images par résonance magnétique (IRM), 5534 scanners, 6541 mammographies et 14.337 échographies.

Le Guide de diabétologie mis à jour conformément aux recommandations internationales

Le président de la Société algérienne de diabétologie, Pr. Mourad Samrouni a annoncé, jeudi à Alger, la mise à jour du Guide des bonnes pratiques en diabétologie conformément aux nouvelles recommandations internationales relatives aux médicaments innovants.

S'exprimant à l'occasion de la 2ème journée de formation dédiée aux médecins généralistes pour l'amélioration de la prise en charge du diabète et des maladies qu'il provoque, le Pr. Samrouni a fait état de l'actualisation du Guide des bonnes pratiques en diabétologie conformément aux nouvelles recommandations internationales relatives aux médicaments innovants, rappelant la réunion tenue entre le ministère de la Santé et les experts du domaine pour l'enrichissement de ce Guide, qui sera bientôt distribué aux spécialistes. Faisant état d'une prochaine réunion entre experts et cadres de la Caisse nationale de la sécurité sociale (CNAS) pour inclure les médicaments innovants dans la liste des médicaments remboursables, le président de la Société algérienne de diabétologie a expliqué que «ces médicaments sont très importants pour le diabétique car ils contribuent à l'amélioration de la prise en charge des maladies cardiovasculaires», comme l'a démontré l'expérience dans les pays développés. Dans le même sillage, le Pr. Tbaïbia, chef de service de la médecine interne à l'EPH de Birtraria (El Biar) a mis en garde contre la préva-



lence de l'obésité dans la société, avec un taux de 22% (30% de femmes et 14% d'hommes), selon les chiffres du ministère de la Santé.

Outre le diabète, l'obésité est à l'origine de maladies cardiovasculaires, les cancers du foie et du sein et affecte la fertilité de la femme, a-t-il averti, estimant que le seul moyen de prévenir cette «pathologie» était la prise en charge précoce à travers l'encouragement de la pratique sportive et d'un régime alimentaire équilibré.

Il a plaidé, dans ce sens, pour l'inculcation d'un mode alimentaire sain aux enfants afin de leur apprendre à se prémunir contre l'obésité et les maladies chroniques. De son côté, le chef de service de pédiatrie dans

le même établissement, Pr. Moussa Achir a mis en garde contre l'hyperglycémie observée chez les enfants, particulièrement les moins de 5 ans. Ce constat qui ne concernait que 4% à peine cette tranche d'âge dans les années 1980 est multiplié par 5 à 6 fois ces dernières années, a-t-il déploré. Le même spécialiste a fait état d'un taux de 25% d'enfants qui consultent à un stade très avancé d'où des cas de coma, voire des décès. Par ailleurs Pr. Samia Zekri, spécialiste en médecine interne au même Etablissement public hospitalier de Birtraria, a regretté la hausse des cas d'amputation de membres inférieurs chez les diabétiques à travers le territoire, expliquant ce phé-

nomène « par le manque d'éducation thérapeutique du patient et de formation des généralistes et du corps médical, ainsi que par l'absence totale des spécialistes en matière de prise en charge du pied diabétique au sein des établissements publics. Elle a évoqué en outre le rôle des spécialistes en chirurgie orthopédique et en rééducation fonctionnelle, l'absence de spécialistes en chirurgie des artères, ce qui amène les services de chirurgie générale à amputer le pied, au lieu d'améliorer le traitement de la plaie.

Pr. Zekri a averti quant à une augmentation du nombre de personnes exposées à l'amputation au vu de la hausse, d'année en année, du diabète dans la société.

Pression quotidienne et carence en personnel...

Destiné à l'oncologie depuis 1959, le CPMC a fini au fil du temps par devenir une "référence nationale" en la matière au moment où sa vocation initiale était locale.

Une situation qui s'est traduite par "une pression quotidienne" en raison d'un "flux important" de patients en provenance des quatre coins du pays, y compris des régions disposant de Centres anti-cancer (CAC), déplore M. Bitata, réitérant un constat maintes fois soulevé par d'autres intervenants du secteur de la santé.

"Les malades qui viennent en dehors d'Alger représentent 40 à 50 % de l'ensemble des personnes suivies. Le plus gros problème auquel nous sommes confrontés demeure le manque en auxiliaires médicaux en anesthésie réanimation (AMAR), en plus du nombre insuffisant de manipulateurs en radiologie", déplore-t-il, précisant que ces derniers, "même s'ils disposent de protections durant leur fonction, préfèrent exercer dans d'autres structures où ils sont payés autant sinon mieux, avec beaucoup moins de pressions".

Pourtant, soutient le même responsable, les rendez-vous pour la radiothérapie ne sont pas ouverts aux malades issus des wilayas disposant de CAC et sont limités aux résidents d'Alger, Tipaza et Boumerdès, ajoute-t-il, avant d'aborder la

lancinante problématique de la maintenance des équipements.

Ainsi, explique-t-il, il arrive que l'un des accélérateurs dont dispose le CPMC tombe en panne et lorsque celle-ci n'est plus du ressort du service de maintenance, l'intervention du fournisseur est nécessaire, sachant que la commande d'une pièce depuis l'étranger "peut durer jusqu'à 6 mois".

Tout en assurant "gérer autant que faire se peut" ce type d'aléas, M. Bitata tient à préciser que la norme internationale préconise un (01) accélérateur pour 500.000 habitants, au moment où ceux du CPMC sont destinés à une population de près de 10 millions, pour toute la région Centre du pays, à raison de 150 à 170 malades / jour.

M. Bitata informe, enfin, de l'acquisition récente par le CPMC d'un scanner de dernière génération, avant d'interpeller les autorités en charge de la santé pour amener les CAC, répartis à l'échelle nationale à "prendre en charge davantage" les patients relevant de leurs circonscriptions géographiques.

L'enjeu étant d'"alléger" la charge dont se plaignent le personnel soignant et administratif du CPMC, ainsi, qu'à juste titre, les patients sujets à une détresse psychologique occasionnée par une pathologie pas aisément intégrée par la majorité d'entre eux.

E P I D É M I E D E C O R O N A V I R U S

1400 morts, selon un bilan révisé

Le bilan de l'épidémie du nouveau coronavirus, révisé par la Chine en raison de «doublons», approchait vendredi 1.400 morts, selon un nouveau bilan révisé par les autorités chinoises.

Près de 64.000 cas de contamination ont désormais été enregistrés en Chine continentale (hors Hong Kong et Macao), selon des chiffres officiels, marquant une explosion ces deux derniers jours en raison d'une définition élargie des cas d'infection.

La Commission nationale chinoise de la santé, qui fait office de ministère, a fait état vendredi de 121 nouveaux décès dans le pays sur les dernières 24 heures, mais tout en retranchant du bilan national 108 morts préalablement recensés dans la province du Hubei (centre), épice de l'épidémie. Elle justifie cette révision par des «doublons dans les statistiques», constatés après «vérification». Le bilan national a par conséquent été ramené à 1.380 morts.



La Chine signale 5.090 nouveaux cas confirmés

Les autorités chinoises de la santé ont déclaré vendredi avoir reçu des informations concernant 5.090 nouveaux cas confirmés de nouveau coronavirus et 121 décès jeudi dans 31 régions provinciales et le Corps de production et de construction du Xinjiang. Parmi les décès, 116 ont été rapportés dans la province du Hubei, deux au Heilongjiang, un dans l'Anhui, un au Henan et un à Chongqing, selon la Commission nationale de la santé. Quelque 2.450 nouveaux cas suspects ont été signalés jeudi, a indiqué la commission.

Le même jour, 2.174 patients sont tombés gravement malades, tandis que 1.081 personnes sont sorties de l'hôpital après leur convalescence.

Le nombre total de cas confirmés sur la partie continentale de la Chine avait atteint 63.851 jeudi en fin de journée, et 1.380 personnes étaient mortes de la maladie.

D'après la commission, 10.204 patients étaient dans un état grave et 10.109 personnes étaient soupçonnées d'être infectées par le virus.

Au total, 6.723 personnes ont quitté l'hôpital après leur rétablissement.

Un ensemble de 493.067 personnes ayant eu des contacts étroits avec des malades ont été identifiées.

Parmi elles, 26.905 sont sorties d'observation médicale jeudi, et 177.984 étaient toujours sous observation médicale. Jeudi en fin de journée, 53 cas confirmés, dont un décès, avaient été signalés dans la région administrative spéciale (RAS) de Hong Kong, dix cas dans la RAS de Macao, et 18 à Taiwan.

Un patient à Hong Kong, trois à Macao, et un à Taiwan sont sortis de l'hôpital après leur convalescence.

Plus de 1.700 travailleurs médicaux infectés par le nouveau coronavirus

Les autorités chinoises de la santé ont déclaré vendredi que 1.716 travailleurs médicaux avaient été infectés par le nouveau coronavirus, selon un bilan établi le 11 février, représentant 3,8% du total des cas d'infection confirmés du pays.

Parmi eux, six personnes sont décédées du virus, représentant 0,4% du total des décès du pays, a précisé la Commission nationale de la santé lors

d'une conférence de presse. Quelque 2.450 nouveaux cas suspects ont été signalés jeudi, a indiqué la commission. Le même jour, 2.174 patients sont tombés gravement malades, tandis que 1.081 personnes sont sorties de l'hôpital après leur convalescence.

Le nombre total de cas confirmés sur la partie continentale de la Chine avait atteint 63.851 jeudi en fin de journée, et 1.380 per-

sonnes étaient mortes de la maladie. D'après la commission, 10.204 patients étaient dans un état grave et 10.109 personnes étaient soupçonnées d'être infectées par le virus. Au total, 6.723 personnes ont quitté l'hôpital après leur rétablissement. Un ensemble de 493.067 personnes ayant eu des contacts étroits avec des malades ont été identifiées. Parmi elles, 26.905 sont sorties d'observation

médicale jeudi, et 177.984 étaient toujours sous observation médicale.

Jeudi en fin de journée, 53 cas confirmés, dont un décès, avaient été signalés dans la région administrative spéciale (RAS) de Hong Kong, dix cas dans la RAS de Macao, et 18 à Taiwan.

Un patient à Hong Kong, trois à Macao, et un à Taiwan sont sortis de l'hôpital après leur convalescence.

Chine: 6 membres du personnel soignant décédés

Six membres du personnel soignant sont décédés en Chine du nouveau coronavirus et plus de 1.700 ont été contaminés, selon un bilan annoncé vendredi par le gouvernement, soulignant les risques encourus dans des hôpitaux débordés par l'épidémie. L'annonce survient une semaine après la mort, due au virus, d'un médecin qui avait tenté d'alerter les autorités au tout début de l'épidémie mais avait été réprimandé par la police. Son décès avait provoqué la colère sur les réseaux sociaux. «Au 11 février à 24h00, 1.716 cas confirmés avaient été signalés dans le pays parmi le personnel médical», a déclaré Zeng Yixin, vice-directeur de la Commission nationale de la santé, qui fait office de ministère. «Parmi eux, six personnes sont malheureusement mortes», a-t-il précisé lors d'une conférence de presse.

Le grande majorité (1.102) des cas de contamination l'ont été dans la ville de Wuhan (centre), chef-lieu de la province du Hubei et berceau de l'épidémie de cette pneumonie virale Covid-19. Les médecins et infirmiers des autres municipalités de la province sont également très touchés, avec

400 cas. En raison d'un afflux de patients dans les hôpitaux du Hubei et d'une pénurie de fournitures de protection (masques, combinaisons intégrales, lunettes, gants), une partie du personnel soignant se retrouve à la merci d'une contamination par le coronavirus. Le virus a déjà infecté en Chine continentale (hors Hong Kong et Macao) un total de 63.851 personnes, dont 1.380 mortellement, selon le dernier bilan officiel annoncé vendredi par la Commission nationale de la santé. Le mécontentement populaire est vif depuis quelques semaines face à la gestion de la crise par les autorités locales de Wuhan et du Hubei, accusées d'avoir tardé à prendre des mesures de prévention.

Ce mécontentement s'était transformé en fureur après la mort vendredi dernier de Li Wenliang, un ophtalmologue de 34 ans, l'un des premiers médecins à avoir alerté sur l'émergence de l'épidémie.

Réprimandé par la police qui l'a accusé en janvier de propager des «rumeurs», il avait lui-même été contaminé et son décès a provoqué une énorme vague d'émotion dans le pays.

La République tchèque envoie du matériel médical pour soutenir la Chine

Le gouvernement de la République tchèque va fournir du matériel médical à la Chine qui fait face à l'épidémie de pneumonie virale au coronavirus, a rapporté vendredi la presse locale. Quelque 4,5 tonnes de matériel médical seront envoyées lundi prochain en Chine à bord d'un avion qui décollera de Vienne et transportera également une aide humanitaire provenant d'Autriche, de Hongrie et de Slovaquie. Prague envoie en Chine des masques médicaux et vêtements de protection, des gants ou encore des produits désinfectants d'une valeur de 133 000 euros, a précisé le chef de la diplomatie tchèque Tomas Petricek. Il a ajouté que la République tchèque allait débiter 241 000 euros supplémentaires qui seront remis à l'Organisation Mondiale de la Santé dans le cadre de la lutte contre le virus mortel. L'épidémie de coronavirus a provoqué la mort de 1.380 personnes en Chine, selon un bilan revu à la baisse, vendredi, par les autorités chinoises, qui ont adopté une nouvelle méthode de comptage.

Une Russe devant la justice après s'être évadée de quarantaine

Une Russe qui s'était évadée de l'hôpital après y avoir été placée en quarantaine à cause d'un séjour en Chine a été convoquée par la justice et risque d'être à nouveau hospitalisée, on rapporte vendredi des médias. Alla Ilina, une jeune femme d'une trentaine d'années, avait été hospitalisée le 4 février à Saint-Petersbourg (nord-ouest) en raison d'un mal de gorge alors qu'elle avait été en vacances en janvier en Chine, en proie à l'épidémie du nouveau coronavirus. Elle a réussi trois jours plus tard à forcer la serrure électronique dont était équipée la porte de sa chambre d'hôpital et en est sortie, publiant ensuite un récit détaillé de son évasion sur sa page Instagram.

L'administration de l'hôpital Botkine n'a pas apprécié le geste et son médecin-chef a porté plainte contre Mme Ilina, demandant de la placer de force en quarantaine, a indiqué vendredi le service de presse du tribunal Petrogradski de Saint-Petersbourg.

L'audience a été fixée à lundi, selon la même source. «Un nouveau placement en hôpital de la patiente n'a pas un caractère punitif, mais préventif. Elle n'a pas respecté la quarantaine de 14 jours», a assuré de son côté l'antenne locale de l'agence sanitaire russe, Rospotrebnadzor. La Russie n'a officiellement plus de malades du nouveau coronavirus sur son territoire après la sortie d'hôpital mercredi du deuxième et dernier cas confirmé dans le pays, un ressortissant chinois. Les autorités russes ont pris des mesures drastiques pour empêcher sur son territoire la propagation du nouveau coronavirus, qui a fait à ce jour plus de 1.000 morts. Moscou a notamment ordonné la fermeture de ses quelque 4.250 km de frontière avec la Chine, la coupure des liaisons ferroviaires ou encore la restriction des vols vers des villes chinoises.

La Maison Blanche «décue» du manque de transparence de Pékin

La Maison Blanche a déploré jeudi le manque de transparence de Pékin sur le nouveau coronavirus, jugeant que cela rendait difficile l'analyse de la situation et des risques. «Nous sommes un peu déçus du manque de transparence de la part des Chinois», a déclaré Larry Kudlow, conseiller économique de Donald Trump, lors d'un échange avec des journalistes.

Il y a une semaine, le président américain Donald Trump avait loué, à l'issue d'un échange téléphonique avec son homologue Xi Jinping, «le travail très professionnel» des autorités chinoises face à l'épidémie qui a officiellement fait plus de 1.300 morts.

«Le président Xi a assuré au président Trump que la Chine maîtrisait le dossier, qu'ils se montreraient ouverts et qu'ils accepteraient notre aide», a expliqué M.

Kudlow, déplorant que cela ne soit pas le cas. «Est-ce que le Politburo est vraiment honnête avec nous?», s'est-il



interrogé, dans une référence à l'organe de direction du Parti communiste chinois. Interrogé sur l'impact sur l'économie américaine de cette épidémie de Covid-19, il a estimé qu'il serait «minime» mais a souligné qu'elle était un facteur d'incertitude.

«Si nous ne disposons pas de bonnes informations de la part de la Chine, il est très difficile pour nous de faire une évaluation crédible», a-t-il insisté.

SURDITÉ BRUTALE

Comment réagir

Se réveiller un matin et ne plus rien entendre, se sentir sourd en sortant d'un concert, ce n'est jamais à prendre à la légère. Dans tous les cas, il est conseillé de consulter dans les 24 heures.

Vous n'entendez plus après une soirée en boîte de nuit, depuis qu'une explosion s'est produite à quelques mètres de vous, que vous avez fait de la plongée ou pris l'avion ? Votre oreille a subi un traumatisme. « Pour les spécialistes, il ne s'agit donc pas à proprement parler de surdité brutale mais d'une surdité traumatique ou baro-traumatique (due à un changement de pression dans l'oreille). La cause est identifiée. Néanmoins, il faut absolument consulter un ORL dans les 24 heures », indique le Pr Vincent Darrouzet, chef du service d'oto-rhino-laryngologie au CHU de Bordeaux. Car au-delà de ce délai, il existe des risques de séquelles définitives comme une surdité résiduelle ou des acouphènes (bruit perçus uniquement par le malade).

Sans raison apparente, c'est une urgence !

La surdité peut aussi apparaître brutale-ment en l'absence de tout traumatisme. Il est important de consulter rapidement un ORL. Il s'assurera d'abord que la surdité n'est pas due à un bouchon de cérumen ou, plus grave, à un tympan perforé. À l'aide de tests mesurant ce qu'il reste d'audition, il vérifiera ensuite la réalité de l'atteinte neuro-sensorielle.

Les médecins parlent de surdité idiopathique lorsque celle-ci s'installe en moins de 24 heures et qu'elle correspond à une perte d'au moins 30 % de l'audition.

Les causes de ce type de surdité brutale sont mal connues mais dans 1 à 2 % des cas, elle est due à une tumeur du nerf acous-



tique. Même si elle est rare, cette possibilité doit être écartée, c'est pourquoi l'ORL prescrit systématiquement une IRM. Une dés-

hydratation suite à un effort sportif prolongé, des troubles tensionnels ou micro-circulatoires (chez les diabétiques), peuvent

aussi être en cause. Certains virus, comme celui de l'herpès, sont suspects d'être à l'origine de certains cas.

Dans les cas de surdité traumatique ou baro-traumatique, et en l'absence de contre-indications, la cortisone a prouvé son efficacité. « Elle est prescrite pendant huit jours, par voie orale et à raison d'1 mg/kg de poids », détaille Vincent Darrouzet. Un traitement à base de cortisone est également prescrit dans les cas de surdité brutale idiopathique. Il s'agit du traitement de référence que l'on fait par prudence. « Mais dans la mesure où 60% des patients atteints de surdité brutale récupèrent spontanément, il est difficile de dire si c'est grâce à la cortisone ou non », précise Vincent Darrouzet. Si une analyse de sang révèle un hémocrite trop élevé (paramètre qui montre un sang très concentré), ce qui peut empêcher la circulation du sang dans les micro-vasseaux de l'oreille, on peut aussi prescrire une hémodilution, c'est-à-dire une dilution du sang (perfusion).

En l'absence d'amélioration, d'autres traitements, plus expérimentaux, pourront être essayés. « Le caisson hyperbare, utilisé habituellement pour traiter les accidents de décompression des plongeurs, et les injections intratympaniques de stéroïdes sont parfois prescrits », indique l'ORL.

Les seules personnes hospitalisées sont celles qui souffrent de formes sévères associées à des vertiges. C'est le cas lorsque la surdité provient d'une atteinte virale ou vasculaire de l'ensemble de l'oreille interne, ou lorsqu'un traitement par hémodilution s'avère nécessaire.

L'obésité associée à une perte de l'audition chez la femme

Un IMC et/ou un tour de taille important sont associés à un risque accru de surdité chez la femme adulte, confirme une nouvelle étude publiée dans l'American Journal of medicine.

Ce n'est pas la première étude à avertir du risque de troubles de l'audition chez les personnes obèses. Mais celle-ci est intéressante car à l'inverse de la surdité associée au vieillissement, celle liée à l'obésité serait réversible, à condition d'exercer une activité physique et de perdre du poids. Autrement dit faire du sport permettrait de prévenir la perte d'audition.

« On pense souvent que perdre l'audition fait partie du processus inévitable du vieillissement mais nos travaux prouvent que certains facteurs de risque sur lesquels on peut jouer comme le maintien d'un poids de santé et d'une activité physique, peuvent aider à prévenir la surdité ou à ralentir sa progression », estime Sharon Curhan, médecin à l'Hôpital Brigham and Women à Boston, aux États-Unis.

68 421 femmes ont été suivies par les chercheurs de 1989 à 2009. Les chercheurs ont observé que les femmes ayant un IMC (indice de masse corporelle) compris entre 30 et 34 étaient 17 % plus exposées au risque de surdité que celles ayant un IMC normal,

c'est-à-dire inférieur à 25. Pire, un IMC de 40 ou plus augmentait le risque de surdité de 25% comparé aux personnes ayant un IMC normal.

Un IMC supérieur à 30 est le seul à partir duquel on parle d'obésité. Entre 25 et 30, on considère qu'un adulte est en surpoids.

Le sport protège des problèmes d'audition

Le tour de taille aussi s'est révélé un facteur de risque de surdité. Les femmes ayant un tour de taille compris entre 80 et 88 cm ont eu un risque accru de 11% de perte auditive comparé aux femmes ayant un tour de taille inférieur à 71 cm. Pour un tour de taille supérieur à 88 cm, le risque grimpa à 27%. Un lien de cause à effet entre sport et surdité a été établi. Les femmes le plus physiquement actives ont abaissé de 17% leur risque de perte d'audition.

Une récente étude parue dans *The Laryngoscope* a démontré que les adolescents souffrant d'obésité éprouvent des difficultés à entendre les basses fréquences.



NUISANCES SONORES : Les bons réflexes pour se protéger

Musique, travaux, klaxons... Sans s'en rendre compte, on est constamment exposé à des sources de pollution sonore. Si on ne s'en préserve pas, l'excès de bruit peut devenir handicapant (sifflements, acouphènes, surdité, stress). On limite les risques auditifs en prenant ces quelques habitudes simples.

Du bruit partout, tout le temps

Le Haut conseil de la santé publique (Hcsp) a rendu sa copie sur les moyens de limiter les expositions aux bruits excessifs. Il préconise notamment d'afficher le niveau sonore dans les lieux qui diffusent de la musique amplifiée comme les discothèques et les salles de concert. L'objectif est de réduire les risques auditifs pour rester dans les seuils d'exposition considérés comme bénins pour la santé. Une exposition à 85 décibels (dba) ne doit ainsi pas excéder 8 heures, à heures pour 88 dba, 2 heures pour 91 dba, ou 15 minutes à 100 dba, rappelle le Hcsp.

On ne sait pas si la préconisation du Hcsp sera retenue par le gouvernement et s'il décidera de légiférer sur le sujet. Reste que dans notre environnement actuel, notre audition est mise à rude épreuve : transports, baladeurs MP3, concerts, travaux... Heureusement pour nos oreilles, il est possible de se protéger de ces nuisances sonores en respectant ces quelques règles de bon sens.

Les astuces pour les accros aux baladeurs

Les fabricants ne peuvent pas commercialiser sur le marché français des baladeurs dont la puissance de sortie dépasse les 100 décibels. Mais on l'a vu, les risques auditifs commencent avec une écoute supérieure à 15 minutes. Donc si on est mélomane et que l'on veut écouter en prolongé, il est recommandé de régler le volume sonore à la moitié du volume maximum.

Détail important, on vérifie que son casque correspond bien à celui fourni avec l'appareil ou sinon on vérifie qu'il respecte bien la réglementation sur le volume maximal.



Autre fâcheuse habitude à oublier, augmenter le son quand les pleurs d'un bébé ou des passagers de transports bruyants couvrent la musique. On attend plutôt sagement que les bruits extérieurs se calment ou, plus simple encore, on s'éloigne des bruits qui nous gênent.

En concert et en boîte de nuit

L'Institut national de prévention et d'éducation pour la santé (Inpes) recommande de s'éloigner des enceintes. Dans les environnements sonores élevés, il est conseillé également de faire des pauses de temps en temps pour reposer ses oreilles (30 minutes toutes les deux heures ou 10 minutes toutes les 45 minutes). Déjà adopté par certains, le port de bouchons d'oreilles est un bon moyen de profiter des festivités en préservant son tympan. Quand on les enlève, on attend d'être au calme pour éviter un choc sonore. Enfin, on n'y pense pas, mais la prise d'alcool et de médicaments peut «déformer» la perception auditive et atténuer la sensation de douleur en cas d'écoute de musique amplifiées, prévient l'Inpes.

A la maison et dans la rue

Chaque jour, on prend l'habitude de se mettre au calme afin de reposer ses oreilles. On limite les conversations continues au téléphone qui sont tout sauf reposantes pour notre système auditif. On n'hésite pas à se boucher les oreilles en présence d'un bruit intense (tondeuse à gazon, travaux, métro, train, avion). Et logiquement, quand on peut, on s'éloigne des sources de bruit incommodes.

Une surdité malgré une audition normale, c'est possible

On peut être malentendant malgré un test de l'audition normal. C'est la pathologie qu'on découvre des chercheurs français. Une anomalie qui se manifeste uniquement dans une ambiance bruyante.

Une nouvelle qui va ravir les malentendants dont l'audiogramme (test qui mesure la capacité auditive) est correcte et qui n'ont par conséquent, aucune prise en charge prothétique. Il est possible de suivre une conversation dans une ambiance bruyante car notre cerveau se focalise sur la fréquence de la voix pour éliminer le bruit autour. Mais certaines personnes éprouvent tout de même une gêne pour comprendre la parole.

Et c'est bel et bien une pathologie qui entraîne ce handicap. «Nous avons constaté grâce à l'étude d'une souris mutante dont certaines cellules sensorielles auditives sont atteintes, que ce modèle était transposable à l'homme», explique Christine Petit, professeur au Collège de France et directrice de l'unité de génétique et physiologie de l'audition à l'Institut Pasteur.

Différencier les fréquences

En cause ? Les fréquences auditives. C'est l'audiogramme qui mesure les seuils auditifs de perception des sons de différentes fréquences. «Quand un son arrive dans la cochlée, l'organe de l'audition, les différentes fréquences qui le composent vont être décomposées, codées, puis transmises par des voies nerveuses au cerveau via un interpréter le son», précise le Dr Aziz El Amraoui, directeur de recherche de l'Institut Pasteur.

Dans le cas de la pathologie identifiée par les chercheurs, c'est la différenciation des sons de fréquences proches qui est touchée. Autrement dit, le problème survient quand l'oreille doit coder des sons aigus dans une ambiance de sons graves.

Pour mettre en évidence cette anomalie, il suffit de compléter l'audiogramme classique par une mesure plus fine avec un appareil d'otoémission acoustiques», note le Pr Avan, responsable de l'équipe de biophysique neurosensorielle de la faculté de médecine de Clermont-Ferrand.

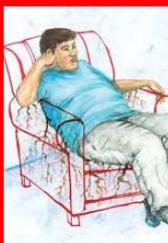
Grâce à cette découverte, les audioprothésistes vont pouvoir répondre plus précisément et soulager les plus de certains malentendants, en adaptant la prothèse auditive.

in. l'express.fr

Sédentarité : pas d'impact sur la santé chez les personnes en bonne condition physique

Il n'y a pas tant de mal que ça à être inactif. Une étude va à l'encontre des mises en garde sur le sujet et suggère qu'une bonne forme physique suffit à contrer les dangers de la sédentarité sur la santé. Voilà qui devrait nous faire décrochabiliser de ne pas nous mettre au footing cet été. Alors que de nombreuses études accusent la sédentarité d'être responsable de tous les maux (maladies cardiovasculaires, cancer du côlon, hypertension et décès prématuré). Heureusement, une étude de l'American Cancer Society, une organisation

à but non-lucratif spécialisée dans la lutte contre le cancer, du Cooper Institute et de l'université du Texas rassure les sédentaires de tout crin en nuancant ce tableau bien noir : être en bonne condition physique pourrait limiter les risques de l'inactivité physique sur la santé. Pour les besoins de l'étude, les chercheurs ont analysé l'association entre le comportement sédentaire, l'activité physique et les marqueurs métaboliques de l'obésité chez 1304 hommes de la Cooper Clinic à Dallas au Texas entre 1981 et 2012.



Les résultats confirment le lien entre inactivité, tension artérielle élevée, cholestérol, IMC et un tour de taille plus élevé. En revanche, en tenant compte de la condition physique des participants, le seul lien établi entre l'inactivité et la santé correspond à un ratio plus élevé de triglycérides/cholestérol LHD (bon cholestérol). Un ratio qui augmente le risque d'hypoglycémie. Rappelons toutefois qu'un maintien en bonne forme physique va normalement de pair avec de l'exercice physique régulier.

RÈGLEMENT DE LA CRISE EN LIBYE:

Appui au processus politique loin des ingérences

L'appui au processus politique et aux conclusions du sommet de Berlin du 19 janvier sur la Libye s'accroît avec des appels répétés à mettre fin aux ingérences et à encourager les négociations entre les parties libyennes sous les auspices des Nations unies, tel que préconisé par l'approche de l'Algérie soutenue par l'Union africaine et saluée par l'Union européenne.

Dans le cadre des efforts en cours pour un règlement politique en Libye, le Conseil de sécurité de l'ONU a approuvé mercredi, pour la première fois depuis la relance en avril des hostilités dans ce pays, une résolution réclamant qu'un cessez-le-feu durable succède à la trêve «fragile» observée depuis janvier. Le texte, rédigé par le Royaume-Uni, a été approuvé par 14 voix sur 15, la Russie s'étant abstenue. Il avait fait l'objet de discussions ardues depuis plus de trois semaines, illustrant des divisions persistantes de la communauté internationale sur des dossiers libyens malgré l'unité affichée lors d'un sommet à Berlin le 19 janvier. La résolution «affirme la nécessité d'un cessez-le-feu durable en Libye, à la première occasion et sans pré-conditions».

De son côté, l'Union africaine (UA), qui a combien de fois affiché sa volonté de se ressaisir du dossier libyen, souhaite coopérer avec l'ONU dans le cadre d'une mission conjointe pour évaluer la situation sur le terrain et préparer le déploiement d'une autre mission d'observateurs pour surveiller le cessez-le-feu à Tripoli et là où c'est nécessaire.

L'UA veut un cessez-le-feu et la fin des interférences extérieures en Libye, avait déclaré le commissaire à la paix et à la sécurité de l'UA, Smail Cherqui, en marge du 33e sommet de l'UA tenu dernièrement à Addis Abeba.

Le Commissaire Cherqui, qui s'est félicité des décisions du Congrès de Berlin, a affiché la volonté du Conseil de paix et de sécurité (CPS) de l'UA d'œuvrer à leurs mises en œuvre. C'est à ce titre que le CPS va prendre part à la réunion du Comité de suivi de la mise en œuvre de ces décisions prévue le 16 février à Munich, a-t-il dit. Un cessez-le-feu est observé en Libye depuis le 12 janvier au terme d'intenses efforts de l'Algérie en vue d'une solution politique équilibrée à la crise telle que préconisée par les Nations unies.

Le ministre des Affaires étrangères, Sabri Boukadoum, a, dans ce sens, réaffirmé que «le peuple libyen est le seul habilité à choisir qui le représente», infirmant «un quelconque mécontentement» du Gouvernement légitime en Libye en raison de sa dernière rencontre avec le Maréchal Khalifa Haftar. «Les choses se sont bien passées lors de ma dernière visite en Libye, il n'y a eu aucun problème. Nous ne faisons aucune différence entre toutes les parties libyennes, car seul le peuple libyen est habilité à choisir qui le représente», a déclaré M. Boukadoum.

Infirmer «un quelconque mécontentement» du Gouvernement légitime en Libye suite à sa dernière rencontre avec le Maréchal Khalifa Haftar, M. Boukadoum a précisé avoir rencontré le ministre libyen des Affaires étrangères, Mohamed Taher Siala et «cette question n'a pas été soulevée». «La position de l'Algérie est claire envers tous les frères libyens et non seulement ceux de Tripoli et Benghazi», a-t-il souligné.

Le rôle de l'Algérie dans le règlement de la crise mis en exergue

Le rôle de l'Algérie dans le règlement de la situation en Libye, a été mis en exergue mercredi par l'ambassadeur de l'Union européenne (UE) en Algérie, John O'Rourke, qui a souligné notamment d'habilité et la détermination avec laquelle agit Alger diplomatiquement en vue de trouver une issue à la crise dans ce pays. «Nous voyons l'habilité et la détermination avec laquelle agit l'Algérie diplomatiquement pour trouver une issue à la crise en Libye et éviter une escalade», a déclaré M. O'Rourke lors d'une rencontre avec les représentants des médias à Alger. Abordant à la même occasion la position de l'UE par rapport à la situation en Libye, M. O'Rourke a indiqué que «l'UE se rallie derrière la position des Nations unies», qui œuvrent pour une solution pacifique et diplomatique. De son côté, s'exprimant sur la Libye avec laquelle l'Algérie partage une longue frontière et un destin commun, le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a affirmé que «le peuple libyen frère ne mérite pas les souffrances qu'il endure aujourd'hui. C'est pourquoi, l'Algérie, fidèle à sa tradition diplomatique, a proposé d'abriter le dialogue entre les frères libyens, comme affirmé à Berlin et, plus récemment, à Brazzaville, lors du sommet du Comité de haut niveau de l'UA sur la Libye, tenu sous le patronage de mon frère le Président Denis Sassou Nguesso». Le président Tebboune s'exprimait dans son allocution lors de la 33e réunion des chefs d'Etat et de gouvernement africains, tenu les 9 et 10 février dans la capitale éthiopienne, Addis Abeba. Dans le même sens, il a souligné que «l'Algérie, qui plaide pour l'arrêt des toutes les ingérences en Libye, appuie fortement les efforts continus pour mettre fin durablement aux hostilités et réunir les conditions du dialogue entre les frères libyens, unique et seul moyen de parvenir à une issue à la crise et d'éviter à ce pays africain d'être le théâtre de rivalités entre Etats».

SAHARA OCCIDENTAL : L'UA et l'ONU réaffirment leur attachement à la légalité internationale

La Task force conjointe UA-ONU sur la paix et la sécurité, réunie dernièrement à Addis Abeba, a appelé le Front Polisario et le Maroc à participer au processus politique sans pré-conditions, réaffirmant son attachement à la légalité internationale pour le règlement du conflit au Sahara occidental.

«L'ONU et l'UA ont réitéré leur attachement à la légalité internationale et encouragé les parties (le Front Polisario et le Maroc) à participer de manière constructive et sans pré-conditions au processus politique», indiqua la Task force dans un communiqué conjoint rendu public à l'issue de sa 18e réunion consultative mardi à Addis Abeba.

La Task force déclare «attendre avec intérêt» la nomination d'un nouveau envoyé personnel du Secrétaire général de l'ONU pour le Sahara occidental. Les négociations politiques sur le territoire non autonome du Sahara occidental sont à l'arrêt depuis la démission en mai 2019 de l'ancien émissaire Horst Kohler à qui l'ONU tarde à nommer un successeur. L'ancien président allemand a réussi durant ses vingt mois de médiation

à insuffler une nouvelle dynamique au processus de paix de l'ONU en tenant deux tables rondes à Genève. Cependant, Kohler n'a pas échappé aux obstacles imposés à son prédécesseur, Christopher Ross, l'empêchant de conforter sa mission de médiation. Avec son départ le Sahara occidental aura consommé quatre médiateurs après les deux américains James Baker et Christopher Ross et le hollandais Peter Van Walsussan.

Le Front Polisario qui continue d'appeler de ses vœux à sortir de cette passe a affirmé qu'il «ne sera jamais acteur d'un processus ne respectant pas le droit du peuple sahraoui à l'autodétermination». Le président sahraoui Brahim Ghali a eu à réitérer cette constante au cheffe de l'ONU lors de leur dernière rencontre dimanche dernier



à Addis Abeba à l'occasion du sommet de l'Union africaine. Brahim Ghali a fait part au SG de l'ONU de la position sahraoui sur le règlement du conflit, soulignant que le Front Polisario ne participera à aucun processus qui ne respecte pas le droit inaliénable du peuple sahraoui à l'autodétermination conformément

aux résolutions du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale de l'ONU. Le SG du Front Polisario a également expliqué que les sahraouis ont perdu confiance dans le processus de paix parrainé par l'ONU et dans la mission pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental.

MALI**L'armée malienne est de retour dans la ville de Kidal**

L'armée malienne est rentrée jeudi à Kidal (nord), ville symbole d'où elle était absente depuis des années et où son retour est censé manifester le rétablissement de la souveraineté de l'Etat sur le territoire, ont annoncé des officiers présents sur place. Le détachement «vient de rentrer dans le camp à Kidal. Ils sont près de 300. Nous avons été escortés par les Casques bleus de l'ONU. Tout s'est vraiment bien passé», a dit un commandant malien, cité par l'AFP. L'information a été confirmée par un commandant, présent sur place, de la force de la Minusma, la mission de l'ONU au Mali. Dans un contexte de grave détérioration sécuritaire au Mali et au Sahel, le retour de l'armée nationale à Kidal est anticipé comme une affirmation forte d'une restauration de l'autorité de l'Etat malien dans cette région. Il est aussi supposé donner l'exemple de la ré-

conciliation dans le pays. Les unités entrées dans Kidal, dites «reconstituées», comprennent d'anciens éléments des groupes politico-militaires intégrés dans l'armée malienne conformément à l'accord de paix d'Alger de 2015. L'armée malienne n'avait pas repris pied dans cette ville, depuis des combats en mai 2014 pendant une visite du Premier ministre de l'époque, Moussa Mara, qui s'étaient soldés par sa lourde défaite.

conciliation dans le pays. Les unités entrées dans Kidal, dites «reconstituées», comprennent d'anciens éléments des groupes politico-militaires intégrés dans l'armée malienne conformément à l'accord de paix d'Alger de 2015. L'armée malienne n'avait pas repris pied dans cette ville, depuis des combats en mai 2014 pendant une visite du Premier ministre de l'époque, Moussa Mara, qui s'étaient soldés par sa lourde défaite.

TUNISIE**Le président tunisien appelle à la formation rapide du gouvernement**

Le président tunisien Kais Saïed a souligné la nécessité «d'accélérer la formation du gouvernement dans les meilleurs délais» lors d'un entretien jeudi soir avec le chef de gouvernement désigné, Elyes Fakhfakh. Selon un communiqué de la présidence tunisienne, l'entretien Saïed-Fakhfakh a porté sur les derniers développements dans le processus de formation du gouvernement, sans donner plus de détails. Fakhfakh devrait présenter, vendredi soir, le bilan de ses consultations sur la formation du gouvernement au président Kais Saïed, précise-t-on. Le président tunisien a rencontré peu auparavant, Rached Ghannouchi, président du Mouvement Ennahdha et de l'Assemblée des représentants du peuple, faisant état de sa préoccupation pour le long délai de formation du gouvernement et recommandant qu'elle soit accélérée afin qu'il puisse s'acquiescer de ses tâches.

Le président tunisien Kais Saïed a souligné la nécessité «d'accélérer la formation du gouvernement dans les meilleurs délais» lors d'un entretien jeudi soir avec le chef de gouvernement désigné, Elyes Fakhfakh. Selon un communiqué de la présidence tunisienne, l'entretien Saïed-Fakhfakh a porté sur les derniers développements dans le processus de formation du gouvernement, sans donner plus de détails. Fakhfakh devrait présenter, vendredi soir, le bilan de ses consultations sur la formation du gouvernement au président Kais Saïed, précise-t-on. Le président tunisien a rencontré peu auparavant, Rached Ghannouchi, président du Mouvement Ennahdha et de l'Assemblée des représentants du peuple, faisant état de sa préoccupation pour le long délai de formation du gouvernement et recommandant qu'elle soit accélérée afin qu'il puisse s'acquiescer de ses tâches.

TCHAD:**Les élections législatives fixées au 13 décembre**

Les élections législatives au Tchad, reportées depuis 2015, se tiendront le 13 décembre prochain, a annoncé hier la commission électorale tchadienne. L'actuelle Assemblée nationale, largement dominée par la majorité présidentielle, avait été élue en 2011 pour quatre ans mais, depuis 2015, le président du pays Idriss Déby Itno justifiait les reports successifs de scrutin essentiellement par la «menace terroriste» de Boko Haram. Le groupe terroriste nigérian multiplie depuis plusieurs années les attaques meurtrières dans la région du lac Tchad, une vaste étendue d'eau truffée d'îlots et de marécages partagée par le Tchad, le Ca-

meroun, le Niger et le Nigeria. La Commission électorale nationale indépendante (CENI) a distribué vendredi le calendrier du scrutin à la presse. Il prévoit que la campagne officielle débutera le 21 novembre.

«Je voudrais saluer le triomphe du consensus dégagé par la classe politique par rapport à la date du 13 décembre 2020», a déclaré devant la presse le premier vice-président de la CENI, Jean Luc Benoudjita. Le calendrier prévoit la proclamation de résultats «provisoire» le 27 décembre pour les sièges des 161 députés. La liste officielle et définitive des élus doit être rendue publique plus tard par la Cour suprême.

CENTRAFRIQUE:**3 morts dans un affrontement intercommunautaire dans l'extrême nord-est**

Trois personnes ont été tuées et sept autres grièvement blessées dans un affrontement interethnique survenu jeudi à une dizaine de kilomètres au nord-est de la ville centrafricaine de Birao (extrême nord-est), ont indiqué hier des sources locales. D'après l'une d'elles, cet affrontement a opposé des membres de la communauté Rounga et Sara à ceux de la communauté Kara. Selon cette même source, il s'agit d'un conflit aux origines lointaines, déjà marqué par des affrontements en juillet, septembre et décembre dernier entre le Front populaire pour la renaissance de la Centrafrique (FPRC) et le Mouvement des libérateurs centrafricains pour la justice (MLCJ), deux factions rivales de l'ancien mouvement rebelle de la Séléka. Dans un communiqué conjoint, les représentants de l'Union africaine (UA), de la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC) et de la Mission multidi-

mensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine (MINUSCA) ont condamné jeudi cette résurgence des combats et ont appelé aux belligérants du FPRC et du MLCJ que cela constituait une violation flagrante de l'accord de paix du 6 février 2019 dont ils sont signataires. Le 6 février, le président Faustin-Archange Touadéra avait déclaré que l'heure n'était plus aux simples condamnations de principe des violations délibérées et flagrantes de l'accord de paix. Pour lui, ces condamnations, ainsi que les appels à la cessation des violences, sont compris par certains groupes armés réfractaires comme une incompréhension ou une tolérance de leurs crimes et, par les populations victimes, comme une indifférence du gouvernement et de la communauté internationale vis-à-vis de leurs souffrances.

CRISE EN SYRIE : Tension entre Ankara et Moscou autour d'Idleb

La tension est montée d'un cran, mercredi entre Ankara et Moscou, après plusieurs jours marqués par des combats autour de la province d'Idleb, dans le nord-ouest de la Syrie, qui fait l'objet d'un accord de «désescalade» entre Ankara et Moscou mais la Turquie y a considérablement renforcé sa présence militaire.

Ankara «ne respecte pas les accords russo-turcs pour un cessez-le-feu» en Syrie et ne fait rien pour «neutraliser les terroristes» dans la région d'Idleb, a accusé mercredi le porte-parole du Kremlin, Dmitri Peskov. Evoquant les accords de «Sotchi» conclus entre les deux pays, il a expliqué que la Turquie avait «l'obligation de neutraliser les groupes terroristes» mais que «tous ces groupes bombardent les troupes syriennes et mènent des actions agressives contre les installations militaires russes».

«Ceci est inacceptable et va à l'encontre des accords de Sotchi», a poursuivi le porte-parole. Un accord conclu entre Ankara et Moscou dans la station balnéaire russe de Sotchi prévoyait la cessation des hostilités à Idleb, mais il a été violé de manière répétée. Sur le terrain, les affrontements ont gagné en intensité ces derniers jours à Idleb. Mardi, un hélicoptère de l'armée syrienne a été abattu par un tir de roquettes au sud-est de la ville, selon l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH), qui attribue l'attaque aux forces turques. Ankara n'en a pas revendiqué la responsabilité. Les forces syriennes ont néanmoins marqué un point important en reprenant même jour l'autoroute clé M5. L'armée syrienne s'attelle mercredi à sécuriser les environs de cet axe stratégique. Les forces gouvernementales syriennes, appuyées par l'aviation russe, ont enregistré des avancées considérables face aux groupes terroristes ces dernières semaines.

Complexité du conflit et crise inédite entre Ankara et Damas

Signe de la complexité du conflit en Syrie où plusieurs pays sont impliqués de manière plus ou moins directe, de rares affrontements ont éclaté mercredi



dans le nord-est du pays entre forces loyales au gouvernement syrien et des militaires américains dans la région, selon les médias.

Toutefois, c'est dans le nord-ouest, dans la province d'Idleb, que la situation est la plus volatile : l'armée syrienne y mène depuis plusieurs mois une offensive pour y déloger les groupes terroristes, avec l'appui de l'aviation russe. A une catastrophe humanitaire - environ 700 000 personnes réfugiées et déplacées, s'est ajoutée une crise inédite entre Ankara et Damas, après la mort de 14 soldats turcs en une semaine dans des bombardements à Idleb. Recep Tayyip Erdogan a sommé mercredi les forces du gouvernement syrien de «se retirer» de certaines positions à Idleb d'ici fin février, menaçant de les y contraindre en faisant «tout ce qui est nécessaire, sur terre et dans les airs», alors que la Syrie ne cesse de dénoncer une «agression» de l'armée turque sur son territoire. Ces derniers jours, la Turquie a considérablement renforcé sa présence militaire dans la

province d'Idleb, où l'armée syrienne et l'aviation russe ont enregistré des avancées face aux groupes terroristes ces dernières semaines. Selon la presse turque, Ankara a déployé plus de 1000 véhicules dans la province d'Idleb en deux jours.

Ankara s'intéresse de près à Idleb en raison de sa proximité avec la frontière turque, redoutant que l'offensive de Damas ne provoque un nouveau afflux de réfugiés vers la Turquie, qui accueille déjà 3,7 millions de Syriens.

La montée des tensions à Idleb a, en outre, commencé à éroder l'entente entre la Russie et la Turquie, qui, en dépit de leurs positions contradictoires sur la Syrie, ont renforcé leur coopération depuis 2016. Ankara et Moscou avaient notamment parrainé en 2018 un accord prévoyant l' cessation des hostilités à Idleb. Toutefois, le chef de la diplomatie turque a annoncé l'envoi «dans les prochains jours» d'une délégation en Russie pour essayer de trouver une «solution» à la crise d'Idleb.

HONDURAS: 4 policiers tués dans l'attaque d'une bande criminelle pour libérer un de ses chefs

Au moins quatre policiers ont été tués et quatre autres ont été blessés jeudi à Honduras dans une attaque contre un tribunal par les membres du gang ultraviolent Mara Salvatrucha (MS-13), qui ont aidé à fuir un de leurs chefs, selon les autorités locales.

L'attaque a eu lieu au moment où le meneur de la bande criminelle, Alexander Mendoza - alias El Porkys - était interrogé au tribunal de la ville d'El Progreso, à environ 140 kilomètres au nord de la capitale Tegucigalpa.

Une vingtaine de membres de la bande criminelle ont ouvert le feu contre les forces de l'ordre du cordon de sécurité, faisant quatre morts et quatre blessés parmi les policiers. Alexander Mendoza, condamné à 20 ans de prison pour l'assassinat de deux procureurs et détenu depuis décembre 2015, a réussi à prendre la fuite lors de l'attaque.

«Les organes de la sécurité de l'Etat coordonnent leurs efforts pour arrêter ce dangereux criminel», a assuré dans un communiqué le ministre de la Sécurité, qui promet une récompense d'un million de lempiras (environ 39.000 dollars) à toute personne qui fournira des informations utiles à sa capture. L'activité criminelle des gangs - qui se livrent au racket, à l'assassinat sur gages et au trafic de drogue - fait de Honduras l'un des pays les plus violents au monde, avec un taux de 44 homicides pour 100.000 habitants en 2019, selon des chiffres préliminaires de l'Observatoire de la violence de l'université nationale.

VENEZUELA: Des troupes se massent près de la Colombie pour des manœuvres

Des centaines de soldats et de miliciens, des blindés et des véhicules transportant des missiles se sont massés jeudi près de la frontière colombienne pour des manœuvres ordonnées par le président du Venezuela Nicolas Maduro.

M. Maduro avait annoncé le 9 janvier ces exercices qui vont se tenir samedi et dimanche en plusieurs endroits du Venezuela, et notamment dans le Tachira, un Etat de l'ouest du Venezuela frontalier de la Colombie. Le président chaviste avait indiqué que des manœuvres auraient aussi lieu dans au moins cinq villes vénézuéliennes, Caracas, Maracay, Valencia, Barquisimeto et Maracaibo, pour préparer leur défense face à des «agressions» potentielles des Etats-Unis. M. Maduro avait alors appelé à «être prêt» à «briser les dents de l'impérialisme» en cas d'agression contre le Venezuela, dans une allusion aux Etats-Unis. C'est un dirigeant chaviste, Freddy Bernal, qui dirigeait jeudi les préparatifs des manœuvres à la Fria, près de la frontière colombienne.

RUSSIE: Arrestation à Moscou d'un individu accusé de financement du terrorisme

Le Service russe fédéral de sécurité (FSB) a annoncé hier avoir arrêté à Moscou un individu soupçonné de collecte de fonds pour financer le groupe terroriste auto-proclamé «Etat islamique» (Daech/EI).

«L'individu âgé de 34 ans, a été arrêté pour le transfert de 25 millions de roubles à l'organisation terroriste. Il était à la tête d'un réseau de collecte de fonds et se chargeait de les envoyer au groupe terroriste», a indiqué le FSB dans un communiqué.

Le FSB a, par ailleurs, saisi chez le prévenu, des moyens de communication, des instruments de paiement et des documents confirmant ses activités illégales. Cette opération a été menée en collaboration avec le Service fédéral de surveillance financière et la Direction générale de lutte contre l'extrémisme au ministère de l'Intérieur, note la même source, ajoutant que le mis en cause est poursuivi pour assistance aux activités terroristes.

APS

L'armée reprend le contrôle d'une base militaire dans le dernier bastion terroriste à Alep

Les forces armées syriennes ont progressé hier dans le dernier bastion terroriste dans le nord-ouest avec la reprise d'une base militaire à 12 kilomètres à l'ouest de la grande ville d'Alep, a rapporté une ONG syrienne.

Les terroristes de Hayat Tahrir al-Cham (HTS, ex-branche d'Al-Qaïda en Syrie) dominent plus de la moitié de la province d'Idleb ainsi que des secteurs attenants dans celles d'Alep, de Hama et de Lattaquié.

Des groupes terroristes moins influents sont également présents dans ces zones qui constituent le dernier grand bastion terroriste échappant aux forces loyalistes syriennes dans le pays en crise depuis 2011. A la mi-décembre 2019, les forces syriennes, aidées par l'aviation russe, sont reparties à l'assaut dans la région d'Idleb. A l'issue de «violents combats» avant l'aube contre les terroristes, les forces syriennes ont repris vendredi la base 46, à 12 kilomètres à l'ouest de la grande ville d'Alep, a précisé l'Observatoire syrien des droits

de l'Homme (OSDH). Des forces turques se trouvaient sur cette base mais elles s'en sont retirées jeudi, d'après la même source. Frontalière de la Syrie, la Turquie maintient des troupes dans le nord-ouest syrien et y a envoyé des renforts ces derniers jours, selon les médias. Désormais la progression des forces armées syriennes se fait dans l'objectif d'établir «une ceinture de sécurité» autour d'une autoroute reliant Alep à la capitale Damas et reprise dans son intégralité par le pouvoir plus tôt cette semaine, a souligné le directeur de l'OSDH, Rami Abdel Rahmane.

Dans cette optique, les forces syriennes «doivent conquérir les localités d'Orum al-Kobra et de Kafr Naha», dans la province d'Alep à l'ouest de l'autoroute, a-t-il précisé. Elles se trouvent à deux km d'Orum al-Kobra. Elles sont également à moins de 5 km de la ville d'Atareb, selon l'ONG syrienne. La base militaire 46 était tombée en novembre 2012 aux mains de groupements terroristes.

USA-IRAN

Le Sénat américain adopte une résolution pour brider l'action militaire de Trump contre l'Iran

Le Sénat américain a adopté jeudi une résolution visant à limiter une action militaire de Donald Trump contre l'Iran, un nouveau camouflet pour le président américain qui devrait user de son droit de veto.

La Chambre haute du Congrès a voté à une large majorité (55 pour, 45 contre) cette résolution initiée par les démocrates et soutenue par huit élus républicains qui ont pourtant la majorité.

Le texte oblige le président à demander «un débat et un vote au Congrès», seul habilité à déclarer la guerre selon la Constitution, avant toute «guerre offensive» contre la République islamique.

Il souligne toutefois que le président garde la capacité d'engager une action militaire en cas d'attaque «imminente» contre le pays. Il doit être envoyé à la Chambre des représentants, contrôlée par les démocrates et où il a de grandes chances d'être confirmé. Donald Trump a déjà fait savoir qu'il mettrait son veto à cette résolution qui lancerait «un très mauvais signal» à Téhéran.

En 2019, le Congrès avait déjà approuvé une résolution exigeant l'arrêt du soutien américain à la coalition militaire saoudienne dans la guerre au Yémen, à l'exception des opérations visant les groupes terroristes. M. Trump y avait mis son veto.



ALGÉRIE-FRANCE

Les essais nucléaires de la France coloniale dans le Sahara algérien, «un crime contre l'humanité imprescriptible»

Les essais nucléaires menés par la France coloniale dans le Sahara algérien sont un «crime imprescriptible» contre les Algériens et contre l'humanité toute entière, on souligné jeudi les participants à un colloque organisé par le Musée national du moudjahid à l'occasion de la commémoration du 60e anniversaire des essais nucléaires français.

Le Secrétaire général du ministère des Moudjahidine et des ayants droit, Rebika Laïd a mis en avant lors de cette rencontre «l'impératif de trouver les mécanismes adéquats pour régler tous les dossiers relatifs à la mémoire nationale».

Dans son allocution d'ouverture, M. Rebika a affirmé que la question de l'indemnisation des victimes des radiations suite aux essais nucléaires dans le Sahara algérien figure parmi les dossiers dont le Gouvernement attache de l'importance pour trouver les mécanismes adéquats en vue de leur règlement, au même titre que tous les dossiers relatifs à la mémoire nationale.

Soulignant que la France coloniale avait élaboré des cartographies «pour asséoir sa mainmise sur tout le territoire et assiéger les moudjahidine», le Secrétaire général du ministère des Moudjahidine a cité «la pose de milliers de mines au niveau des zones frontalières, qui continuent à faucher des vies innocentes».

Intervenant à ce colloque, le Pr. Ammar Rakhila, historien, a rappelé «la responsabilité de la France devant le droit international» en raison des préjudices causés aux populations locales, à l'environnement notamment en ce qui concerne l'équilibre écologique en Algérie. Il a relevé la nécessité de contraindre la France par «la force de la loi» à assumer entièrement ses responsabilités, y compris en ce qui concerne les déchets radioactifs et



leurs impacts négatifs constants sur l'environnement et la santé de l'homme, proposant, enfin, «la création d'une instance chargée de l'élaboration d'un dossier intégré sur ces explosions».

A cette occasion, un film documentaire a été projeté sur les explosions et les crimes commis par le colonialisme français qui a fait usage d'armes de destruction massive

prohibées de par le monde, tels que les gaz toxiques, le napalm et les armes chimiques et bactériologiques. Le film relate les explosions nucléaires effectuées dans le Sahara algérien, au nombre de 57 entre explosions et essais nucléaires. En marge de cette conférence, une exposition de photos des explosions nucléaires montrant le désert algérien comme champ d'essais a été organisée au

Hall du Palais de la culture. La première explosion a eu lieu le 13 février 1960 à Reggan, d'une puissance allant de 60 à 70 mille tonnes de trinitrotoluène (TNT). Cette conférence a enregistré la présence de plusieurs anciens ministres, des personnalités nationales et des représentants de plusieurs autres ministères et de la société civile.

APS

PUBLICITÉ

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DE L'HABITAT DE L'URBANISME ET DE LA VILLE
OFFICE DE PROMOTION ET DE GESTION IMMOBILIÈRE DE
BISKRA

N.I.F : 001407024331969



AVIS D'ANNULATION D'ATTRIBUTION PROVISOIRE DE MARCHÉ

Conformément aux dispositions d'article 73 du décret présidentiel N° 15/247 du 16/09/2015, portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public, l'office de promotion et de gestion immobilière sis Cité "El-Amel" 1000 Logts Biskra informe l'ensemble des soumissionnaires qu'il a décidé l'annulation de:

1 - **Annulation de l'attribution provisoire de marchés:** concernant l'appel d'offre national ouvert N°04 /2017, Paru dans les journaux nationaux : AKHEBAR EL YOUM et L'HORIZONS en date du 08/01/2018 sous le n° ANEP 800357 relatif aux projets :

Projet	Attributaire provisoire
Réalisation de 20/50/2000 logts à la commune d'AIN ZAAOUT Lot N° 02 (P Q 2010-2014)	AICHE MOUSTAFA

2 - **Annulation de l'attribution provisoire de marchés:** concernant l'appel d'offre national ouvert N°08 /2019, Paru dans les journaux nationaux : EL-WASSAT et DK NEWS en date du 23/12/2019 sous le n° ANEP 1916027695 relatif aux projets suivants :

Projet	Attributaire provisoire
Achèvement de réalisation de 35/120/500/5500 logts à la commune d'OULED DJELLAL Lot N° 11 (P Q 2010-2014)	MEHANNI BENHOUILI
Achèvement de réalisation de 16/30/60/5500 logts à la commune d'OUMECHÉ Lot N° 01 (P Q 2010-2014)	HAMDI ER HASSAN
Achèvement de réalisation de 14/30/60/5500 logts à la commune d'OUMECHÉ Lot N° 02 (P Q 2010-2014)	SAMAOUNE A KADER
Achèvement de réalisation de 20/30/60/5500 logts à la commune d'OUMECHÉ Lot N° 03 (P Q 2010-2014)	MEDJIR ZAITOUNI

Conformément aux dispositions d'article 82 du décret présidentiel N° 15/247 du 16/09/2015, portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public, les soumissionnaires qui souhaitent prendre connaissance des motifs de cette annulation, sont appelés à se rapprocher de l'office de promotion et de gestion immobilière sis Cité "El-Amel" 1000 Logts Biskra, au plus tard trois (3) jours à compter du premier jour de la publication de l'annulation, pour leur communiquer les résultats, par écrit.

Le soumissionnaire qui conteste l'annulation, peut introduire un recours, auprès de la commission des marchés publics de l'OPGI de la Wilaya de Biskra, dans les dix (10) jours à compter de la première publication de l'annulation, dans le bulletin officiel des marchés de l'opérateur public (BOMOP) ou dans les quotidiens nationaux.

Si le dixième jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, la date limite pour introduire un recours est prorogée au jour ouvrable suivant.

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA DE: SKIKDA
DAIRA :EL-HARROUCH
COMMUNE :EL-HARROUCH
BUREAU DES: MARCHÉS
N° :.../2020

AVIS D'INFRUCTUOSITÉ

NIF/APC : 098421165163815

Conformément aux dispositions des articles 40, 72 du décret présidentiel N°: 15/247 du 16/09/2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public.

Le président de l'assemblée populaire communale d'El-Harrouch informe l'ensemble des soumissionnaires des résultats de l'appel d'offres ouvert avec exigence de capacités minimales N° 03/SM/2020 paru dans le quotidien national (الحياء):22/01/2020 et DK NEWS: 25/01/2020).

L'infructuosité de l'opération suivant :

* Réhabilitation de la route entre cité Boussoufa et la route de Emjez-Edchich

(2ème tranche)

* Réhabilitation Travaux d'amélioration urbaine au niveau du Lotissement N° 07 Commune d'EL HARROUCH

Lot : Voirie

MUSIQUE

Une pléiade d'artistes célèbre à Alger la Journée mondiale de la Radio

Des chanteuses et des chanteurs de différentes régions d'Algérie, ont animé, jeudi soir à Alger, un concert de musique prolifique, en célébration de la Journée mondiale de la Radio, devant un public nombreux.

Célébrée le 13 février de chaque année, la Journée mondiale de la Radio, proclamée en 2011 par les Etats membres de l'Organisation des Nations unies pour l'Education, la Science et la Culture (Unesco) et adoptée une année plus tard par l'Assemblée générale des Nations unies, a été placée en 2020, sous le signe de la diversité, à travers l'intitulé de, «Radio and Diversity».

Le public de l'Auditorium Aissa-Messaoudi de la Radio algérienne, a ainsi pris part, deux heures et demie durant, à un voyage onirique, à travers une vingtaine de pièces de différents genres musicaux, brillamment rendus par une dizaine d'artistes, dans une ambiance de grands soirs. Re-transmis en direct sur les ondes des radios algériennes nationales et locales de différentes langues, ainsi que sur le petit écran de la télévision nationale, le concert, riche en couleurs, a réuni de jeunes artistes, aux diverses expériences et aux parcours différents, au plaisir d'un public conquis.

Les chanteurs, Zohir Mazari, Amira Debache, Fayçal Rayan, Djamilia Mansouri, Bilal Annou, Djahida, Yahia El Khencheli et Brahim Chaoui, Ziane Ouissi ou Khelifi Ziane ainsi que les grands, Boualem Chaker et Nardjess, se sont succédé sur scène, faisant montre, avec leurs voix présentes et étouffées, de leurs talents respectifs.

Interprétant des chansons, dans les registres, chaâbi, m'zabi, raï, tergui, chenoui (Tipaza), wahrani, chaoui, Bedoui, kabyle et hawzalgérois, les artistes ont mis en valeur la profondeur et la richesse d'une partie du patrimoine musical algérien.

Soutenus par douze instrumentistes vir-



tuoses de l'Orchestre de la Radio algérienne, dirigé par Sid Ahmed Fellah, les solistes ont rendu, entre autres pièces, «Sali trach qalbi yaâtik kh'barou», «Nani medden», «Anahali», «wa letkline sellan sellan», «Yellis netmourth'inou», «Wahran, wahran», «Akred anoukir», «Ma tebkih ya Djamilia», «Galbi l'fakkarâorban», «Allah, Allah ideflawen» et «Ana qalbi k'dha aâliya». Les variations modales et rythmiques, la richesse mélodique, la densité des textes dans leur dimension poétique et esthétique que recèle le terroir de la chanson algérienne, ont permis à l'assistance plusieurs escalas artistiques organisées en «parfaite adéquation avec le

thème retenu pour la célébration de cette journée», a expliqué le directeur de production de la chaîne II, Smail Khechni. En présence du ministre conseiller de la communication, porte-parole officiel de la présidence de la République, Belaid Mohand Oussaid, directeur général de la Radio algérienne, Djamel Senhadri et quelques directeurs de chaînes de la Radio nationale, le public, entre cadences binaire et ternaire des genres, kabyle, chaoui et Bedoui, et doucement mineur, Raml el Maya et les gammes pentatoniques des registres M'zab et Tergui, a savouré tous les instants de la soirée dans l'allégresse et la volupté.

«La diversité culturelle et la profondeur du champ historique de l'Algérie doivent inspirer chez la génération montante orgueil et fierté à l'égard de la Patrie», a déclaré Belaid Mohand Oussaid, à l'issue de la célébration. Sous l'égide du ministre conseiller de la communication, porte-parole officiel de la présidence de la République, Belaid Mohand Oussaid, et du ministre de la Communication, porte-parole du gouvernement, Ammar Belhimeur, le concert de musique, célébrant la Journée mondiale de la Radio, a été organisé par la Radio algérienne, en collaboration avec l'Office national de la Culture et de l'Information (Onci).

THÉÂTRE

Hommage à Azzedine Medjoubi 25 ans après sa disparition

Un vibrant hommage a été rendu jeudi à Alger à l'homme de théâtre Azzedine Medjoubi, à l'occasion de la 25^e commémoration de son assassinat le 13 février 1995, par une représentation de la pièce de théâtre «El Hafila Tassir 2», un spectacle inscrit dans la continuité de l'œuvre de ce monument du quatrième art algérien. Présentée au Théâtre national Mahieddine-Bachtarzi, «El Hafila Tassir 2» est un monodrame, inspiré de «Hafila Tassir», écrit et interprété par Tarek Nasser et produit par l'Association de théâtre des artistes libres» de Azzaba, la ville qui a vu grandir Azzedine Medjoubi. Dans un espace scénique ouvert et dénué de décor, Tarek Nasser joue le rôle de Cherif Zaouali, personnage incarné par Azzedine Medjoubi dans les années 1990, qui lui aussi se retrouve devant le juge pour avoir détourné un autobus vers l'hôpital où son épouse enceinte lutte contre la mort.

Le jeune homme raconte son histoire d'amour avec Wafa, sa modeste condition, comme celle de son père, et son refus de voir son épouse mourir dans un hôpital comme sa mère Djamilia incarnée dans la pièce originale par Dalila Hellilou. Si le contexte de la pièce reste inchangé, Tarek Nasser propose une actualisation du quotidien du citoyen de mo-



deste condition qui «peine à accéder à son droit au soins, au travail ou au logement» et qui finit par «connaître le même sort que ses parents» trente ans plus tôt. En plus d'avoir repris des répliques du dialogue de cette pièce mise en scène par Ziani Cherif Ayad et adaptée du roman «Le voleur d'autobus» de l'Egyptien Ihsan Abd Al Quddous, «El Hafila Tassir 2» intègre également des passages audio de la version de Azzedine Medjoubi. Assassiné par des terroristes le 13 février 1995 à Alger, à la porte du Théâtre national Mahieddine-Bachtarzi dont il était directeur, Azzedine Medjoubi avait marqué les planches par sa présence et ses brillantes prestations en tant que comédien et metteur en scène contribuant pendant trente ans à l'épanouissement de la culture et au développement du théâtre algérien. Assassiné à l'âge de 49 ans, Azzedine

Medjoubi qui compte à son actif de grandes œuvres, avait campé des rôles dans plusieurs pièces comme «Bab El Foutouh» et «Galou Laarab Galou» en plus d'avoir mis en scène «Ghaboul Lefkar» et «Aâlem el Baouch» primée au Festival de Carthage (Tunisie). Il avait aussi tenté l'expérience du théâtre indépendant en créant en 1990 la compagnie «Masrah El-Qalâa» avec des compagnons de route comme Sonia, Sakina Mekkiou de son vrai nom, M'hamed Benguettaf, et Ziani Cherif Ayad. En plus de ce riche parcours sur les planches, Azzedine Medjoubi avait investi le grand écran dans des productions comme «Journal d'un jeune travailleur» de Mohamed Itfissane, «automne 1988» de Malik Lakhdar Haminaou encore «Youcef ou la légende des sept dormants» de Mohamed Chouikh.

APS

TIZI-OUZOU :

Hommage aux pionniers de la radio nationale d'expression kabyle

Un émouvant hommage a été rendu jeudi à Tizi-Ouzou aux pionniers, hommes et femmes, ayant marqué l'histoire de la radio nationale d'expression kabyle, lors d'une rencontre autour du livre du journaliste Bacha Boukhalifa, «Chfawat n radio n-teqbaylit» (souvenir de la radio Kabyle).

L'existence même de cette chaîne de radio en langue kabyle était «une résistance qui avait son poids dans le contexte de la réalité coloniale de l'époque», ont soutenu à l'unanimité les intervenants à cette rencontre organisée à l'occasion de la journée mondiale de la radio, en évoquant les pionniers de la radio d'expression kabyle qui remonte au début des années 1920 du siècle dernier. «C'est une infime reconnaissance aux patriotes de ces hommes et ces femmes et à leurs efforts inestimables pour la préservation et le développement de la culture et de la langue kabyle à travers le support médiatique qui était le plus accessible à l'algérien par les temps passés», a considéré M. Bacha lors de son allocution.

L'opus de 290 pages écrit en kabyle rapporte la transcription d'un entretien d'interviews radio-phoniques avec des anima-

teurs et journalistes dont le parcours et la carrière se confondent avec l'Histoire de la radio nationale d'expression kabyle, à l'exemple d'Arab Ferroujja, Chikh Noureddine, Zina Kediem, Amar Ouyakoub, Malek Ouari, Ali Lamrani et d'autres.

L'idée, a-t-il précisé, avait germé au début des années 90, à la faveur de la création du département de langue et culture amazighe (DLCA) à l'Université Mouloud Mammeri (UMMTO) pour répondre à la demande des étudiants venant chercher des archives de la radio pour leurs travaux de mémoire et de recherche.

«Nous avons décidé, Mohamed Guerfi et moi-même de répondre à cette sollicitation en constituant d'abord un fond documentaire pour la radio et aussi de le transcrire. Mais les événements tragiques vécus par le pays à l'époque ont mis en veilleuse le projet jusqu'en 2001, date à laquelle nous avons repris l'idée et réalisé les premiers entretiens», raconte-t-il. Après un retour d'écoute intéressant à la diffusion de l'émission du même intitulé, «Chfawat n radio n-teqbaylit», il y a eu le retour à l'idée première qui était de produire un support écrit

et nous avons alors opté pour la transcription des entretiens en Kabyle pour être plus fidèle à leur contenu plutôt que de procéder à un travail de traduction vers une autre langue, qui aurait pu altérer le sens», a précisé M. Bacha.

Des témoignages sur le lien «très fort» entre la femme kabyle et la radio ont été, également, produits lors de cette rencontre par Bouguerrouh Djamilia et Djida Thamechtoth, anciennes journalistes et animatrices de la radio. La femme algérienne, ont-elles témoigné, «s'est émancipée grâce à la radio qui à son tour a beaucoup bénéficié de l'apport de la femme qui par son courage, sa voix et son désir de réussite lui a beaucoup donné». Elles ont, à l'occasion, rendu un vibrant hommage à Madame Lafarge qui a été à l'origine de la présence et l'émergence de la femme à la radio, ont-elles soutenu. La rencontre a été aussi marquée par une exposition sur la thématique et une séance de témoignages en hommage à M. Bacha par une pléiade d'anciens animateurs et journalistes de la chaîne II, à l'instar de Saïd Mariche, Djamilia Bouguerrouh, Djida Thamechtoth, Mohamed Guerfi, Madjid Bali, Saïd Smail.

SPORT MILITAIRE

Près de 1200 participants au cross de la journée internationale des sports militaires

Quelque 1.200 athlètes de différents âges et grades, issus des unités militaires de la 4^e Région Militaire (4^e RM) à Ouargla, ont pris part au cross de la journée internationale des sports militaires «L'amitié par le sport», jeudi au complexe sportif régional de la 4^e RM.

Cette manifestation sportive, dont le coup d'envoi a été donné au nom du commandant de la 4^e RM par le commandant régional de la défense aérienne à la 4^e RM, le général Assem Bouakkez, s'est déroulée sur un parcours de 5 km dans de bonnes conditions d'organisation.

Une manifestation sportive similaire a été organisée à la 6^e Région Militaire à Tamanrasset où se sont mesurés les athlètes des différentes unités militaires sur un itinéraire de 8 km sur la route menant vers la région de l'Assekrem.

JUDO:

Le MJS sollicité pour régler le bras de fer entre la Ligue oranaise et la FAJ

Le président de la Ligue de judo de la wilaya d'Oran, Khaled Brahmî a appelé, jeudi, les services du ministère de la Jeunesse et des Sports (MJS) à le «rétablir dans ses droits», qualifiant d'«illégal» le gel des activités de son instance par le président de la Fédération algérienne de judo (FAJ).

«On m'a injustement empêché d'organiser l'assemblée générale de la ligue de wilaya que j'avais programmée pour novembre passé, après la décision de geler mes activités.

J'estime qu'il s'agit d'une décision illégale et injustifiée», a déclaré à l'APS M.Brahmî, qui exerce également les fonctions de président de la Ligue régionale.

Cette situation a plongé le judo oranais dans la confusion, notamment après la programmation par la Ligue régionale du championnat régional des juniors (garçons et filles) samedi à Es-senia, alors qu'en même temps, le directeur désigné par la FAJ pour gérer les affaires de ladite ligue a programmé la même compétition, qualificative au championnat national, à Gdyl.

«C'est le judo oranais qui est tout simplement pris en otage, au moment où cette discipline est en train de réaliser un saut qualitatif, comme l'attestent les résultats réalisés par nos judokas aussi bien sur le plan national qu'international, dont les derniers en date, les 11 médailles dont trois en or récoltées par nos clubs lors du récent championnat d'Algérie des Cadets à Sétif», a-t-il souligné.

Il a fait savoir, en outre, qu'il a adressé une requête aux services du MJS appuyée par une motion de soutien signée par 48 clubs sur 50 affiliés à sa structure et qu'il devra rencontrer, au cours de la semaine prochaine, le secrétaire d'Etat chargé du sport d'élite, Noureddine Morcelli.

Réagissant aux informations le donnant comme potentiel candidat à la présidence de la Fédération algérienne de judo et qui seraient derrière la détérioration de ses rapports avec l'actuel patron de cette instance, Rachid Laras, le même interlocuteur a nié toute ambition dans ce sens.

«Mon ambition majeure est de poursuivre mon programme de relance du judo oranais et qui commence à donner ses fruits à travers les résultats réalisés dans les différentes compétitions nationales et internationales, et placer le maximum d'athlètes oranais au sein des sélections nationales, notamment en prévision des Jeux méditerranéens de 2021 qui auront lieu à Oran», a-t-il précisé.

Contacté plusieurs fois par l'APS pour avoir sa version des faits, le président de la FAJ Rachid Laras était injoignable.

APS

TENNIS / CHAMPIONNATS D'AFRIQUE «JUNIORS» : L'Algérienne Ines Bekrar sacrée championne

La jeune tennismen algérienne Ines Bekrar, 17 ans, a remporté hier, le Championnat d'Afrique des juniors U18, en s'imposant en finale à Pretoria (Afrique du Sud), devant l'Égyptienne Yasmin Ezzat par deux sets à zéro (2-0).

La jeune algérienne, vice-championne d'Algérie des seniors, a remporté le premier set 6-4, avant de s'imposer au second, sur le même score 6-4.

«En cette heureuse occasion, je tiens à féliciter la joueuse Ines Bekrar qui a remporté le titre brillamment en présence des meilleures joueuses du continent africain. Elle s'est donnée à fond depuis l'entame de la compétition pour atteindre le sommet de l'Afrique.

Je profite de l'occasion pour saluer le Centre international ITF de Casablanca (Maroc, ndlr) qui joue un grand rôle dans la formation de Bekrar et son suivi.

C'est une grande satisfaction pour le tennis et le sport algérien en général», a déclaré à l'APS, le Directeur technique national (DTN) de la Fédération algérienne de tennis (FAT), Mohamed Bouchabou.

Bekrar, tête de série N7, a réalisé un parcours «sans faute» depuis le coup d'envoi de ce rendez-vous africain.

Au premier tour, elle



avait dominé la Sud-Africaine Kelly Arends 6-3, 6-2, avant de s'imposer au second tour face à la Camerounaise Anna Lorie Lemongo Tombou 7-5, 6-2.

Lors des quarts de finale, l'Algérienne a battu la Marocaine Aya El Aoumi 6-3, 7-5, puis l'autre Marocaine Yasmine Kabbaj, tête de série N.1, en demi-finale (6-2, 6-3). Dans le tableau double,

Bekrar et la Tunisienne Wiem Boubaker avaient été éliminées en quarts de finale par la paire composée de la Camerounaise Anna Lorie Lemongo Tombou et la Nigérienne Barakat Oyinlomo, en deux sets (6-2, 7-5). Chez les garçons, l'Algérien Samir Hamza-Reguig avait été éliminé lundi au premier tour après sa défaite face au Malgache

Toky Ranaivo en deux sets (6-1, 6-2). Idem pour son parcours en double, où il a été écarté par le Tunisien Wissam Abderrahman au premier tour par les Sud-Africains Damien Nezar et Andreas Scott au super tie-break 10-5 (6-1, 5-7). La compétition s'est déroulée sur les courts en surface rapide du Tukssport Campus de Hatfield, à Pretoria.

OPEN DES ÉCHECS À BISKRA : 59 participants en lice

Le tournoi national de jeu d'échecs s'est ouvert jeudi à la maison de la culture Ahmed Réda Houhou de Biskra mettant en lice 59 échéphiles venus des quatre coins du pays.

La compétition qui s'inscrit dans le cadre de la célébration de la journée nationale du chahid (18 février) se déroulera en plusieurs rounds durant

lesquels s'affronteront les échéphiles venus de 16 wilayas du pays, a indiqué Zakaria Adili, président de la section de jeu d'échecs au club US Biskra, organisateur du tournoi. Cette manifestation, qui n'a pas eu lieu à Biskra depuis 20 ans, permettra aux participants de mesurer leurs capacités compétitives et de relancer la pratique de cette

discipline dans la wilaya, selon la même source. Les joutes se dérouleront en 7 rounds dont 2 durant la première journée, 2 durant la seconde et 2 durant la troisième et ultime journée.

Le tournoi est organisé par la Fédération algérienne de jeu d'échecs, la ligue de wilaya de jeu d'échecs et l'US Biskra.

JOURNÉE INTERNATIONALE DU SPORT MILITAIRE À CONSTANTINE : Près de 500 athlètes au cross de l'amitié

Près de 500 coureurs ont pris part à la journée internationale du sport militaire «l'amitié par le sport», organisée jeudi à l'Unité de maintenance et de rénovation (URM) de la commune d'El Khroub (Constantine).

Le coup d'envoi de cette compétition a été donné par le chef d'état-major de la 5^e région militaire, le général Abdelhakim Merghni, qui a prononcé une allocu-

tion au nom du commandant de la 5^e RM, soulignant «l'importance de cette activité sportive dans la préparation physique et la résistance des éléments de l'ANP».

«Le sport auquel le Haut commandement de l'ANP accorde un intérêt important est primordial dans la préparation au combat», a-t-il ajouté, assurant que «tous les moyens néces-

saires sont mobilisés pour promouvoir sa pratique et accroître le niveau de la préparation physique».

La compétition consistant en un cross sur une distance de 5.000 mètres à l'intérieur de l'enceinte militaire, a été remportée par le Djoundi contractuel Boualem Chebchoub du 95^e Groupe de transmission de la 5^e RM, suivi du caporal contractuel Fouad Mâalem

de l'établissement militaire de prévention et de rééducation relevant de la 5^e RM et du Djoundi contractuel Amine Tabti du siège général de la 5^e RM.

Chez les femmes, la victoire est revenue au sous-lieutenant Zineb Zerka du 5^e commandement régional de la Gendarmerie nationale, suivie du lieutenant Tafate Chentoufi et de l'adjudant Fouzia Araibia.

BADMINTON / CHAMPIONNAT D'AFRIQUE (PAR ÉQUIPES) : L'Algérie décroche l'or

La sélection algérienne de badminton (messieurs) a décroché la médaille d'or de l'épreuve par équipes du Championnat d'Afrique 2020, en s'imposant devant son homologue mauricienne sur le score de 3 à 2, en finale disputée jeudi au Caire (Égypte).

La paire composée de Mohamed Abderrahim Belarbi et Adel Hamek a donné la victoire à l'Algérie en remportant le dernier match décisif (22-20, 21-16), en 54 minutes de jeu.

L'équipe algérienne, qui a battu l'Afrique du Sud en demi-finale (3-0),

avait terminé en tête du groupe A du premier tour en remportant ses trois premiers matchs de la compétition contre respectivement la Tunisie et l'Ouganda sur le même score (5-0) et Maurice (4-1).

De son côté, la sélection féminine a terminé à la 2^e place de l'épreuve par équipes après sa victoire sur l'Afrique du Sud (5-0) mercredi.

Elle compte à son actif une autre victoire mardi devant Maurice (3-2), contre une défaite lundi sur le même score face à l'Égypte, sacrée cham-

pionne d'Afrique chez elle. L'Algérie prend part au Championnat d'Afrique seniors (dames et messieurs), qui se déroule du 10 au 16 février, avec l'ambition de garder son titre chez le double garçons avec, à la clé, une qualification aux Jeux olympiques-2020 de Tokyo.

Vendredi verra le début des épreuves individuelles qui s'étaleront jusqu'au 16 février. Le prochain championnat d'Afrique récoltera 6.000 points, ce qui le hissera davantage au classement mondial et lui permettra de valider son ticket pour les JO de Tokyo.

LIGUE 1 (18^E JOURNÉE) MC ALGER-JS SAOURA: Le «Doyen» en quête de renouveau

La 18e journée du championnat de Ligue 1 de football débutera samedi avec le match avancé mettant aux prises à Alger le MCA à la JS Saoura, avant de se poursuivre 48 heures plus tard avec le déroulement des 7 autres rencontres, dont l'affiche CS Constantine - MC Oran.



Le MCA (3e - 27 pts), éliminé de la Coupe arabe des clubs champions en dépit de son inutile exploit à Casablanca face au Raja (1-0) en quart de finale (retour) de la compétition, n'a plus qu'un seul objectif à viser cette saison, à savoir le championnat, après avoir été écarté aussi de la Coupe d'Algérie par les amateurs du WA Boufarik en 16es de finale.

Sa reprise nationale devant la JSS (8e - 23 pts) coïncidera avec la venue d'un nouveau coach, en l'occurrence Nabil Neghiz, en remplacement du

Français Bernard Casoni, limogé en décembre dernier, mais aussi de Mohamed Mekhazni, qui a assuré le «difficile intérim» avec des résultats en dents de scie.

«Ma première mission consiste à remettre l'équipe sur les bons rails», a résumé l'ex-sélectionneur adjoint des «Verts» lors de sa présentation à la presse.

Les Mouloudéens sont dans l'obligation de gagner, afin de réduire leur retard de six points qu'ils accusent actuellement sur le leader, le CR Belouizdad. De son côté, la

JSS, qui a engrangé quatre points lors de la phase «retour», compte exploiter l'absence du public en raison de la sanction du huis clos infligée par l'instance disciplinaire de la Ligue de football professionnel (LFP) au MCA, pour s'assurer les 3 points de la victoire et surtout prendre sa revanche sur la défaite (1-0) concédée au match aller à Béchar. Cette rencontre permettra à Nabil Neghiz de retrouver son ancienne équipe qu'il avait dirigée de mars 2018 à janvier 2019, avec à la clé une place de vice-champion d'Algérie.

Le programme

Programme des rencontres comptant pour la 18e journée du championnat de Ligue 1 de football, prévues samedi et lundi :

Samedi :

MC Alger - JS Saoura (16h00, à huis clos)

Lundi :

AS Aïn M'lila - USM Alger (15h00)

ES Sétif - CA Bordj Bou Arréridj (16h00)

ASO Chlef - US Biskra (17h00)

USM Bel-Abbès - NC Magra (17h00)

CS Constantine - MC Oran (17h00)

JS Kabylie - Paradou AC (17h00)

CR Belouizdad - NA Hussein-Dey (18h45)

Classement : Pts J

- 1). CR Belouizdad 33 17
- 2). JS Kabylie 28 17
- 3). MC Alger 27 16
- 4). CS Constantine 26 17
- 5). USM Alger 24 17
-). ES Sétif 24 17
-). MC Oran 24 17
- 8). JS Saoura 23 17
- 9). AS Aïn M'lila 22 17
-). USM Bel-Abbès 22 17
-). CABB Arréridj 22 17
- 12). Paradou AC 21 16
-). ASO Chlef 21 17
- 14). NC Magra 18 17
- 15). NA Hussein-Dey 15 17
- 16). US Biskra 15 17.

LIGUE 1 : Éliminé en coupe d'Algérie, vers une nouvelle saison ratée au MC Oran

Le MC Oran devra encore patienter pour renouer avec les titres qui lui furent depuis 1996 après son élimination jeudi en huitièmes de finale de la Coupe d'Algérie sur le terrain du WA Boufarik (2-0), pensionnaire de la Division nationale amateur de football.

Cette élimination a plongé le club dans la déception, vu les gros espoirs qui étaient placés sur cette épreuve pour permettre à la ville d'El Bahía de goûter à nouveau à la joie des consécutions, après 23 ans de la dernière Coupe d'Algérie remportée par les "Hamraoua".

En quittant l'épreuve populaire, le MCO risque aussi de sortir bredouille d'une autre saison.

Les chances de l'équipe de jouer la carte du titre étant très minimes, est-t-on dans l'entourage du club.

Le directeur général et premier responsable technique du MCO, Si Tahar Chérif El Ouezani, a justifié la défaite de Boufarik par des "erreurs individuelles des joueurs".

"Pourtant, nous avons mis en garde nos joueurs contre le danger que pourrait venir des balles arrêtées dans lesquelles excelle l'adversaire, mais en vain", a regretté le champion d'Afrique avec la sélection algérienne en 1990, à l'issue du match.

Les Oranais étaient pourtant avertis aussi par l'élimination du MC Alger, un autre pensionnaire de la Ligue 1, par le même adversaire lors du précédent tour.

Mais cela n'a pas aussi empêché les gars d'El Bahía de passer à la trappe.

Un état de fait qui a suscité la colère des supporters locaux, avides de retrouver



la joie après plusieurs années de disette.

Les jours à venir risquent ainsi d'être très chauds dans les fiefs du MCO qui l'attend un périlleux déplacement à Constantine pour affronter l'équipe locale lundi prochain dans le cadre de la 17e journée du championnat où les protégés de Chérif El Ouezani pointent à la huitième place accusant un retard de neuf points sur le leader le CR Belouizdad.

Les Oranais devraient ainsi se consacrer au championnat avec comme objectif d'éviter toute mauvaise surprise en fin de saison, prévient-on encore dans l'entourage du club, surtout que les choses ne fonctionnent pas comme il se doit sur les plans administratif et financier.

À ce propos, un nouveau rendez-vous est donné pour la fin de la semaine pour les membres de l'Assemblée générale

des actionnaires pour enfin remettre de l'ordre dans la société sportive par actions du club. Cette dernière souffre de beaucoup de dysfonctionnements ayant conduit la direction nationale de contrôle de gestion (DNCG) relevant de la fédération algérienne de football, à adresser des mises en demeure à son encontre pour lui transmettre ses bilans financiers au titre des exercices précédents ainsi que d'autres pièces administratives.

Mais comme les dissensions marquent les relations entre les actionnaires de cette société, c'est le club qui risque d'en faire les frais, surtout qu'il est censé répondre au nouveau cahier de charge élaboré par la DNCG avant juillet prochain pour obtenir la licence professionnelle lui permettant d'évoluer parmi l'élite, la saison prochaine, souligne-t-on.

LIGUE 2 (19^E JOURNÉE) : L'AS Khroub veut surprendre le leader

L'AS Khroub se rendra samedi chez le leader de la Ligue 2, l'Olympique Médéa, en proie à une crise financière ayant poussé son entraîneur à la démission, avec l'objectif de le surprendre, tandis que le dauphin WA Tlemcen devrait évoluer sur du velours en accueillant le DRB Tadjenanet, à l'occasion de la 19e journée.

Bien qu'il devra évoluer en déplacement, l'ASK (6e) compte profiter de la mauvaise passe que traverse l'OM, sans entraîneur depuis le départ de Chérif Hadjar, pour revenir avec un résultat positif.

La crise financière qui étouffe l'OM depuis l'entame de la saison a atteint son paroxysme au cours des dernières semaines, poussant plusieurs joueurs-cadres à se lancer dans un mouvement de grève pour revendiquer leur dû.

Médéa a d'ailleurs joué avec les réserves le week-end dernier à Béjaïa, où elle a été battue par le MOB qui n'en demandait pas autant (2-0).

De son côté, le DRBT (11e), qui semble en nette perte de vitesse en ce début de la phase retour, comme en témoigne la raclée prise le week-end dernier chez l'ASK (4-0), devrait être à la portée du WAT, décidé à faire le maximum pour se racheter de son dernier revers chez l'Amel Boussaâda (3-0).

Cette 19e journée, prévue samedi et mardi, s'annonce à l'avantage de la JSM Béjaïa (premier club non reléguable) qui, après son précieux succès chez l'ASM Oran (2-1), aura la chance de recevoir le MC Saïda (11e), avec la possibilité de le dépasser au classement en cas de victoire.

Même la lanterne rouge, l'USM El Harrach, auteur d'une importante victoire à domicile contre le RC Relizane (1-0), tentera de grignoter des points lors de cette 19e journée, à l'occasion de son déplacement chez le MC El Eulma (9e), battu samedi passé par la JSM Skikda (2-1).

Un résultat qui avait permis à la JSMS de se hisser à la troisième marche du podium qu'elle pourrait d'ailleurs consolider samedi, si elle parvient à bien négocier son déplacement à Arzew (avant-dernier).

En raison de leur engagement en Coupe d'Algérie, l'USM Annaba, le RC Arbaâ et l'ASM Oran ne joueront que mardi leur match de championnat contre respectivement le RC Relizane, le MO Béjaïa et l'Amel Boussaâda.

Le programme

Samedi :

OM Arzew - JSM Skikda (15h00)

JSM Béjaïa - MC Saïda (15h00)

Olympique Médéa - AS Khroub (15h00)

WA Tlemcen - DRB Tadjenanet (15h00)

MC El Eulma - USM El Harrach (17h00)

Mardi :

RC Relizane - USM Annaba (15h00)

RC Arbaâ - MO Béjaïa (15h00)

Amel Boussaâda - ASM Oran (15h00)

Classement :

- | Classement : | Pts | J |
|---------------------|-----|----|
| 1). O. Médéa | 35 | 18 |
| 2). WA Tlemcen | 32 | 18 |
| 3). JSM Skikda | 30 | 18 |
| 4). RC Arbaâ | 29 | 18 |
| 5). RC Relizane | 28 | 18 |
| 6). ASM Oran | 26 | 18 |
| →). AS Khroub | 26 | 18 |
| 8). USM Annaba | 25 | 18 |
| 9). MC El Eulma | 24 | 18 |
| 10). A. Boussaâda | 23 | 18 |
| 11). DRB Tadjenanet | 21 | 18 |
| →). MC Saïda | 21 | 18 |
| 13). MO Béjaïa | 20 | 18 |
| →). JSM Béjaïa | 20 | 18 |
| 15). OM Arzew | 19 | 18 |
| 16). USM El Harrach | 16 | 18 |

COUPE D'ALGÉRIE : (16E ET 8E DE FINALES): Le WAB et l'ASMO tombeurs des grands, le CRB (tenant) éliminé

Le WA Boufarik (division amateur) et l'ASM Oran (Ligue 2), ont été les héros des doubles tours de la Coupe d'Algérie de football (8e et 16e), disputés jeudi, en s'imposant devant le MC Oran et l'USM Alger, qui quittent prématurément cette épreuve populaire en compagnie du détenteur du trophée le CR Belouizdad et l'AS Ain M'lila, éliminés par leurs pairs de Ligue 1.

Au total, neuf pensionnaires de la Ligue 1 se retrouvent déjà sur le tapis pour l'édition, 2019-2020, auxquels se joindra un dixième en soirée (ES Sétif ou CS Constantine).

C'est le WA Boufarik, leader de la division amateur (Groupe Centre) qui a réalisé un retentissant exploit aux dépens du MC Oran (2-0) sur un doublé de Khettab (45+1 et 54).

Le représentant de la Mitidja, tombeur au tour précédent du MC Alger, est en passe de réaliser une saison exceptionnelle avec son probable accession en Ligue 2, et son parcours jusque-là sans faute en Coupe.

La surprise des 8e est venue de Biskra, avec la sortie du tenant du trophée, le CR Belouizdad éliminé par l'USB qui a mis fin au rêve des Belouizdadis de s'octroyer un 9e trophée.

L'attaquant Djaabout n'a pas raté l'occasion de transformer en but, le penalty sifflé par l'arbitre à la 38e minute.

Les Biskris, lanterne rouge de Ligue 1 avec le NA Hussein-Dey, sont en train de compenser leurs piètres prestations en championnat, par un joli parcours en Coupe, avec l'intention d'aller le plus loin possible.

Le CABB Arreridj a également réalisé une belle performance en allant battre l'AS Ain M'lila (3-1), répétée intraitable sur son terrain.

Les Bordjis ont pris la mesure de leurs adversaires en 1re mi-temps (2-0) avant de porter le coup de grâce en 2e période.

L'USM Bel-Abbes, détenteur de l'édition 2018, a sué sang et eau pour venir à bout de l'USM Annaba (1-0) sur une réalisation de Bouguettaya (61e).

Enfin, l'A.

Boussaâda (L.2) a tiré profit de l'avantage du terrain pour battre petitement (1-0) le RC Arbaa du même palier, grâce à Ghezala (44e).

L'ABS sera avec le WAB les deux seuls clubs des paliers inférieurs présents aux quarts. L'autre héros de la Coupe, n'est autre que l'ASM Oran qui a sorti un véritable spécialiste de la Coupe, en l'occurrence l'USM Alger en match retard des 16e de finale.

Ben Rokia (54e minute) a mis fin aux espoirs des «Rouge et Noir» de sauver leur saison.

Les «Asémistes» seront les dignes représentants de la ville d'Oran après l'élimination du MCO, en affrontant au 8e, leurs voisins de l'ASO Chlef à Oran même. Le Paradou n'a éprouvé aucune peine pour venir à bout du MC El-bayadh (5-0) en match retard des 1/16es de finale.

La formation de la division inter-régions (Sud-Est) n'a résisté qu'une mi-temps (1-0) avant de s'effondrer en 2e période, en payant «cash» la fatigue engendrée par un déplacement à Alger en «taxi».

Les Camarades du buteur Bouzouk, rencontreront en 8eme un autre représentant de la Ligue inter-Régions, à savoir l'ES Guelma (groupe Est).

Résultats des matches de jeudi

Résultats partiels des 8e de finale et des matches en retard des 16e de finale de la Coupe d'Algérie de football, disputés jeudi :

1/8 de finale :

WA Boufarik - MC Oran	2-0
Amel Boussaâda - RC Arbaâ	1-0
AS Ain M'lila - CA Bordj Bou Arreridj	1-3
US Biskra - CR Belouizdad	1-0
USM Bel-Abbes - USM Annaba	1-0
ES Sétif - CS Constantine	2-1

Matches en retard des 1/16 de finale:

ASM Oran - USM Alger	1-0
Paradou AC - MCB El Bayadh	5-0

1/8 de finale (matches reportés):

ES Guelma - Paradou AC	
ASM Oran - ASO Chlef.	

APS

SIDI BEL-ABBÈS : Lancement en juillet de la 1^{re} promotion de l'Académie de la FAF

Le Centre régional des jeunes talents de Sidi Bel-Abbès ouvrira ses portes pour accueillir la première promotion de l'Académie de la Fédération algérienne de football (FAF) en juillet prochain, a-t-on appris jeudi de la direction locale de la jeunesse et des sports (DJS).

Dans cette optique, une réunion a regroupé le wali de Sidi Bel-Abbès Mustapha Limani et le président de la FAF, Kheïreddine Zetchi, mardi, pour discuter des derniers préparatifs en vue de transformer cette infrastructure en une Académie de football sous l'égide de la Fédération algérienne de la discipline, a indiqué à l'APS le DJS de Sidi Bel-Abbès, Badreddine Gharbi.

«Tout est fin prêt pour que ce centre régional accueille les jeunes de l'Académie de football de la FAF.

C'est un acquis très important pour le sport roi dans le pays, car cet équipement dispose de toutes les commodités à même de permettre la formation de jeunes talents appelés, dans un avenir proche, à hisser haut le drapeau algérien sur la scène footballistique internationale», a assuré ce responsable.

Il a, en outre, rappelé que la gestion du centre régional des jeunes talents de Sidi Bel-Abbès, qui appartient au ministère de la Jeunesse et des Sports, a été cédée par ce dernier au profit de la FAF il y a de cela



près de deux ans, pour un contrat de cinq ans renouvelable.

Ce site sportif, inauguré il y a trois années, comporte plusieurs équipements dont, entre autres, un grand terrain de football en gazon synthétique, un centre d'hébergement de 80 lits, une salle omnisports et une salle de musculation dotée d'un matériel ultramoderne, en plus des classes pédagogiques, a fait savoir le DJS, ajoutant que la première promotion de l'Académie de la FAF à Sidi Bel-Abbès devrait être compo-

sée de 40 jeunes qui bénéficieront sur place d'une formation sportive et scolaire. Cette Académie sera la deuxième à être lancée par l'instance fédérale depuis l'élection de Kheïreddine Zetchi à sa tête en mars 2017.

La FAF a déjà ouvert l'été dernier, une première Académie à Khemis Miliana dans la wilaya d'Ain Defla.

Cette opération s'inscrit dans le cadre du programme du président de la FAF qui accorde un intérêt particulier à la formation, selon ses dires, estimant

que ce volet «a été délaissé par les clubs». C'est pour cette raison que la FAF a lancé à Tlemcen la construction d'un centre de formation régional, en attendant de faire de même dans trois autres régions du pays. Un projet qui vient remplacer celui de la réalisation d'un hôtel haut standing initié par l'ex-président de cette instance, Mohamed Raouraoua, et que son successeur a annulé après approbation des membres de l'assemblée générale de la FAF, rappelle-t-on.

FRANCE / OGC NICE:

Boudaoui suspendu quatre matchs

L'international algérien de l'OGC Nice Hicham Boudaoui, exclu lors du match de son équipe contre Nîmes (1-3) pour le compte de la 24e journée du championnat de France de Ligue 1, a écopé de quatre matchs de suspension dont un avec sursis, a indiqué la Ligue de football professionnel (LFP).

Le milieu de terrain algérien manquera donc les déplacements à Toulouse (25e journée, samedi) et Bordeaux (27e journée, le 1er mars) ainsi

que la réception de Brest (26e journée, le 21 février). Exclu pour un tacle sur Romain Philipoteaux, Boudaoui sera en mesure d'effectuer son retour lors du derby contre l'AS Monaco (28e journée) dont la date n'a pas encore été arrêtée.

Arrivé l'été dernier pour un contrat de cinq ans en provenance du Paradou AC, Boudaoui (20 ans) est parvenu à s'imposer dans le dispositif de l'entraîneur Patrick Vieira après une entame difficile avec les «Aiglons».



TOURNOI U15 (FÉMININE):

Fin du stage des enseignantes des établissements scolaires

La première session du stage de formation Licence D des enseignantes des établissements scolaires, organisé au Centre technique national de Sidi Moussa a pris fin mercredi, après cinq jours de travail, a rapporté le site de la Fédération algérienne de football (FAF).

Ce regroupement qui s'inscrit dans le cadre du tournoi des U15, prévu en mars prochain au niveau de huit (08) CEM dans quatre régions du pays, a été clôturé par, respectivement, le directeur technique national, Chafik Ameur et la présidente de la Commission du football

féminin, Mlle Radia Fertoul. Des attestations de participation ont été distribuées à la fin du stage aux enseignantes qui seront appelées à préparer des sélections au niveau de leurs établissements respectifs pour prendre part aux tournois régionaux de cette compéti-

tion de football à 7, a ajouté l'instance fédérale. Les équipes qualifiées participeront à une phase finale, en plus d'un festival inscrit également dans ce projet appuyé par la CAF dans le cadre du développement du football féminin et la relation avec le sport scolaire.

La CAF renouvelle une convention pour son siège au Caire

La Confédération africaine de football a conclu ce mercredi la signature du nouvel accord de siège avec le gouvernement égyptien pour une durée de 10 ans, qui reconnaît la personnalité juridique internationale de l'instance africaine en tant qu'Organisation Non-Gouvernementale internationale. L'accord dont le but est de "pour-

suivre les efforts déployés par la CAF et de faciliter sa mission de développement et de promotion du football africain", a été signé par le président de la CAF Ahmad Ahmad et le ministre égyptien de la Jeunesse et des Sports, Dr Ashraf Sobhy en présence du Premier Ministre égyptien, Dr Mostafa Madbouly, précise la CAF sur son site

officiel. Aux termes de cet accord, la CAF bénéficiera de plusieurs avantages, immunités et privilèges similaires à ceux accordés aux membres des organisations internationales et des missions diplomatiques. L'accord est valable pour une période de 10 ans, renouvelable automatiquement, conclut la même source.

L'Inter Milan recrute un gardien

Samir Handanovic blessé, Daniele Padelli (34 ans) remplace temporairement le gardien slovène de 32 ans à l'Inter Milan. Néanmoins, en deux rencontres, Padelli n'a pas rassuré ses dirigeants qui ont décidé de rapatrier un ancien du club. En effet, le Corriere dello Sport, confirme le prochain retour d'Emiliano Viviano en Lombardie (il y a évolué lors de la saison 2011/2012). L'intéressé aurait d'ailleurs déjà passé les examens médicaux et sa signature dépendrait de la durée d'indisponibilité d'Handanovic. Agé de 34 ans, Viviano est libre de tout contrat depuis son départ du Sporting CP en septembre 2019.



MATUIDI VERS UN DÉPART DE LA JUVE ?

Le journal espagnol AS révèle que le propriétaire de la Juventus Turin, Andrea Agnelli, inquiet des récentes performances sportives de son club aurait repris la main en partie sur le sportif. Ainsi, outre le coach Maurizio Sarri, certains joueurs verraient leur place dans l'effectif être mise en danger, et ce serait notamment le cas de Blaise Matuidi. Miralem Pjanic, Federico Bernadeschi, Douglas Costa, Alex Sandro et Gonzalo Higuain pourrait aussi avoir à craindre pour leur situation.

Une information surprenante, quand on sait que le milieu français par exemple, a joué vingt matches de Série A et cinq de Ligue des champions depuis le début de saison et est donc un des titulaires indiscutables de Sarri, tout comme Pjanic. Mais le contrat du milieu passé par le PSG expire à la fin de l'année, et de récentes contre-performances ont conduit son entraîneur à lui préférer Adrien Rabiot.

HENRIKH MKHITARYAN VERS LA SORTIE

Prêté à la Roma cette saison, Henrikh Mkhitaryan ne devrait pas faire de vieux os du côté d'Arsenal, qui chercherait à s'en séparer dès cet été.

En prêt du côté de la Serie A à l'AS Rome depuis l'été dernier, Henrikh Mkhitaryan devrait repartir à Arsenal à la fin de la saison, malgré des statistiques assez intéressantes : 4 buts et une passe décisive en 12 rencontres toutes compétitions confondues. The Sun annonce que le club londonien demande au moins 20 millions de livres, tandis que les Italiens n'ont offert que 10 millions d'euros pour lui le mois dernier, malgré la volonté de Paulo Fonseca de le conserver. Le média affirme que l'international arménien, en fin de contrat en 2021, va donc revenir dans son club original mais qu'il ne devrait toujours pas rentrer dans les plans de Mikel Arteta. Les Gunners vont donc essayer de s'en séparer lors du prochain mercato, surtout qu'il touche un joli salaire d'environ 190 000 euros par semaine.

Man Utd souhaite vendre Sanchez

Prêté sans option d'achat par Manchester United à l'Inter Milan durant le dernier mercato estival, Alexis Sanchez pourrait ne jamais retourner à Old Trafford. Dicit les informations du Manchester Evening News, le club anglais a l'intention de vendre définitivement l'attaquant chilien dans les prochains mois. Les Red Devils scrutent déjà le marché pour trouver des formations intéressées par le footballeur de 31 ans, sous contrat jusqu'en juin 2022. En 2019-2020, l'ancien joueur du FC Barcelone et d'Arsenal a disputé dix matches avec les Nerazzurri, pour sept apparitions et un but en Serie A.



SZCZESNY REMPLIE AVEC LA JUVENTUS

Arrivé en 2017 dans le Piémont en provenance de la Roma, le gardien polonais de 29 ans a prolongé son contrat avec la Juventus jusqu'en 2024. Passé également par Arsenal, Wojciech Szczesny s'est véritablement installé dans le but turinois et participe activement à la réussite de la Vieille Dame en Serie A, en témoigne ses 46% de clean sheets. Alors qu'il était arrivé en tant que doublure de Gianluigi Buffon, l'international polonais a désormais relégué la légende italienne sur le banc après son retour à Turin l'été dernier.

Un départ estival pour Javi Martinez ?

Les supporters du Bayern Munich doivent s'attendre à un large bouleversement de l'effectif bavarois l'été prochain. Le milieu français Corentin Tolisso n'est pas le seul à se trouver sur le départ. Selon le journal Bild, la formation allemande ne compte pas prolonger le contrat de Javi Martinez, qui expire en juin 2021, ce qui laisse augurer d'un départ de l'ancien joueur de l'Athletic Bilbao. Recruté en 2012 par le Bayern Munich, le milieu de terrain espagnol de 31 ans a joué 17 rencontres en 2019-2020, pour onze matches de Bundesliga.



QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION

DK NEWS

Edité par la SARL
DK NEWS

Directeur général
Abdelmadjid CHERBAL

Directeur de la rédaction
Abdelmadjid TAREB

RÉDACTION ADMINISTRATION
«3, Rue du Djurdjura - Ben Aknoun - Alger TÉL. : 023.38.47.97/023.38.48.00
FAX : 023.38.47.95 EMAIL : contact@dknews-dz.com - SITE : http://www.dknews-dz.com

PUBLICITE : S'adresser à 3, Rue du Djurdjura - Ben Aknoun - Alger TÉL. : 023.38.47.97/023.38.48.00
FAX : 023.38.47.95 / E-MAIL : contact@dknews-dz.com - IMPRESSION : S.I.A.

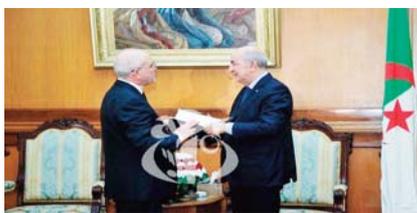
Pour votre publicité, prière de s'adresser à l'Entreprise nationale de communication d'édition et de publicité - ANEP spa - 1, Avenue Pasteur - Alger - TÉL. : 021.71.16.64 / 021.73.71.28 - FAX : 021.73.95.59 / 021.73.99.19

PRÉSIDENT

Le Président de la République reçoit le président de l'ANIE

Le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a reçu mercredi au siège de la présidence de la République, le président de l'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE), Mohamed Charfi qui lui a remis le rapport sur le déroulement et les résultats de la dernière Présidentielle, a indiqué un communiqué de la présidence de la République. Lors de cette audience, le Président de la République a signé «le

Registre d'or pour l'édification démocratique» reprenant le texte de la Charte d'éthique des pratiques électorales, signée la veille du lancement de la campagne électorale pour la dernière Présidentielle, par le candidat Abdelmadjid Tebboune et les autres candidats en lice, et qu'il a signé aujourd'hui en qualité de Président de la République pour l'ériger en tradition dans la vie politique, conclut le communiqué.



ALGÉRIE-MAURITANIE

Le Président Tebboune reçoit un message de son homologue mauritanien

Le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a reçu jeudi le ministre des Affaires étrangères, de la Coopération et des Mauritanien à l'extérieur, Ismail Ould Cheikh Ahmed qui lui a remis un message écrit de la part du Président mauritanien, Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani, a indiqué un communiqué de la présidence de la République.

«L'audience a donné lieu à un échange sur la nécessité de consolider la coopération bilatérale, notamment la formation professionnelle, l'énergie, les échanges commerciaux et de renforcer le transport terrestre, à la faveur du parachèvement de la route reliant les villes de Zouérat et Tindouf», a précisé le communiqué.

«Remerciant l'Algérie pour l'accueil réservé aux étudiants mauritanien dans ses instituts et universités», le chef de la diplomatie mauritanienne exprimé «la gratitude de son pays pour le rapatriement des ressortissants mauritanien de la ville chinoise de Wuhan à bord du même vol que les étudiants algériens, tunisiens et libyens». «Un geste hautement apprécié par le peuple mauritanien», a-t-il assuré. Lors de cette audience, le Président Tebboune a reçu une invitation officielle de son homologue mauritanien, Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani pour une visite en Mauritanie. «A son tour, le Président Tebboune a invité officiellement son homologue mauritanien pour une visite en Algérie à une date qui sera convenue par voie diplomatique», a conclu le communiqué de la présidence de la République.

M. Abdelmadjid Tebboune pour accueillir le dialogue entre les frères libyens, M. Ould Cheikh a déclaré: «nous saluons cette initiative qui apportera selon nous un développement positif dans la résolution de la crise libyenne, qui s'est aggravée et a atteint un niveau alarmant».

Le chef de la diplomatie mauritanienne a fait état, dans ce cadre, d'une «grande convergence» des vues entre les deux pays, notamment en ce qui concerne la condamnation de toute forme d'intervention étrangère. «L'intervention étrangère sous toutes ses formes ne peut qu'affecter la solution de cette crise et la sécurité dans la région», a-t-il ajouté affirmant que la Mauritanie se «tient du côté de l'Algérie et est disposée à fournir des efforts pour solutionner cette crise».

Assurant que «l'Algérie a toujours eu un rôle constructif et positif sous la direction du Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune dans la résolution de la crise en Libye», M. Ould Cheikh, a réitéré le soutien de son pays à ces démarches dans le cadre de l'Union du Maghreb Arabe (UMA) et du Comité de haut niveau de l'Union africaine (UA).

Abordant les relations bilatérales, le chef de la diplomatie mauritanienne a indiqué que le volet économique «de tout temps était au cœur de ces relations», en témoigne, a-t-il dit, la présence du produit algérien en Mauritanie. La coopération bilatérale «augure d'un avenir prometteur», a-t-il dit, soulignant la possibilité de réaliser une ligne ferroviaire reliant les deux pays. Le ministre des Affaires étrangères, Sabri Boukadoum a annoncé, pour sa part, une visite prochaine à Tripoli, affirmant être «en contact permanent avec l'ensemble des parties libyennes». Concernant le conflit syrien, M. Boukadoum qui a rappelé la position algérienne vis-à-vis de la crise dans ce pays, a affirmé que l'Algérie n'a jamais fermé son ambassade en Syrie. Il a appelé, à cette occasion, les États arabes à accepter le retour de la Syrie au sein de la Ligue arabe. Par ailleurs, M. Boukadoum a annoncé la promulgation «prochaine» du décret relatif à la création de l'Agence algérienne de coopération internationale à vocation africaine. Cette Agence aura à s'acquitter d'un «rôle important» en matière de coopération avec l'ensemble des pays du Sahel, du Maghreb arabe et de l'Afrique, a-t-il dit.

M. Ghlamallah participe à Genève à une Conférence sur «les initiatives d'immuniser les jeunes contre les idées d'extrémisme et de violence»

Le président du Haut conseil islamique (HCI), Bouabdallah Ghlamallah, participera aux travaux de la Conférence internationale sur le thème «Initiatives pour immuniser les jeunes contre les idées d'extrémisme et de violence et les mécanismes pour les activer» qui se tiendra les 18 et 19 février en cours à Genève (Suisse), a-t-on appris jeudi auprès du HCL. M. Ghlamallah, qui participera à cette Conférence à l'invitation de la Ligue islamique mondiale, «exposera l'expérience algérienne en matière d'immunisation des jeunes aux idées d'extrémisme et de violence ainsi que les programmes adoptés par l'Algérie dans ce cadre et inspirés de l'héritage du peuple algérien et de sa culture fondée sur la cohésion, l'unité et la tolérance à travers l'histoire», précise-t-on de même source.

DIPLOMATIE Le nouvel ambassadeur d'Algérie remet ses lettres de créances à la reine Elizabeth II

Le nouvel ambassadeur d'Algérie au Royaume-Uni, M. Abderrahmane Benguerah a présenté, jeudi, ses lettres de créances à la Reine Elizabeth II. La cérémonie s'est déroulée au palais de Buckingham, résidence officielle de la souveraine, en présence, notamment, des proches collaborateurs de l'ambassadeur. La Reine Elizabeth II s'est, ensuite, entretenue en privé avec M. Abderrahmane Benguerah, avant de saluer les membres de la délégation algérienne. Après la remise de ses lettres, l'ambassadeur Abderrahmane Benguerah a organisé au siège de la chancellerie la traditionnelle réception couronnant l'événement, pour les membres du corps diplomatique et des invités représentant les autorités britanniques. Avant sa nomination en qualité d'ambassadeur d'Algérie au Royaume-Uni, M. Benguerah était Directeur Général Amérique au ministère des Affaires étrangères. Il a également été ambassadeur au Sénégal et en Gambie et a servi en qualité de second et de conseiller à l'ambassade d'Algérie à Washington et à la Représentation permanente à l'ONU.

ALGÉRIE-GRÈCE Le Président Tebboune reçoit une invitation pour une visite officielle en Grèce

Le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a reçu, jeudi matin au siège de la présidence de la République, le ministre grec des Affaires étrangères, Nicos Dendias, en visite en Algérie, indique un communiqué de la présidence de la République.

«Au début de l'audience, le Président de la République a reçu une invitation du Premier ministre grec, M. Kyriakos Mitsotakis, pour effectuer une visite officielle en Grèce, qu'il a acceptée. La date de cette visite sera fixée ultérieurement avec l'accord des deux parties», précise le communiqué.

Entretien a «porté sur les relations bilatérales privilégiées dans le domaine politique. Toutefois, ces relations nécessitent une forte impulsion dans le domaine économique pour l'exploitation des capacités et potentialités des deux pays», ajoute la même source, soulignant, à cet effet, qu'«il a été convenu de la nécessité de réactiver les travaux de la commission mixte de coopération, étant un mécanisme efficace pour l'encouragement des investissements et le renforcement de la coordination et de la concertation».

Lors de cette audience, les deux parties ont échangé les vues sur la situation dans la région, particulièrement en Libye», selon le même communiqué.

muniqué, relevant «une convergence des vues de l'Algérie et de la Grèce sur le rejet de toute intervention militaire étrangère, en vue de permettre au peuple libyen de recouvrer sécurité et paix sur son territoire, par le dialogue politique entre les parties belligérantes, à la lumière de l'accord de la conférence de Berlin, en conformité avec la légalité

Convergence de vue en faveur d'une solution politique à la crise libyenne

Le ministre grec des Affaires étrangères, Nikolaos Dendias, a indiqué jeudi à Alger, que la Grèce et l'Algérie partageaient la même position sur la crise en Libye, en privilégiant la solution politique «loin de toute ingérence étrangère». Dans une déclaration à la presse à l'issue de son entretien avec le ministre des Affaires étrangères, Sabri Boukadoum, le ministre grec a mis en avant le fait que la Grèce et l'Algérie «privilégient la solution politique pour le règlement de la crise libyenne, loin de l'option militaire et de l'ingérence étrangère». Le chef de la diplomatie grecque a mis en évidence, à cette occasion, «le travail mené par l'Algérie pour le règlement de la crise libyenne, à travers ses efforts visant à parvenir à une solution politique à même de permettre le retour à la paix

et à la stabilité dans ce pays et au-delà». Face à la situation «préoccupante» qui règne en Libye, la Grèce et l'Algérie «soulignent la nécessité d'un arrêt immédiat des hostilités et de toute intervention étrangère», a-t-il ajouté, relevant l'importance «de poursuivre les efforts dans le cadre des Nations Unies pour mettre un terme à ce conflit». Par ailleurs, le ministre grec a précisé que l'entretien avec son homologue algérien, a permis aux deux parties de «passer en revue les relations bilatérales entre deux pays amis, qui sont appelées à se consolider davantage à l'avenir».

Il a ajouté, à cet égard, que la Grèce et l'Algérie «se sont engagées à renforcer leurs relations bilatérales, à travers la multiplication de contacts et de la concertation en faveur de la paix et de la stabilité dans notre région commune».

Pour sa part, M. Boukadoum a déclaré que l'entretien a permis d'«échanger les vues et de se concerter sur nombre de questions, notamment les relations bilatérales et les questions régionales, ainsi que les défis auxquels fait face la région méditerranéenne, particulièrement la Libye. Une situation qui inquiète également la Grèce qui contribue aussi aux efforts de règlement de la crise libyenne».

TRIBUNAL DE BIR MOURAD RAIS : Le DG du groupe Ennahar placé en détention provisoire

Le juge instructeur près le Tribunal de Bir-Mourad Rais (Alger) a ordonné, dans la nuit de jeudi à vendredi, le placement du directeur général du groupe Ennahar, Mohamed Mokaddem, en détention provisoire, a-t-on appris auprès des services du parquet général d'Alger.

Le prévenu Mohamed Mokaddem, dit Anis Rahmani, est poursuivi dans



une affaire liée à «l'acquisition d'avantages indus» et «la détention de comptes bancaires à l'étranger», a-t-on précisé de même source.

«La Mauritanie appuie le rôle constructif et positif de l'Algérie pour la résolution de la crise libyenne»

La Mauritanie appuie le rôle «constructif et positif» que joue l'Algérie pour trouver une solution à la crise libyenne et salue l'initiative du Président Abdelmadjid Tebboune pour accueillir le dialogue entre les frères libyens, a affirmé jeudi le ministre mauritanien des Affaires étrangères, Ismail Ould Cheikh Ahmed. Répondant à une question lors d'une conférence de presse conjointe avec le ministre des Affaires étrangères, Sabri Boukadoum, concernant la position de son pays vis-à-vis de la proposition du Président de la République,

MDN

LUTTE CONTRE LE TERRORISME

3 casemates et 8 bombes détruites à Ain Defla et Tipasa

Trois casemates pour terroristes et 8 bombes de confection artisanale ont été détruites mercredi à Ain Defla et Tipasa par des détachements de l'Armée nationale populaire (ANP), a indiqué jeudi un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN). «Dans le cadre de la lutte antiterroriste, des détachements de l'ANP ont découvert et dé-

truit, le 12 février 2020 lors d'opérations de recherche et de ratissage à Ain Defla et Tipasa (1ère Région militaire), trois (3) casemates pour terroristes, huit (8) bombes de confection artisanale et d'autres objets», précise la même source. Dans le cadre de la lutte contre la contrebande et la criminalité organisée, des détachements de l'ANP «ont inter-

cepté, à Djanet (4ème RM) et Bordj Badji Mokhtar (6ème RM), huit (8) individus et saisi un camion, deux groupes électrogènes, un marteau piqueur et 150 sacs de mélange de pierres et d'or brut». Par ailleurs, des Gardes-côtes «ont saisi, à Oran (2ème RM), 12 kilogrammes de kaf traité», tandis que des éléments de la Gendarmerie nationale «ont

arrêté, à Tlemcen (2ème RM) et Batna (5ème RM), un narcotrafiquant et saisi 5,8 kilogrammes de la même substance ainsi que 490 comprimés psychotropes». D'autre part, des éléments de la Gendarmerie nationale «ont appréhendé, à Batna et Sétif (5ème RM), trois (3) individus en leur possession 3 fusils de chasse», ajoute le communiqué.